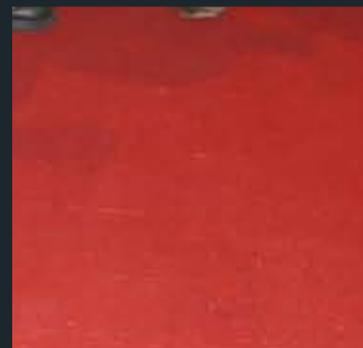




WORLD
POLICY
CONFERENCE
7-10 décembre 2012 - Cannes, France





Accès aux Actes de Conférence
(textes et vidéos)

Téléchargez i-nigma sur
www.i-nigma.mobi

WORLD POLICY CONFERENCE

CINQUIÈME ÉDITION, 7-10 DÉCEMBRE 2012, CANNES, FRANCE



WORLD
POLICY
CONFERENCE

SOMMAIRE

LA MISSION DE LA WPC	page 5
NOTES SUR LES DISCUSSIONS DE LA WPC 2012	page 6
PROGRAMME	page 10
OUVERTURE	page 12
SESSIONS PLÉNIÈRES	page 22
ATELIERS PARALLÈLES	page 40
DÉJEUNERS & DÎNERS DÉBATS	page 54
DÎNER DE GALA & NETWORKING	page 64
INVITÉS	page 71
DISCOURS D'OUVERTURE	page 78
PRESSE & WPC TV	page 91
PARTENAIRES & ORGANISATION	page 98



La mission de la WPC

En décembre 2012, à Cannes, la World Policy Conference (WPC) a franchi le cap de son cinquième anniversaire. L'identité de l'initiative que j'ai lancée en 2008 à Evian se précise peu à peu. La WPC est une organisation indépendante, qui se donne pour objectif de contribuer à améliorer la gouvernance mondiale, dans la perspective de structurer à moyen et long terme un monde ouvert, mais juste et respectueux de la diversité des États et des nations. Sa réunion annuelle, de dimension humaine, rassemble à égalité de hautes personnalités originaires des cinq continents, dans un climat de confiance et un esprit de tolérance qui favorisent réflexions approfondies et débats constructifs. Tous les problèmes collectifs impliquant la recherche de solutions globales sont susceptibles d'y être abordés.

À Cannes, la WPC a une fois de plus rassemblé dans un cadre agréable et une ambiance chaleureuse des dirigeants politiques et économiques de premier plan ainsi que des experts et des leaders d'opinion pour échanger et promouvoir des idées adaptées aux grands défis de notre temps. En consultant la présente brochure, ainsi que notre site (www.worldpolicyconference.com), le lecteur sera peut-être incité à s'engager dans notre aventure et à contribuer à son succès dans la durée.

Thierry de Montbrial
Président et fondateur



Bonne gouvernance

Une bonne gouvernance se fonde principalement sur la confiance que l'on inspire, le partage des responsabilités, la qualité de l'exécution et aussi une bonne utilisation de l'information pour prendre des décisions et en analyser les conséquences.

Pour les États, la bonne gouvernance, c'est également la démocratie et les libertés d'opinion et d'expression. Elle doit avoir un bon service public et une bonne administration, en essayant d'attirer les meilleurs éléments dans la fonction publique. Un État de droit suppose que ses agents soient convenablement payés, honnêtes et dévoués. Les médias ont un rôle essentiel de surveillance à jouer. On a fait le constat que la corruption est très répandue mais à des degrés différents selon les États. On la trouve même en France. Elle ne doit pas être tolérée.

À l'échelle internationale, c'est à la suite des deux guerres mondiales qu'un système de gouvernance internationale s'est mis progressivement en place. Par temps de crise, les gouvernements tendent à se replier sur eux-mêmes et la gouvernance internationale ne se développe plus ou régresse. Les pays émergents sont moins enclins à en respecter les règles pour protéger leurs intérêts immédiats. La mondialisation nécessite plus de gouvernance globale, mais le grand frein à cet élargissement, c'est le manque d'un socle de valeurs communes. Du côté de l'opinion publique, une excellente suggestion est d'utiliser le potentiel des réseaux sociaux pour catalyser une forme de conscience universelle, un sentiment d'appartenance planétaire des sociétés civiles, sans lequel toute forme de gouvernance globale risque de demeurer désincarnée. Pour l'avenir, certains rêvent d'une gouvernance mondiale tripartite, avec un premier collègue élu démocratiquement et chargé des problèmes de court terme, un second composé d'universitaires et de personnalités politiques disponibles et compétents et un troisième composé de personnalités exceptionnelles, capables de penser sur le long terme. Quoi qu'il en soit, nous devons créer de nouveaux concepts pour concevoir une gouvernance globale acceptable.

Pour les entreprises, la bonne gouvernance est d'inspirer la confiance, par l'esprit d'ouverture, la connaissance des autres et le dialogue. C'est aussi de s'engager publiquement sur des programmes qui sont recommandés par les grandes instances. Par exemple respecter les principes directeurs de l'OCDE sur la corruption et le blanchiment d'argent. C'est appliquer les mêmes règles partout dans le monde, et même d'être en avance sur la régulation officielle. Quand une entreprise est leader dans l'engagement, elle peut entraîner

d'autres entreprises. Elle peut même importer, dans les pays où elle opère, des normes de bonne gouvernance qui peuvent s'étendre à d'autres niveaux de la société. Les entreprises, dont l'installation dépend beaucoup des pouvoirs publics, sont créatrices de richesses, d'emplois et de croissance. Mais la gouvernance du secteur privé, comme toutes les autres, n'est pas toujours exemplaire avec des problèmes de transparence, de non respect des règles, de transferts de fonds illicites ou d'évasion fiscale.

Gouvernance et géopolitique

1. G2

Un G2 a été évoqué comme grand axe du monde, constitué des États-Unis et de la Chine et apte à prendre de grandes décisions. Ces deux pays ont des intérêts communs, comme soutien de la croissance économique, le maintien d'un système ouvert, la paix et la prospérité en Asie, la non-prolifération nucléaire, le contrôle du changement climatique ou la lutte contre le terrorisme. Leurs économies sont très interconnectées et une confrontation leur serait très préjudiciable. De plus, la Chine dépend de la technologie, du marché et de l'enseignement américains. Mais il ne faut pas oublier que leurs systèmes politiques sont fondamentalement différents, qu'ils sont en compétition stratégique en Asie, et qu'une telle structure serait mal acceptée par les grands voisins comme l'Inde et la Russie ou par les alliés régionaux des États-Unis comme le Japon, la Corée, l'Inde ou l'Australie. La création d'un G2 est donc peu probable.

2. Europe

L'Europe est en crise parce qu'elle n'a pas respecté ses propres règles et parce que certains pays européens du sud sont déficitaires et n'ont pas un niveau de compétitivité suffisant. À l'inverse, les pays du nord de l'Europe et l'Allemagne ont introduit assez tôt des réformes structurelles. Ils sont très concurrentiels et largement bénéficiaires avec 530 milliards de dollars. La zone euro dispose globalement d'un surplus important de 100 milliards de dollars. À court terme, la solution évidente serait la mise en œuvre d'une solidarité, difficile à accepter par les plus riches, mais qui bénéficierait finalement à tous. Pendant la phase critique, des instances comme la BCE, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et le Mécanisme européen de stabilité (MES) ont été créées ou mises à contribution. On a complété l'Union monétaire par des contraintes budgétaires et des réformes structurelles. Dans l'immédiat, pour éviter faillite et récession, il faut que chaque pays concerné applique les règles édictées et assainisse ses finances publiques, mais à un rythme

adapté, socialement et politiquement supportable. On peut noter que l'Italie, grâce à un gouvernement de coalition unique en Europe, a pu rapidement appliquer des réformes structurelles indispensables et a pu opérer un redressement budgétaire impressionnant et, malgré une récession, augmenter ses recettes grâce à une lutte efficace contre l'évasion fiscale.

Pour faire face aux grands pays que sont la Chine ou les États-Unis, l'Europe doit être forte et unie. Ses membres ne doivent pas jouer les uns contre les autres, même si la crise a réactivé chez certains des tendances protectionnistes et des réactions nationalistes. L'Union monétaire, pour être pérenne, devrait être complétée par une harmonisation fiscale et sociale encore hypothétiques. Et, sur le long terme, il faudrait engager un rééquilibrage des compétitivités. Tout cela pour rétablir la confiance. Alors les surplus du secteur privé et des entreprises retrouveront le chemin de l'investissement, condition pour faire diminuer le chômage. Par ailleurs, il faut informer davantage les populations sur les enjeux et les apports de l'UE et sur sa légitimité pour les convaincre de sa nécessité. C'est grâce à de tels efforts que l'on pourra combattre l'euro-scepticisme qui se développe. Si l'existence même de l'UE semble ne pas devoir être remise en cause, la grande question politique sera de savoir jusqu'où les pays voudront aller dans l'idée européenne et dans les transferts de compétence. Faut-il aller vers un fédéralisme et une union politique, ou s'en tenir à une union économique comme le voudrait l'Angleterre ? Les choix se feront lentement.

3. Asie

L'Asie est en retard sur l'Europe pour n'avoir pas résolu ses problèmes territoriaux et de zones de pêche, exacerbés pour des raisons économiques et nationalistes. Le Japon a élu en décembre un gouvernement nationaliste apparemment décidé à s'opposer à la Chine et à la Russie sur les questions territoriales et à remettre en cause les excuses du Japon envers la Corée. La Russie reste inflexible sur les îles Kouriles. Certains considèrent que les États-Unis ont attisé les tensions. Les petits pays d'Asie s'inquiètent. Ces tensions montrent l'absence de vision à long terme des dirigeants de cette région. Mais il semble qu'un conflit armé ne soit pas envisageable, et ce pour diverses raisons : ces problèmes ne sont pas assez graves, une guerre avec le Japon serait aussi une guerre avec les États-Unis, il y a la dissuasion nucléaire, et surtout la Chine a besoin d'un environnement pacifique pour résoudre ses graves problèmes internes. Depuis la crise, la Chine développe son marché intérieur pour maintenir sa croissance. Pour la gouvernance, les dirigeants chinois estiment que la démocratie de type occidental est actuellement inadaptée à un pays aussi grand.

Mais une évolution intermédiaire est probable puisque l'idée démocratique se répand là comme partout. Beaucoup de pays d'Asie ne tiennent pas à rester isolés les uns des autres malgré leurs dissensions. Des accords de libre échange et d'investissements sont prévus entre la Chine, la Corée et le Japon, ce qui renforcerait leurs liens. Même Taiwan et les États-Unis investissent énormément en Chine. L'ASEAN + 3, lancée après la crise financière asiatique de 1997-98, regroupe les dix pays d'ASEAN ainsi que la Chine, la Corée et le Japon. Par ailleurs, trois autres pays eurasiatiques, la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie, seront engagés en janvier 2013 dans une Union douanière et économique inspirée par l'UE. La Russie prévoit d'élargir cette union à d'autres pays de la région, et même d'y associer à la Chine. L'idée de créer une zone transpacifique de sécurité existe mais est bloquée par ceux qui préfèrent que la Chine reste à l'écart. Il y a en Russie une opposition entre slavophiles et occidentaux. Certains en Russie considèrent que l'Europe décline et que leur pays aurait tout à gagner à se tourner vers l'Asie. Mais 80 % de la population se considère comme européenne. Et la Chine et la Russie ne sont pas des alliés naturels.

4. Moyen-Orient

Le Moyen-Orient reste une zone instable et dangereuse. Pour l'Iran, avoir la bombe nucléaire, c'est se doter d'un bouclier contre toutes les entreprises de déstabilisation, politiques ou militaires et affirmer son statut. L'Iran menace de détruire Israël. Si l'Iran accède à la bombe, d'autres pays de la région la voudront. Pour certains, les sanctions économiques actuelles ont l'effet paradoxal d'accélérer la marche vers la nucléarisation. La question de la prolifération nucléaire est en jeu. Le Président Obama va probablement durcir les sanctions économiques contre l'Iran dans l'espoir d'induire des troubles sociaux contre le régime, et il va essayer de relancer la négociation de la meilleure façon possible. Mais sur quoi doit porter la négociation ? Si cela ne donne pas de résultats, il fera face à un choix extraordinairement douloureux. S'il arrive à entraîner derrière lui la Russie et la Chine, alors d'autres seront prêts à le rejoindre et ce sera plus facile. Sinon, soit il laissera Israël frapper seul, soit il décidera de frapper. Et une action militaire ponctuelle n'aboutirait qu'à retarder de quelques années la réalisation de la bombe.

La guerre de Syrie est une tragédie humanitaire et géopolitique, parce que ce pays est situé au cœur du monde arabe. Ce régime kleptocratique et autoritaire règne grâce à la répression politique. Inefficace, il a échoué dans l'enseignement ou l'emploi. Mais il dispose d'un armement important et sophistiqué fourni ou financé par la Russie et selon certains par l'Irak. Les Occidentaux ne veulent pas intervenir directement en raison des risques de détournement de leur aide au profit des islamistes et également de l'opposition de la Russie et de la Chine qui, par principe, sont contre le soutien aux rébellions. De plus, la Russie a de gros intérêts en Syrie, dont une base navale. Le développement de la rébellion dans des grandes villes comme Alep et Damas laisse à penser que ce régime est condamné et que sa chute est une question

de temps. Cependant les divisions de l'opposition augurent mal de l'avenir alors qu'il faudrait justement le préparer pour préserver, si c'est encore possible, l'équilibre qui existait dans ce pays entre les diverses communautés qui le composent, et pour prévenir une mainmise des islamistes sur ce pays. Il y a là un défi majeur.

Le conflit israélo-palestinien a été mal géré par les États-Unis. Ils ont trop soutenu Israël, surtout pour des raisons de politique intérieure. Tant que ce conflit ne sera pas résolu, la stabilité et la sécurité ne seront pas assurées au Moyen-Orient. La reconnaissance de la Palestine comme État observateur aux Nations Unies lui donne une nouvelle légitimité mais le gouvernement israélien campe sur sa position de négociation bipartite. La résolution du problème passe par une réduction des exigences de chaque partie et probablement par une forte implication des États-Unis. Il est possible aussi que, si le vrai printemps arabe émerge, une meilleure compréhension entre Israéliens et Arabes s'établisse. De toutes façons, Israël est condamné à trouver une solution, ne serait-ce que parce que, s'il veut rester un État juif et démocratique, il doit tenir compte du fait que la population arabe de l'Israël actuel dépassera la population juive dans un avenir prévisible estimé entre 10 et 20 ans.

Six mois après avoir été élu premier Président de l'Égypte post-révolutionnaire, le chef de l'État, Mohammed Morsi s'est arrogé, avec la Déclaration constitutionnelle, des pouvoirs exorbitants, que même l'ancien président n'avait pas. Cette initiative a été contestée par la majorité des jeunes et des intellectuels de tous bords. La révolution populaire et spontanée qui a permis le changement de pouvoir n'avait d'autre programme que l'espoir d'un État de droit pour tous les Égyptiens, d'un respect de la dignité des citoyens et d'une justice sociale. La division des non islamistes depuis la révolution, due à l'appétit de pouvoir et à des égos très développés, a certainement favorisé la victoire des frères musulmans et de leurs alliés aux élections. La situation actuelle met en évidence l'existence de deux Égyptes, l'une marquée par des années de répression, et dont la conception de la démocratie se limite au fait majoritaire, et l'autre qui se réfère à un passé libéral et moderne, ainsi qu'à son rayonnement régional depuis Napoléon et le règne de Mohamed Ali, et qui se veut un État civil démocratique, moderne et égalitaire. L'avenir est incertain.

5. Afrique

La croissance africaine est de 5 % en moyenne par an depuis plus de 12 ans, et ne dépend que modérément des matières premières. Six économies africaines comptent parmi les dix économies dont la croissance a été la plus rapide en 2011-2012. On peut s'attendre à une amélioration économique et sociale comme conséquence de l'urbanisation rapide, du développement des technologies de l'information et de la communication, des progrès dans le domaine de l'éducation, de la santé, et de l'égalité des sexes, et de l'émergence d'une classe moyenne qui représenterait déjà un tiers de la population. Cependant, l'avenir de l'Afrique est encore un peu hésitant. La démocratie s'y

est développée même si elle marque le pas depuis 2006. De gros progrès restent à faire. Il faut souligner l'action persévérante de la fondation Mo Ibrahim qui fait son possible pour favoriser le progrès de l'Afrique et améliorer sa gouvernance. Pour son alimentation, l'Afrique est dépendante des marchés internationaux parce qu'elle a une trop faible production agricole, surtout en raison de politiques qui lui ont été imposées depuis 20 ou 30 ans et des subventions agricoles qui sont accordées dans les pays riches. Il faut régler les problèmes fonciers, pour attribuer les terres aux populations qui y demeurent et éviter que des entreprises étrangères ne les achètent. Les PME, créatrices d'emploi, sont un puissant facteur de structuration et de qualification, et d'amélioration des conditions de vie, mais aussi de stabilisation politique et sociale. Il s'en crée beaucoup mais pas suffisamment car elles sont freinées par la corruption, une fiscalité excessive, le manque de facilités et d'infrastructures, et le manque d'investisseurs. En effet, les investisseurs étrangers hésitent à s'engager en Afrique dont ils ne savent pas si ce sera un eldorado ou un bourbier. Cependant, le taux d'investissements étrangers a été multiplié par dix en dix ans, avec des investissements massifs, en particulier de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de la Malaisie et de la Turquie. La moitié de la population africaine a moins de 20 ans, ce qui est à la fois un atout et un problème. Ces jeunes doivent être mieux éduqués et mieux formés. Cependant, la densification des territoires va demander davantage de ressources comme l'eau, l'agriculture et diverses infrastructures. Au taux de croissance actuel, l'Afrique sera aux environs de 2045 une économie de la taille de la Chine d'aujourd'hui. Mais la Chine est un seul pays et l'Afrique, 54, et cette multiplicité pose des problèmes d'efficacité et de cohérence. Sans union, l'Afrique ne fait pas le poids dans le concert mondial et face aux grandes entités que sont les États-Unis, la Chine ou l'UE. Globalement, on peut être assez optimiste sur le développement général et la réussite économique de l'Afrique dans les prochaines décennies.

Gouvernance mondiale et grands défis

1. Finance

Le système financier réputé infaillible, s'est révélé être très vulnérable. La crise s'est développée en trois phases. De 2007 à 2008, nous avons eu la crise des subprimes, krach des prêts immobiliers à risque aux États-Unis, qui a entraîné la faillite de Lehman Brothers et un début d'effondrement de tout le système financier international. Depuis 2009-2010, un troisième épisode de la crise se développe : la crise des risques souverains qui affecte de nombreux pays et en particulier la zone euro.

Parmi les multiples causes de cette crise, on peut retenir un engagement de l'industrie financière dans des portefeuilles de titres très risqués, un grand décalage entre emprunts à court terme et prêts à long terme et aussi des acquisitions mal planifiées et surévaluées. S'est ajouté le problème du lien



trop étroit entre les bilans bancaires et les dettes souveraines, dont on a pris conscience qu'elles n'étaient plus exemptes de risque. Par ailleurs, si l'intégration des marchés de capitaux est un moteur puissant de la croissance mondiale, lorsqu'elle aboutit à des déséquilibres mondiaux importants elle crée des phénomènes pervers de hasard moral de grande envergure. Les déséquilibres se propagent dans tout le système. On peut citer deux exemples d'anomalies, économiquement injustifiés : les pays qui ont accumulé des surplus et qui sont tentés de prêter à des pays qui n'utilisent pas ces fonds de façon productive, ou les flux de capitaux allant des pays pauvres vers les pays riches. Les agences de notation et le trading à haute fréquence peuvent fausser l'économie et devraient être contrôlés. Une des causes de la crise de la dette est, bien sûr, l'absence de consensus politique entre les États, chacun tirant la couverture à soi. Et ce problème risque de durer.

Nous avons évité une grande dépression, mais pas une grande récession, grâce à l'action concertée, énergique, et d'une extraordinaire ampleur des Banques Centrales et des États qui, par des mesures non conventionnelles, et par étapes, ont apporté liquidités, recapitalisations et garanties pour suppléer aux déficiences du secteur privé. En Angleterre on a vu la quasi-nationalisation des grandes banques. Pendant et après la crise, des efforts de coordination internationale et de régulation du système financier ont été entrepris à partir des sommets du G20 nouvelle formule. En sont sortis les accords de Bâle III de 2010, avec des mesures prudentielles comme l'augmentation des ratios de liquidités qui devraient augmenter la résilience des banques. Mesures qui vont s'appliquer progressivement. Les règles de compensation ont été réformées. L'effet de levier financier a également été réduit. Il est question de séparer les banques d'investissement et de dépôt. Pour certains économistes, la question n'est pas d'augmenter les fonds propres mais plutôt d'encourager les investissements à long terme, qui stimulent la croissance. Mais pour que les investissements reviennent à la normale, il faut que la confiance revienne. Dans ce sens, le G20 a créé le Conseil de stabilité financière pour la supervision et la surveillance des institutions financières.

Malgré toutes les mesures prises depuis quatre ans, on ne peut pas dire que l'industrie financière soit encore assainie durablement. On peut considérer que nous sommes à mi-chemin dans le travail d'élaboration des concepts et des règles de régulation et de supervision de ce secteur. Le G20, créé dans l'urgence, doit être amélioré. Il serait souhaitable de l'institutionnaliser au travers d'un comité de direction permanent chargé au moins d'assurer le suivi de ses directives, et d'accroître sa représentativité et sa légitimité pour qu'il devienne un outil reconnu de gouvernance mondiale. Les performances des institutions internationales et de leurs dirigeants pourraient être

évaluées pour augmenter leur efficacité. Certaines difficultés demeurent : la question du lien entre les banques et les dettes souveraines n'est pas résolue, la quantité des actifs de mauvaise qualité est mal connue, et un grand nombre de réformes ont été engagées mais on ne sait pas en évaluer la résultante et les retombées en matière d'investissements. L'impact procyclique a été réduit mais n'a pas disparu. La concentration bancaire s'est accélérée avec le risque de défaillance de l'une d'entre elles. La régulation des « banques de l'ombre » est à peine abordée alors que leur part s'accroît, mais le rôle de ces institutions n'a pas toujours été négatif pendant la crise.

Le risque actuel est de considérer que l'accalmie dispense de poursuivre les efforts, alors que tout indique au contraire le besoin de continuer dans la voie de la coopération internationale avec la mise en place de réformes structurelles et d'harmonisation des règles. Mais aucun accord n'existe sur ce que pourrait être le système normatif sur les normes comptables, l'effet de levier, les banques de dépôt etc. Une harmonisation paraît très difficile en raison de la diversité des pratiques culturelles et institutionnelles qui se traduisent par des divergences dans les politiques, les intérêts, les priorités de valeurs, les définitions et les applications. Il faudrait donc se concentrer sur la coordination des politiques macroéconomiques des principales puissances économiques. Les pays qui ont bien résisté à la crise, comme la Suède, le Canada ou l'Allemagne, sont des pays qui ont été confrontés à d'énormes problèmes il y a 20 ou 30 ans, et qui ont alors fait des réformes importantes. Il paraît évident que nous ne devrions pas dépenser plus que nous ne gagnons, pour permettre un retour de la confiance, de la croissance et de la création d'emplois.

En ce qui concerne l'euro, malgré le consensus alarmiste du monde anglo-saxon, il est encore là. La zone euro a un compte courant équilibré. Le déficit consolidé annuel est moindre que ceux des États-Unis, de l'Angleterre ou du Japon. Le niveau de l'euro par rapport au dollar est plus élevé que son niveau d'entrée. La volonté de renforcer l'intégration européenne et de prendre des mesures sur le long terme est un bon signe pour l'UE. La relance salariale en Allemagne devrait jouer un rôle positif sur l'économie européenne en réduisant les déséquilibres internes à la zone euro.

En conclusion, nous pouvons constater quelques progrès dans la coordination et une certaine diminution des déséquilibres. Nous avons besoin d'une économie mondiale. Il faut bannir tout repliement national qui causerait une énorme perte de richesse. Les pays émergents ont bénéficié de cette mondialisation et dans l'avenir les économies avancées bénéficieront du développement de ces pays.

2. Énergie et environnement

Le pétrole et le gaz naturel sont des énergies fossiles dont la quantité est limitée, même si on ne sait pas quand elles seront épuisées. Leur utilisation relâche du CO₂, gaz à effet de serre considéré comme principal responsable du réchauffement climatique. Les pays riches en ont produit les deux tiers. Dans les pays émergents, l'urbanisation rapide et l'augmentation de la population vont nécessiter une mutation des énergies traditionnelles, issues de la biomasse, vers des énergies fossiles. L'énergie nucléaire, mise en cause après Fukushima, reprend son développement dans certains pays, mais elle est également non renouvelable.

L'émergence du gaz de schiste change le jeu traditionnel de l'énergie, avec des implications économiques et stratégiques considérables. Il est exploité en Amérique du nord, mais des réserves importantes sont présentes dans tous les continents. Pour les États-Unis, sa production apporte de nombreux avantages, l'emploi de centaines de milliers de personnes, une meilleure compétitivité de son industrie et une baisse des émissions de gaz à effet de serre. Cette production massive va faire baisser partout les prix du gaz naturel et du pétrole. Ce sera préjudiciable aux producteurs importants comme la Russie, aussi bien du point de vue financier que du point de vue géostratégique. On peut même prévoir que les États-Unis exporteront une partie de ce gaz. Leur autonomie de plus en plus grande les rend beaucoup moins dépendants des monarchies du Golfe. Mais on peut penser que, pour des raisons stratégiques, ils continueront d'assurer la stabilité de cette région par leur présence. L'Asie resserrera ses liens avec le Moyen-Orient pour ses besoins en pétrole.

Pour diminuer la consommation mondiale d'énergie fossiles, on peut agir à deux niveaux : d'une part, améliorer l'efficacité énergétique et d'autre part se tourner davantage vers les d'énergies renouvelables, mais ces dernières sont encore très coûteuses, et de plus, leur production est intermittente. Elles ne représentent que 3 % de la consommation. En Inde, 12 % de l'électricité provient d'énergies renouvelables, ceci grâce à une politique incitative auprès de producteurs privés. Des subventions et de la recherche sont encore nécessaires pour le développement de ces énergies et des méthodes de stockage qui devraient permettre un approvisionnement continu. L'énergie solaire présente l'avantage de pouvoir être produite localement, et elle est plus facile à stocker, sous forme de chaleur. À grande échelle, l'électricité solaire pourrait être produite dans le Sahara et transportée en Europe par des lignes à haute tension à un coût pas trop élevé.

D'une façon générale, il n'existe que des politiques nationales en termes d'énergie. Elles sont élaborées pour servir des fins nationales et sans grande considération pour les conséquences régionales. Elles ignorent le plus souvent la durabilité, la réduction de l'effet de serre ou la diminution des énergies carbonées. L'Union européenne dispose d'une politique climatique et elle a bien créé un système européen d'échange de quotas d'émissions, mais elle accorde des dérogations pour favoriser la compétitivité. Elle laisse à ses membres le choix de leur mix énergétique. Ainsi, le marché européen de l'énergie est-il très morcelé et peu efficace avec, par exemple, 27 politiques différentes de subventions aux énergies renouvelables. Pour pallier la fermeture de ses centrales nucléaires, l'Allemagne importe du charbon américain dont le prix a baissé depuis l'avènement du gaz de schiste.

Aucune gouvernance globale n'exerce effectivement d'autorité dans les problèmes énergétiques et environnementaux. La consommation de combustibles fossiles ne cesse de croître, le prix de l'énergie restant élevés, sauf pour le gaz aux États-Unis, les émissions de CO₂ continuent d'augmenter. Il paraît évident qu'il faudra changer de cap. La Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui est dédiée à cette question définit des objectifs pour diminuer l'émission de gaz à effet de serre et nous préparer aux impacts prévisibles, mais ses recommandations sont diversement appliquées. En 2050, nous devrions avoir réduit nos émissions de 60 %. Il pourrait être utile d'impliquer le G20 et d'autres forums internationaux pour progresser sur ce sujet. On pourrait aussi envisager qu'une agence internationale, comme l'AIE, fasse un audit sur la politique énergétique. Ceci en tenant compte de tous les paramètres accessibles, comme les dommages au climat et à l'environnement et les coûts ou profits sociaux et économiques. Il faut sensibiliser les opinions car tant que le changement climatique ne paraît pas comme une vraie menace, les opinions publiques n'en tiennent pas compte.

Un grand frein à réduction de l'émission des gaz à effet de serre, c'est qu'elle entraîne des coûts et qu'elle est ainsi préjudiciable à la compétitivité. Réduire cet effet demande une action concertée. Le système cap and trade d'allocation équitable de permis d'émission apporte une première réponse dans cette voie. Il concerne 12 000 entreprises en Europe. Mais il est un peu biaisé de façon à favoriser certaines entreprises sensibles à la concurrence internationale. Les États-Unis ont rejeté un projet un peu semblable mais qui avait un aspect protectionniste. La solution serait de faire payer les émissions au même prix, partout dans le monde.

Mais il faudrait aller encore plus loin dans la gestion de la terre, dans la perspective d'une transition d'une économie « linéaire » vers une économie « circulaire ». Nous devons changer notre conviction que nous pourrions toujours modéliser le monde en fonction de nos seuls besoins,

en demandant à la terre plus qu'elle ne peut fournir durablement. En 8 mois, nous consommons ce que la terre produit en une année. Chaque européen consomme 16 tonnes de produits divers par an, dont 6 sont rejetés sous forme de déchets. Une économie circulaire commence par le recyclage, actuellement très faible, qui permet de réduire fortement le besoin d'énergie et le volume des déchets. Des mesures incitatives globales seront requises pour dissocier croissance économique et consommation d'énergie, pour utiliser efficacement les ressources, pour promouvoir un recyclage systématique, pour donner la priorité à tout ce qui est durable et pour diminuer l'utilisation du non renouvelable par des taxations.

3. Risques majeurs

De nombreux risques pouvant être qualifiés de majeurs, ont été évoqués. Ils touchent divers domaines et, selon leur nature, sont plus ou moins prévisibles et plus ou moins résolubles. On peut citer rapidement : les cyberattaques, la sécurité alimentaire, le vieillissement, le réchauffement climatique, la croissance démographique et les migrations associées, la pénurie de ressources minérales, la demande d'énergie, le besoin d'eau douce, la dégradation de l'écosystème, l'acidité des océans, la pollution aux aérosols. D'un point de vue politique, on peut craindre une montée des nationalismes, du protectionnisme, du séparatisme ethnique et religieux. Il y a les risques sociaux dus aux trop grandes disparités de revenus dont les conséquences sont multiples et funestes. Seuls certains de ces risques, considérés comme les plus immédiats, ont été discutés.

Les risques de cyberattaques, menées par des gouvernements ou des terroristes, ont été longtemps négligés. Pourtant, elles peuvent viser les systèmes vitaux des pays avec des conséquences incalculables. Etant donné la présence d'internet dans tous les domaines, une attaque pourrait par exemple, changer la proportion de chlore dans l'eau potable, ou désorganiser le trafic aérien ou encore mettre hors service des banques majeures. Récemment, nous avons vu le ver Stuxnet pénétrer les codes les plus secrets d'installations industrielles et se propager silencieusement, en créant des dysfonctionnements graves, surtout en Iran. Le ver Shamon a détruit 30 000 disques durs d'ordinateurs de la société Aramco. On estime que 25 % des ordinateurs sont infectés d'une façon ou d'une autre. La défense commence à s'organiser, surtout dans la sphère militaire, mais elle est complexe à mettre en œuvre.

Le deuxième risque concerne la sécurité alimentaire, qui signifie deux choses bien différentes. Dans les pays du nord, il s'agit de la salubrité des aliments, que l'on peut maintenant considérer comme acquise. Dans les pays du sud, il s'agit surtout de la malnutrition due à la pauvreté ; 870 millions de personnes en souffrent et 2,6 millions d'enfants en meurent chaque année. La FAO ne fait pas vraiment face à ce problème, elle n'est utile que dans les situations d'urgence. Il n'existe aucune politique agricole

globale. Le vrai risque, c'est de ne pas arriver à bien nourrir la population mondiale qui continue d'augmenter et qui atteindra 10 milliards de personnes en 2070. C'est le plus grand défi du XXI^e siècle. Les solutions doivent être envisagées au niveau mondial, ou coordonnées à un niveau, tout au moins, régional. On devra doubler la production agricole globale en deux générations et il faudra donc la financer.

Le troisième risque, lui aussi annoncé mais peu pris en compte, est le vieillissement. L'espérance de vie augmente de façon linéaire. Chaque jour, notre espérance de vie augmente de 6 h. Cette évolution est un bienfait au niveau individuel mais un risque au niveau global. La population pense, à tort, que la sécurité sociale peut prendre en charge tous les maux liés à l'âge, les handicaps, la perte d'autonomie. En Angleterre, il a été estimé que dans un avenir proche, 10 % de gens âgés plus de 65 ans auront besoin de soins très coûteux, de plus de 120 000 € par personne et par an. Le financement sera partout à revoir. Parmi les solutions envisagées ou même déjà appliquées dans certains pays, il y a la mise en place d'assurances privées ou mixtes. Il faudra peut-être aller jusqu'à des assurances privées obligatoires. Un aspect positif du vieillissement est qu'il aura des retombées économiques positives avec les besoins de soins et de services.

Le changement climatique a également été évoqué dans cet atelier. La science ne peut pas faire de prévisions complètement fiables sur un sujet si complexe mais est certain que la température continue d'augmenter. Cependant, il faudra envisager des réponses différentes selon que le réchauffement sera de 2 ou de 4 degrés. De toute façon, l'élévation du niveau des océans aura des conséquences graves dans certaines régions.

D'une façon générale, les gouvernements ne sont pas enclins à prendre en charge les risques majeurs : pour les risques globaux, parce qu'ils concernent le monde entier et qu'une action individuelle serait inefficace et pourrait diminuer la compétitivité du pays ; pour les risques plus nationaux, parce qu'ils hésitent à prendre des mesures sur le long terme, coûteuses et plutôt négatives d'un point de vue électoral. Il faut donc contourner les individualismes et se tourner une nouvelle fois vers une gouvernance globale sur ces sujets, en mettant à contribution des instances mondiales déjà existantes. Mais on constate que pour le moment, en ce qui concerne les risques naturels, les grands États comme les États-Unis, la Chine, la Russie ou l'Inde ne veulent pas de traités pour des raisons nationales variées. Ainsi, malgré l'évidence du réchauffement climatique, on ne progresse pas vraiment vers un accord international. Plus nous attendrons, plus le coût de la lutte sera lourd pour tout le monde. Nous devons pousser les politiques à agir.

S.N.K.



Vendredi 7 décembre

19h30 COCKTAIL D'ACCUEIL

20h00 DÎNER DÉBAT
« Le travail et le positionnement d'une entreprise en zone de conflits »
Christophe de Margerie, PDG de Total

Samedi 8 décembre

09h00 – 10h00 OUVERTURE

Message de **François Hollande**, Président de la République Française**Thierry de Montbrial**, Président et fondateur de la WPC**Alassane Ouattara**, Président de la République de Côte d'Ivoire

MESSAGES

S.S. Bartholomée 1er, Archevêque de Constantinople et Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique**S.A.S le Prince Albert II**, Prince Souverain de Monaco**Herman van Rompuy**, Président du Conseil européen10h00 – 10h15 **Najib Mikati**, Président du Conseil des Ministres de la République Libanaise

10h15 – 10h30 PAUSE-CAFÉ

10h30 – 12h00 SESSION PLÉNIÈRE 1
« La gouvernance économique internationale »Intervenants : **Benoît Cœuré**, membre du directoire de la BCE
Kemal Dervis, Vice-président, Brookings Institution et membre du comité exécutif, Istanbul Policy Center, université Sabanci
Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE
Il Sakong, Président de l'Institute for Global Economics ; ancien ministre des Finances de Corée
John Lipsky, Distinguished Visiting Scholar, International Economics Program, The Paul H. Nitze School of Advanced International Studies ; ancien Premier Directeur général adjoint du FMIModérateur : **Jim Hoagland**, Conseiller de la rédaction du *Washington Post*12h00 – 12h45 SESSION PLÉNIÈRE 2
« G2 ? »Intervenants : **Robert Blackwill**, Henry A. Kissinger senior fellow for U.S. foreign policy, Council on Foreign Relations (CFR)
Wang Jisi, Doyen de l'École des études internationales et directeur du Centre des études stratégiques et internationales de l'université de PékinModérateur : **Han Sung-joo**, ancien ministre des Affaires étrangères de la République de Corée12h45 – 14h00 DÉJEUNER DÉBAT
« Démocratie en Europe »
Sylvie Goulard, députée européenne de la circonscription Ouest, France14h15 – 15h00 SESSION PLÉNIÈRE 3
Mario Monti, Président du conseil des ministres italien
Modérateur : **Thierry de Montbrial**, Président et fondateur de la WPC15h00 – 16h30 SESSION PLÉNIÈRE 4
« L'avenir de l'UE »
Intervenants : **Joaquín Almunia**, Vice-président de la Commission européenne
Karl Kaiser, université d'Harvard ; ancien directeur du German Council on Foreign Relations
Radosław Sikorski, ministre polonais des Affaires étrangères
Hubert Védrine, ancien ministre français des Affaires étrangères
Pierre Vimont, Secrétaire général exécutif, Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE)
Modérateur : **António Vitorino**, Président de Notre Europe – Institut Jacques Delors, ancien ministre de la Défense du Portugal, ancien Commissaire européen16h30 – 18h00 SESSION PLÉNIÈRE 5
« Bonne gouvernance et réussite économique »
Intervenants : **Chang Dae-Whan**, Président de Maekyung Media Group
Mo Ibrahim, Président de la Fondation Mo Ibrahim
Donald J. Johnston, associé fondateur, Heenan Blaikie ; ancien secrétaire général de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)
Bruno Lafont, PDG de Lafarge
Ana Palacio, membre du Conseil d'État espagnol, ancienne première vice-présidente de la Banque mondiale, ancienne ministre des Affaires étrangères d'EspagneModérateur : **Susan Liautaud**, visiting scholar au Stanford Center of Philanthropy and Civil Society, Fondateur de Susan Liautaud & Associates Limited (SLA) et d'Imaginer Consulting Limited

20h00 COCKTAIL

20h30 DÎNER DE GALA
avec **Pascal Lamy**, Directeur général de l'OMC

Dimanche 9 décembre

09h30 – 12h30 ATELIERS EN PARALLÈLE

1. Finance

Président : **Jean-Claude Trichet**, ancien Président de la Banque Centrale EuropéenneIntervenants : **Josef Ackermann**, Président du conseil d'administration, Zurich Insurance Group Ltd ; ancien PDG, Deutsche Bank
Marek Belka, Président de la Banque nationale de Pologne
Jeffrey Frieden, Professeur, université d'Harvard
Jacques Mistral, Conseiller spécial à l'Ifri
Riad Toufic Salamé, Gouverneur de la Banque du Liban

2. Énergie et environnement

Président : **Christophe de Margerie**, PDG de TotalModérateur : **William Ramsay**, conseiller du centre Énergie, Ifri ; ancien directeur exécutif adjoint, Agence internationale de l'énergie (AIE), ancien ambassadeur des États-Unis à BrazzavilleIntervenants : **Richard Cooper**, Professeur d'économie à l'université d'Harvard
Jacques Lesourne, Président du comité scientifique du programme Énergie, Ifri
Jean-David Levitte, Distinguished fellow, Brookings Institution ; ancien conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy
Alexander Likhotal, Président de Green Cross International
Anil Razdan, ancien ministre de l'Énergie de l'Inde
Kevin Sara, PDG de Nur Énergie
Maria van der Hoeven, Directrice exécutive de l'Agence internationale de l'énergie (AIE)

3. Risques majeurs

Président : **Lionel Zinsou**, Président de PAI PartnersIntervenants : **Godefroy Beauvallet**, Directeur du Fonds Axa pour la recherche
Philippe Chalmin, Professeur d'histoire économique et directeur du Master affaires internationales à l'université Paris-Dauphine
Dominique Moïsi, Conseiller spécial à l'Ifri
Qu Xing, Président, China Institute for International Studies
Luc-François Salvador, PDG de Sogeti
Tadakatsu Sano, ancien chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama
Raphael Wittenberg, chargé de recherche à l'unité de recherche sur les services sociaux personnalisés (PSSRU) à la London School of Economics and Political Science
Igor Yurgens, Directeur de l'Institute of Contemporary Development, Moscou12h30 – 14h30 DÉJEUNER DÉBAT
« La confiance »Intervenants : **Josef Ackermann**, Président du conseil d'administration, Zurich Insurance Group Ltd ; ancien PDG, Deutsche Bank
Jean-Claude Trichet, ancien Président de la Banque Centrale Européenne14h30 – 16h00 SESSION PLÉNIÈRE 6
« L'avenir du Moyen-Orient »Intervenants : **Edward Djerejian**, Président et fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie
Manuel Hassassian, Ambassadeur de Palestine au Royaume-Uni
Jean-David Levitte, Distinguished fellow, Brookings Institution ; ancien conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy
Mona Makram Ebeid, ancienne députée, Égypte, Distinguished Lecturer, Université américaine du Caire, membre du Conseil national pour les droits de l'Homme
Meir Sheerit, Député, ancien ministre de l'Intérieur, IsraëlModérateur : **Mehmet Ali Birand**, rédacteur en chef de CNN Turk et présentateur sur Kanal D main news

16h00 – 16h30 PAUSE-CAFÉ

16h30 – 18h00 SESSION PLÉNIÈRE 7
« Afrique »Intervenants : **Mo Ibrahim**, Président de la Fondation Mo Ibrahim
Hakim Ben Hammouda, Conseiller spécial du président de la Banque africaine de développement (BAD)
Edem Kodjo, Président de PAX AFRICANA, ancien Premier ministre du Togo, ancien secrétaire général de l'OUA (U.A.), ambassadeur de la Paix de l'U.A.
Jean-Michel Severino, Gérant de Investisseurs et PartenairesModérateur : **Lionel Zinsou**, Président de PAI Partners20h30 DÎNER DÉBAT
Adil Abd al-Mahdi, ancien Vice-président de la République d'Irak

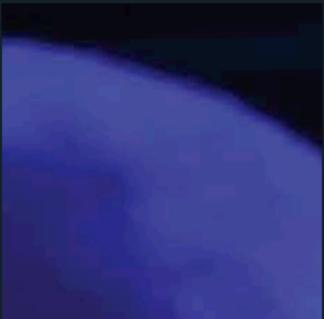
Lundi 10 décembre

08h00 – 09h00 COMPTE RENDU DES ATELIERS PARALLÈLES

09h00 – 11h00 SESSION PLÉNIÈRE 8
« Débat général »Intervenants : **Jim Hoagland**, Conseiller de la rédaction du *Washington Post*
Han Sung-joo, ancien ministre des Affaires étrangères de la République de Corée
Donald J. Johnston, associé fondateur, Heenan Blaikie ; ancien secrétaire général de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)
Serguei Karaganov, Président du presidium du Conseil en charge de la politique extérieure et de défense de la Fédération de Russie
Wang Jisi, Doyen de l'École des études internationales et directeur du Centre des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin
Igor Yurgens, Directeur de l'Institute of Contemporary Development, MoscouModérateur : **Dominique Moïsi**, conseiller spécial à l'Ifri

12h30 DÉJEUNER LIBRE ET DÉPART

OUVERTURE



Message de François Hollande

Président de la République Française



...l'avenir de la zone euro... Le message que la France exprime est simple : le désendettement est évidemment indispensable, mais il ne se suffira pas à lui-même. Nous avons besoin d'une dimension de croissance (...) seul le départ de Bachar El-Assad permettra de mettre fin à un conflit qui pèse sur la sécurité de toute la région. L'urgence, c'est aussi d'amener l'Iran à renoncer à ses ambitions nucléaires. Et d'y parvenir par le dialogue et par la contrainte pacifique. L'urgence, c'est enfin d'arriver, entre Israël et la Palestine, à la solution que chacun connaît. (...) la nécessaire lutte contre l'implantation au Mali de groupes terroristes... la France est attachée à cette cause et résolue à voir la solution portée par les acteurs locaux, avec l'appui des organisations régionales et internationales. (...) Aucun de ces enjeux n'est dissociable des autres. Aucun non plus ne peut être envisagé à l'échelle d'un seul pays. Pour répondre à tant de défis, d'incertitudes et d'espoirs, les réponses ne peuvent être que collectives. Je forme le vœu que vos débats à Cannes contribuent à les définir.



Accès à l'intégralité
du discours en vidéo

Thierry de Montbrial

Fondateur et président de la WPC



L'interdépendance a changé de nature avec la mondialisation. (...) plus que jamais, des causes *a priori* minuscules peuvent avoir des effets considérables et fondamentalement imprévisibles. (...) La gouvernance mondiale ne peut assurer la viabilité du système international dans son ensemble que si elle est suffisamment *légitime* et *efficace*. Cet objectif n'est pas actuellement hors de portée, dans la mesure où le monde, quoique *hétérogène*, n'est pas *révolutionnaire*, comme le fut l'Europe à certains moments de son histoire. (...) les relations internationales demeurent principalement, mais plus exclusivement, des *relations interétatiques*. (...) Mais dans un grand nombre de domaines, aujourd'hui, les gouvernements ne peuvent prendre de bonnes décisions qu'en se concertant ou en négociant avec d'autres unités actives – publiques ou privées (...) Dans un contexte en aussi rapide évolution se dégage clairement le besoin d'identifier et de gérer ce qu'on peut appeler les « biens publics mondiaux », malgré le fait qu'en toute rigueur, la notion de bien public soit inséparable de celle d'unité politique.



Accès à l'intégralité
du discours en vidéo



Alassane Ouattara

Président de la République de Côte d'Ivoire



Malgré les risques de dégradation de la situation en Europe, le tableau global pour l'Afrique subsaharienne, est très encourageant. (...) Le taux de rendement des investissements en Afrique figure parmi les plus élevés au monde. L'Afrique attire des flux de capitaux privés qui dépassent désormais l'aide étrangère. (...) Les échanges commerciaux de l'Afrique avec le reste du Monde ont augmenté de 200 % depuis l'an 2000. (...) Par ailleurs, le continent africain pourrait bénéficier pleinement du « dividende démographique » comme l'Asie, il y a 30 ans. (...) Cette intégration grandissante de l'Afrique dans l'économie mondiale n'aurait pu se faire sans le renforcement de la stabilité politique, de la bonne gouvernance, de l'alternance démocratique et la mise en place progressive d'institutions fortes. (...) L'Afrique ne saurait donc être en marge du Conseil de sécurité et de la Gouvernance mondiale. En effet, la sécurité et la paix internationales se jouent désormais, en grande partie sur le continent africain. (...) Je continuerai à tout mettre en œuvre, avec l'aide de mes pairs, pour prévenir les conflits et faire respecter les fondements de la démocratie. Je suis optimiste et j'ai foi en l'Afrique qui est un continent d'avenir.



Accès à l'intégralité
du discours en vidéo

S.S. Bartholomée 1er

Archevêque de Constantinople et Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique



“

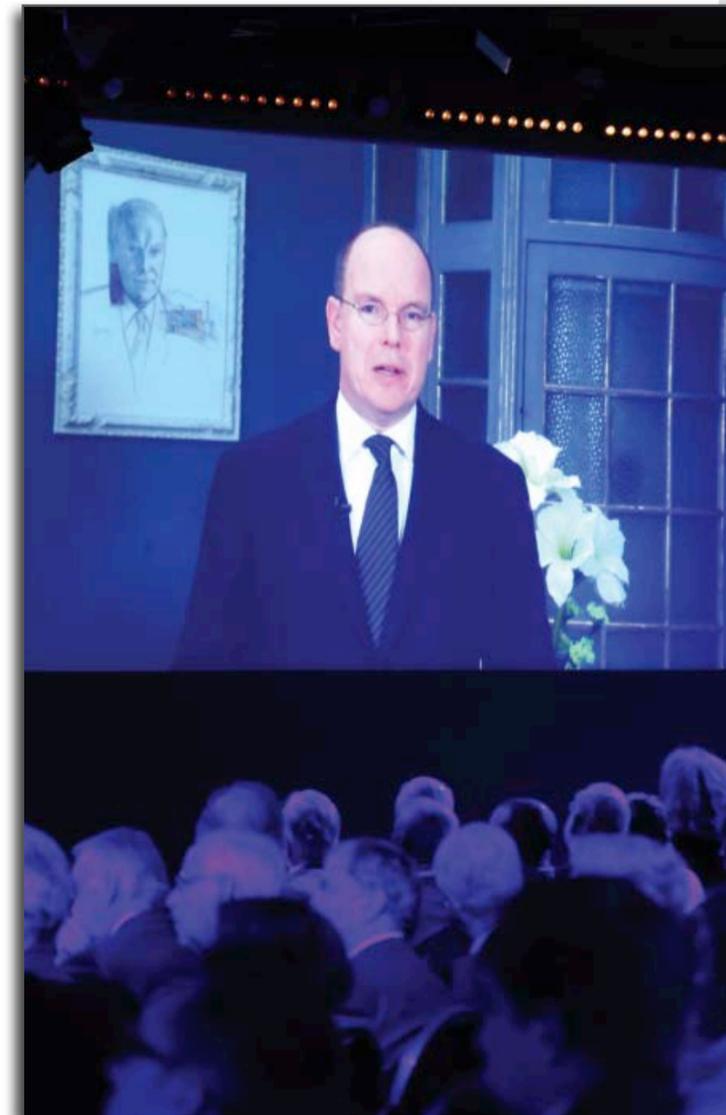
L'unification de l'humanité, cet éternel idéal, paraît pourtant de plus en plus éloignée aujourd'hui, au moment où les grands équilibres mondiaux se redessinent, où les conflits et les tensions s'accroissent et où émerge un monde multipolaire fragmenté. (...) Quelle boussole trouver au sein de ces tempêtes? Sans doute le sens de l'histoire, la capacité à discerner les différents cycles entrecroisés dans lesquels s'inscrit notre quotidien. (...) la mémoire collective constitue une ressource essentielle. (...) nous pensons que toute gouvernance se doit de prendre en considération la complexité du monde, en lui redonnant les outils nécessaires propres à la protection de son pluralisme. Le premier de ces outils est le dialogue qui est le seul susceptible de limiter le phénomène de fragmentation auquel nous sommes confrontés. Nous nous proposons donc d'être des acteurs de ce dialogue afin de faciliter la rencontre, l'échange, le partage des mémoires collectives.



Accès à l'intégralité
du discours en vidéo

S.A.S. le Prince Albert II

Prince Souverain de Monaco



“

La gouvernance mondiale recouvre de très nombreux domaines, parmi ceux-ci celui du développement durable, qui me tient particulièrement à cœur, est désormais reconnu comme une authentique priorité tant les indices de détérioration de la situation sont désormais évidents (...) La situation présente requiert réellement de modifier progressivement mais en profondeur nos modes de vie dans une perspective de modération, de solidarité et de justice. (...) La modération n'est pas un objectif en soi, elle trace la voie d'un nouveau rapport à la nature et à l'homme grâce à un meilleur équilibre entre notre style de vie et notre relation aux autres, y compris nos contemporains qui peuplent les régions les moins favorisées. Avec vous, je crois en la promesse d'un nouvel horizon fondé sur l'engagement de chacun pour donner à notre Terre et aux hommes un avenir empreint de confiance.



Accès à l'intégralité
du discours en vidéo

Herman van Rompuy

Président du Conseil européen



“ Nous sortons lentement du mode de crise existentielle. Il y a une confiance grandissante dans le futur de la zone Euro, un sentiment de plus en plus fort que nous allons y arriver. (...) Avec la crise, pour la première fois, les citoyens de l'Europe doivent faire face à la dure réalité : les bénéfices de notre Union ont un coût, comme par exemple devoir défendre une monnaie commune pendant une crise financière. Les citoyens comprennent également, pour la première fois, qu'ils sont ensemble dans cette aventure et que ce qui se passe dans un autre pays, les problèmes de banques, de bulles ou de budgets, a des conséquences chez eux. Le comprendre est une chose, en tirer toutes les conséquences en est une autre. Découvrir qu'on est conjointement responsable pour le bien commun de l'Europe peut être douloureux pour des gens qui se débattent dans leur propre pays pour trouver un travail. Mais je ne suis pas du tout d'accord avec ceux qui disent que la crise a tué la solidarité entre les pays européens. La crise a révélé ce que cela signifie d'être dans l'Union. En fait c'est le premier véritable test de solidarité dans l'histoire de l'Union. (...) Nous avons besoin de résultats en termes de stabilité, de croissance et d'emploi pour convaincre nos citoyens que l'Union Européenne et l'euro ne font pas partie du problème mais de la solution.



Accès à l'intégralité du discours en vidéo

Message de Najib Mikati

Président du Conseil des Ministres de la République Libanaise

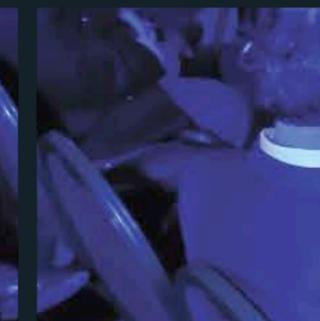


“ Les périodes de grands changements sont aussi des périodes d'importants conflits et, malheureusement, les bruits de bottes se font insistants, mais dans notre région cette fois: la « poudrière du Moyen-Orient » a pris la place de la « Poudrière des Balkans » du début du vingtième siècle. A cet égard, les chiffres de l'Indice Global de Militarisation sont alarmants : parmi les dix pays ayant le plus fort taux de militarisation au monde, six se trouvent au Proche-Orient. (...) il faut être conscient que l'établissement de véritables démocraties dans le monde arabe prendra beaucoup de temps et requerra beaucoup d'efforts. Donc, avant de pouvoir affronter les défis que requiert la mise en place d'une gouvernance politique ou économique, notre région devra passer d'abord par une phase de transition qui forcera les sociétés civiles à se remettre en question pour chercher le modèle le plus apte à assurer leur stabilité et leur prospérité. (...) afin de préserver les acquis des révoltes dans le monde arabe, pour éviter que les sociétés civiles ne sombrent dans l'intégrisme et l'extrémisme, et pour les conduire, plutôt, à s'engager sur le chemin de la bonne gouvernance, il faudra mettre rapidement en place un plan visant à augmenter le niveau d'éducation et à créer des emplois. Car il ne faut pas oublier que plus de la moitié de la population du monde arabe a moins de 25 ans, ce qui pourrait être une opportunité ou une calamité... selon la façon dont nous agissons.



Accès à l'intégralité du discours en vidéo

SESSIONS PLÉNIÈRES





MODÉRATEUR :
Jim Hoagland
Conseiller de
la rédaction du
Washington Post



Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE

Pour ce qui est de renforcer le système économique mondial, la coordination internationale est encore essentielle. Mais pour que cela se réalise, le soutien des institutions internationales est capital. On nous a encouragés à collaborer pour soutenir les mandats du G20. Nous l'avons fait avec succès, et cette action a produit des synergies et a permis de tirer le meilleur parti de nos compétences individuelles. L'OCDE est activement impliquée dans la plupart des « chantiers » du G20 et collabore régulièrement avec des organisations telles que la FAO, l'OIT, la banque mondiale, le FMI, etc. Cet esprit de coopération et de cohérence contribue déjà, à lui seul, à promouvoir une gouvernance plus efficace. (...) Il ne faut pas oublier qu'en restant unis, nous pourrions avoir une capacité considérable. Cette capacité est nécessaire pour identifier les défis et les risques dès leur apparition et pour conseiller et aider les pays à éviter des crises à l'avenir. (...) L'OCDE a mis en place, au fil des ans, un mécanisme dit d'« évaluation par les pairs », grâce auquel les engagements des pays sont débattus et approuvés de façon collective, puis réexaminés par des pairs de façon non conflictuelle. Ce dispositif pourrait aider à bâtir la gouvernance mondiale de demain.

La gouvernance économique internationale



Il Sakong
Président de l'Institute for
Global Economics ; ancien ministre
des Finances de Corée

(...) l'économie mondiale a pu éviter une autre Grande Dépression, (...) grâce principalement aux efforts concertés du G20 en matière de politique macroéconomique et à son engagement pour mettre un frein aux mesures protectionnistes. (...) La réforme de ces institutions officielles doit être accélérée et en même temps, le G20 ne doit pas se contenter de réunions ad hoc, mais établir avec ces institutions des rapports de travail réguliers. (...) j'ai moi aussi été déçu par le G20, (...) il doit encore faire ses preuves en tant que comité directeur de l'économie mondiale, (...) le G20 a lui-même absolument besoin d'un comité directeur. Le G20 doit renforcer sa propre gouvernance en s'institutionnalisant davantage. (...) Pour conserver une mémoire institutionnelle, gage de cohérence et de continuité, le G20 doit davantage institutionnaliser son système de gouvernance. (...) il pourrait mieux structurer le système de troika existant. (...) Dans ce monde G-Zéro, ou apolaire, (...) Le G20 peut servir à remplir ce rôle de leadership collectif.



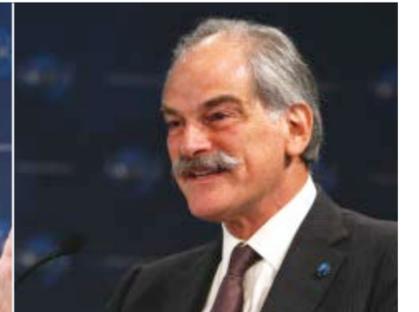
Kemal Dervis
Vice-président, Brookings Institution
et membre du comité exécutif,
Istanbul Policy Center, université Sabanci

Le pays ayant connu le plus gros excédent de balance courante sur douze mois jusqu'en octobre 2012, c'est l'Allemagne, pas la Chine. Si on cumule les chiffres de l'Europe du Nord en incluant les pays scandinaves, l'excédent réel de balance courante sur les douze derniers mois est proche de 530 milliards de dollars. La zone Euro dans son ensemble a un excédent qui approche les 100 milliards. Dans ce contexte, on demande aux pays émergents, par la voix du FMI, d'aider l'Europe (...) Je ne dis pas que le FMI ne doit pas coopérer avec les institutions européennes pour aider l'Europe. Il est très important que l'Europe sorte de la crise, pas seulement pour l'Europe mais pour l'économie mondiale. Mais je trouve inacceptable la façon dont le FMI et les marchés émergents sont mis sous pression pour accepter un programme auquel ils ne croient pas. (...) Si l'on veut faire des ajustements et obtenir un équilibre plus dynamique, le nord de l'Europe doit contribuer bien plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent. (...) je pense que la France a un rôle absolument primordial à jouer car si nous faisons l'expérience d'enlever la France de la carte européenne, nous aurions deux Europes : l'Europe du Sud et l'Europe du Nord. Et les connexions, la compréhension des deux parties de l'Europe, seraient minimales. Il y a un vrai danger d'éclatement.



Benoît Cœuré
membre du directoire de la BCE

(...) Selon moi, la montée en puissance des économies de marché émergentes a rendu la coopération internationale à la fois plus nécessaire et plus difficile qu'avant, et c'est ce défi qui nous attend aujourd'hui. Cette coopération est d'autant plus nécessaire que l'interconnexion est accrue. (...) La coordination est aussi devenue plus difficile à mesure que le nombre de participants a augmenté. Il y a davantage de joueurs autour de la table, comme nous le voyons au sein du G20, et ils forment un groupe plus hétérogène. (...) Il y a, autour de la table, différentes conceptions de ce qu'est la légitimité politique parce que les systèmes politiques sont différents. Et il y a différentes conceptions de l'efficacité, avant tout parce que les niveaux de revenus divergent. Les horizons temporels – ou, comme diraient les économistes, les préférences temporelles – diffèrent. (...) L'Europe doit, elle aussi, gagner en efficacité et en légitimité. Une plus grande efficacité passera par une consolidation des institutions européennes, et en particulier de celles qui gèrent la monnaie unique, et si le besoin s'en fait sentir, par la création de nouvelles institutions. (...) Nous pouvons améliorer la légitimité de l'Europe en appliquant le principe fondamental suivant : tout nouveau transfert ou partage de souveraineté au niveau régional doit aller de pair avec une transparence politique.



John Lipsky
Distinguished Visiting Scholar,
International Economics Program,
The Paul H. Nitze School of Advanced
International Studies ; ancien Premier
Directeur général adjoint du FMI

Malgré le caractère incomplet du processus de réforme du secteur financier, certains changements importants affectent les marchés financiers. En particulier, un changement historique sur les marchés européens semble être en cours, avec de grandes entreprises, financièrement et commercialement solides, se tournant de plus en plus vers le marché des valeurs mobilières pour leur financement au lieu et place des prêts bancaires traditionnels. Sur le long terme, cette approche pourrait rendre les marchés plus performants. (...) Plusieurs changements clés de l'après-crise sont en cours -- en particulier dans les économies avancées -- et vont aider à préparer le terrain pour une croissance future plus robuste. Mais ces changements clés ne sont pas directement dépendants des changements de la gouvernance économique mondiale. De meilleures perspectives du secteur financier aideraient également à soutenir une croissance plus forte et, dans ce domaine, des changements de gouvernance sont essentiels au succès. (...) La principale conclusion est qu'il est nécessaire de refocaliser nos efforts sur la réforme de la gouvernance économique et financière mondiale si l'on veut que les objectifs de base de la réforme puissent être atteints. L'échec de cette réforme risquerait de laisser le changement institutionnel du système mondial dans un état d'inachèvement et le rendrait encore plus problématique.



MODÉRATEUR :
Han Sung-joo
 ancien ministre des
 Affaires étrangères de
 la République de Corée

G2 ?

SESSION 2 • Samedi 8 décembre • 12h00 - 12h45



Robert Blackwill
 Henry A. Kissinger senior fellow
 for U.S. foreign policy,
 Council on Foreign Relations (CFR)



Wang Jisi
 Doyen de l'École des études
 internationales et directeur du Centre
 des études stratégiques et internationales
 de l'université de Pékin

Ma conviction, au sujet du G2, est que la relation bilatérale entre les États-Unis et la Chine est à la fois plus stable qu'on ne pourrait le croire, mais aussi moins bonne qu'on ne pourrait le croire. (...) En théorie, certains des objectifs de politique étrangère des États-Unis et de la Chine coïncident : (...) Est-ce annonciateur d'une évolution et d'un renforcement du G2 ? La réponse à cette question est à mon avis un non sans appel. (...) Vous remarquerez l'écart qui existe entre les idées générales, mais abstraites qui ont cours sur la coopération sino-américaine et l'incapacité des deux pays à travailler effectivement de concert à la prise de mesures politiques concrètes. (...) ce qui compte réellement dans les relations internationales ce ne sont pas les discours prononcés à l'Assemblée générale des Nations unies sur la coopération, mais la capacité réelle des pays à travailler ensemble au quotidien. Or, aujourd'hui, il n'existe pratiquement aucun exemple de coopération de ce type entre les États-Unis et la Chine. (...) Les échanges entre les deux pays s'effectuent sous le sceau à la fois de la coopération et de la concurrence. Si cette rivalité est inéluctable, les affrontements ouverts, eux, ne le sont pas. » Il n'y aura donc pas de G2. À l'avenir, les relations sino-américaines continueront de souffrir de ces différences stratégiques et politiques, mais, dans le même temps, il est probable qu'elles resteront relativement stables. (...)

Le concept du G2 est très controversé en Chine. L'attitude des dirigeants chinois est celle du refus et de la résistance, pour trois raisons majeures. Tout d'abord, nos dirigeants savent très bien que la puissance et les capacités nationales de la Chine sont encore très loin derrière celles des États-Unis. (...) La deuxième raison tient au fait que la promotion de l'idée du G2 pourrait avoir des répercussions internationales négatives. Ce concept pourrait générer des jalousies de la part de pays tels que la Russie et l'Inde (...) La Chine en outre ne voudrait pas prendre les responsabilités qui lui seraient imposées en la considérant comme une autre superpuissance parce que la Chine est encore pauvre et sous-développée. (...) En dépit de toutes ces suspensions stratégiques, l'orientation générale de la politique étrangère chinoise vis-à-vis des États-Unis et vis-à-vis d'autres parties du monde restera pragmatique et modeste. La principale raison pour laquelle la Chine restera pragmatique tient au fait que nous devons faire face à un grand nombre de priorités nationales. La Chine veut donc se ménager un environnement pacifique. La Chine développe également son commerce avec les États-Unis, et y augmente ses investissements. (...) Si nous regardons au-delà de l'Asie et des pays immédiatement voisins de la Chine, ces deux pays y ont de nombreux intérêts communs et davantage d'opportunités de coopération.




**WORLD
POLICY**
 CONFERENCE
 5th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
 December 7-10, 2012 • Cannes • France



MODÉRATEUR :
Thierry de Montbrial
 Président et fondateur
 de la WPC



Mario Monti
 Président du conseil des ministres italien

(...) Nous avons pu, pendant une année, faire une opération de redressement budgétaire qui mène l'Italie sur la voie, confirmée par les autorités européennes, d'avoir un bilan équilibré en termes structurels en 2013. D'autres pays ont reporté cet objectif. Nous avons fait des réformes structurelles qu'aucuns des deux partis, le Centre droit et le Centre gauche, n'auraient pu faire de façon isolée. Et nous avons, j'espère, aussi donné un nouvel élan, pour la part qui était du ressort de l'Italie, à la dynamique du débat européen. (...) De mon point de vue, le Conseil Européen et l'Union Européenne dans son ensemble, y compris en premier lieu le Parlement et la Commission, ont fait des progrès tardifs mais considérables pour ce qui est de tirer les leçons de l'interdépendance. (...) Je pense que la racine des déficiences en Europe, dont la pertinence est indéniable, est à trouver au niveau national où, dans quasiment tous les États-membres, le processus politique est pollué par un très haut degré de vision à court-terme. L'UE a acquis en 2012 une plus grande conscience de la nécessité d'un horizon à plus long terme. (...) Il a donc été admis que nous ne pouvons pas éviter les perturbations du marché, même à court-terme, si nous n'avons pas une vision à plus long terme et n'agissons pas de façon convaincante et cohérente pour prouver au marché que les dirigeants européens ont foi en tout cela.



MODÉRATEUR :
António Vitorino
Président de
Notre Europe – Institut
Jacques Delors,
ancien ministre de
la Défense du Portugal,
ancien Commissaire
européen



Joaquín Almunia
Vice-président de la Commission
européenne

(...) Malgré cette opinion publique qui penche vers le négatif, nous qui travaillons chaque jour à l'intérieur des institutions européennes sommes plus optimistes. Nous avons entamé beaucoup de réformes... Nous avons pris des décisions importantes pour renforcer notre gouvernance et pour nous munir des instruments nécessaires.... Nous travaillons beaucoup mieux que nous ne travaillions au début de la crise, et l'on commence à voir des résultats positifs. (...) Si la sortie de la crise est accompagnée de marche arrière dans le domaine de politiques qui étaient intégrées et communautarisées avant la crise, nous aurons perdu la bataille. Ce risque de marche arrière est apparent dans les systèmes financiers et se traduit, par exemple, par des risques de re-nationalisation de certains régulateurs financiers dans certains États membres de la zone euro. (...) Il faut compléter l'union économique et monétaire, il faut renforcer le marché intérieur, il faut renforcer la voix européenne pour avoir une influence dans la mondialisation. Les pays européens ne peuvent pas se plaindre de la mondialisation et en même temps se présenter de plus en plus divisés face à leurs interlocuteurs des grands pays émergents ou d'autres grands pays industrialisés.

L'avenir de l'UE



Karl Kaiser
Université d'Harvard ; ancien directeur
du German Council on Foreign Relations

Nous vivons dans un environnement médiatique qui se montre très critique à l'égard de l'UE... dans le discours public hors UE, nous assistons à une sous-estimation générale de la volonté politique de préserver l'UE et de sauver l'euro... l'UE dans son ensemble va dans la bonne direction. L'opinion publique de l'UE n'en est pas assez consciente. (...) les difficultés nationales des gouvernements sont également souvent minimisées et sous-estimées. Dans une démocratie, les gouvernements doivent concilier la solidarité d'un côté avec les souhaits des électeurs de l'autre (...) Chez les puissances économiques émergentes, nous avons la combinaison fatale de course à l'armement, différends territoriaux, montée du chauvinisme et méfiance historique qui fut à l'origine des conflits en Europe, avec, de surplus, l'absence d'institutions pour gérer ces conflits. Un jour va arriver où les Européens ne pourront plus se permettre de se concentrer uniquement sur une stratégie commerciale confortable avec l'Asie mais où se posera la question de leur attitude face à de futurs conflits potentiels. (...) L'Europe doit reprendre ses efforts pour se doter d'une force de défense commune.



Radosław Sikorski
ministre polonais des Affaires étrangères

(...) Il y a cinq ans, nous avions un consensus atteignant 80 % en Pologne pour rejoindre la zone euro. En d'autres termes, nous aurions pu la rejoindre sans payer de prix politique. Nous n'avons plus maintenant que 30 % d'opinions favorables, ce qui veut dire que nous allons devoir dépenser un capital politique important sur une action dont le bénéfice est incertain. (...) J'ai déjà soumis au Parlement polonais l'argument selon lequel, pour des raisons politiques, il est utile de rejoindre la zone euro, parce que nous voulons être au cœur de l'Europe et parmi les décideurs. Nous nous dirigeons vers des systèmes où la zone euro se situera au croisement de tous les cercles d'intégration, zone euro, espace Schengen et ensuite peut-être union de la défense. (...) Nous sommes en mesure de préserver, de façon sécurisée, nos libertés de Schengen, si nous renforçons la frontière extérieure plus efficacement que cela n'a été le cas jusqu'à présent. (...) Nous devrions avoir des patrouilles composées d'officiers de la police des frontières issus de tous les États membres de façon à créer un sentiment de responsabilité partagée et de contrôle mutuel.



Hubert Védrine
ancien ministre français des Affaires
étrangères

(...) je suis relativement optimiste sur la situation de la zone euro, mais pas très optimiste sur la politique européenne en général. (...) l'assainissement des finances publiques, il faut le faire bien sûr, mais à un rythme intelligent, socialement et politiquement supportable. (...) sur la question politique, je ne suis pas très optimiste parce qu'il y a toujours le même clivage entre les élites et les populations... les populations européennes, dans presque tous les pays, sont devenues *euroscéptiques*... On les fera rechanger si elles voient une démonstration concrète, de l'efficacité du système européen sur un sujet qui les concerne. (...) le traité, c'est important pour que les choses fonctionnent mieux, mais ce n'est pas la seule réponse... relancer un mécanisme conduisant à un nouveau traité serait une grande erreur politique parce que dans les pays où il faudrait faire un référendum la réponse serait non... Il faut être honnête par rapport aux peuples européens, sinon on ne va jamais les récupérer. Tout mon raisonnement tourne autour de : comment peut-on combler le fossé entre les élites et les peuples (...)



Pierre Vimont
Secrétaire général exécutif, Service
Européen pour l'Action Extérieure (SEAE)

Que ce soit de manière bilatérale ou multilatérale, l'UE est de plus en plus sollicitée. (...) En dépit de ce que j'ai pu lire régulièrement sur la rivalité et les difficultés qui existent entre les actions diplomatiques menées à titre individuel par les États membres et celles de l'UE, celles-ci sont en fait plus complémentaires qu'antagonistes. (...) Les États membres ont d'un côté leurs propres intérêts et leurs manières propres de procéder et l'UE parvient plutôt naturellement à définir les contours de son propre rôle et à trouver sa propre place... mais comment pourquoi dès qu'il est question de la politique étrangère de l'UE, avons-nous toujours le sentiment qu'il y manque quelque chose ? Pour ma part, j'y vois trois raisons. La première concerne la communication : peut-être devrions-nous communiquer davantage sur certaines de nos grandes réussites (...) Ma conclusion personnelle serait donc que si nous voulons progresser et améliorer l'intégration européenne, il s'agit moins, à ce stade, d'apporter d'énormes réformes aux institutions que d'avoir davantage confiance en nous-mêmes et en ce que nous avons accompli jusque-là et de parvenir à exploiter efficacement toutes les potentialités incroyables que nous avons réussi à réunir ces dernières années.



MODÉRATEUR :
Susan Liautaud
 visiting scholar
 au Stanford Center
 of Philanthropy and
 Civil Society, Fondateur
 de Susan Liautaud &
 Associates Limited (SLA)
 et d'Imaginer Consulting
 Limited



Bruno Lafont
 PDG de Lafarge

Ce qui est le plus important dans la gouvernance c'est ce que l'on fait, pas uniquement les règles que l'on édicte. (...) le succès économique n'est pas seulement lié à la gouvernance d'une entreprise ou d'un État, mais bien à la gouvernance des relations entre les entreprises et les États, entre les entreprises et les acteurs publics. (...) La gouvernance, ce n'est pas juste d'appliquer les règles qui existent, c'est appliquer les mêmes règles partout dans le monde, et c'est être capable d'être en avance sur la régulation officielle. C'est pour cela que Lafarge par exemple s'était engagée à réduire ses émissions de CO₂, alors qu'il n'y avait alors aucune obligation. (...) Quand une entreprise est leader dans son secteur et qu'elle est leader en matière d'engagement, elle peut entraîner d'autres entreprises (...) les entreprises sont créatrices de richesses, ce sont elles qui créent les emplois, ce sont elles qui font la croissance. Et c'est l'État, ce sont les gouvernements, ce sont les programmes et les stratégies des municipalités qui vont faire que cette croissance sera possible.

Bonne gouvernance et réussite économique



Mo Ibrahim
 Président de la Fondation Mo Ibrahim

De notre point de vue, une bonne gouvernance est la base du développement de toute société civilisée. (...) nous devons aussi discuter de la gouvernance dans le secteur privé car il semble y avoir bon nombre de soucis dans ce domaine et qui causent beaucoup de difficultés. Nous nous inquiétons de la transparence, des opérations financières illicites, en particulier pour les ressources naturelles. Il est temps d'ouvrir les yeux et de regarder ce qui se passe, c'est très intéressant. Le mois dernier au Royaume-Uni, il a eu un énorme tollé à l'encontre de Starbucks, JP Morgan et d'autres grandes entreprises qui traitent de grosses affaires, font beaucoup de bénéfices et ne paient aucun impôt. J'ai lu hier que Starbucks a promis de payer 20 millions de livres de contribution. JP Morgan s'appête à payer 400 ou 500 millions pour des impôts qui auraient dû être payés mais sont partis offshore. Il y a beaucoup d'histoires de ce genre. Il est intéressant de voir qu'en ces temps difficiles que vit l'Europe, les gens commencent à s'intéresser à ces problèmes.



Chang Dae-Whan
 Président de Maekyung Media Group

Comme les smartphones et les réseaux sociaux se sont répandus dans le monde entier, de moins en moins de gens veulent être gouvernés, et quiconque souhaitant gouverner les autres doit être conscient de cette nouvelle évolution de notre société. (...) Comment allons-nous élaborer une gouvernance qui soit bonne et efficace pour tous? Nous devons être plus ouverts et nous devons avoir une société plus ouverte. Nous devons nous concentrer davantage sur la façon dont nous allons apporter plus à chacun. Il faut réfléchir au champ et à la rapidité de la gouvernance. La vitesse de prise de décision économique est beaucoup plus faible en Europe qu'en Extrême Orient. Cela est lié à la structure de la gouvernance. L'Europe est très démocratisée alors qu'en Asie, de nombreux types de régimes politiques coexistent. Le Japon a un empereur et un royaume, et la Chine a un régime communiste. La Corée du Nord possède un système militariste autoritaire très dur. Comment allons-nous gérer ces différents types de gouvernance politique ?



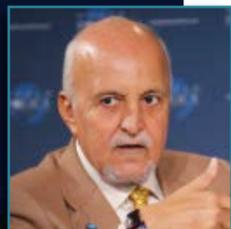
Donald J. Johnston
 associé fondateur, Heenan Blaikie;
 ancien secrétaire général de l'Organisation
 de Coopération et de Développement
 Économiques (OCDE)

(...) Les multinationales souvent critiquées ont en fait exporté de bonnes pratiques de gouvernance à l'étranger en appliquant à de nombreux secteurs des normes spécifiques. Par exemple, le Conseil mondial des affaires pour le développement durable applique le principe suivant : lorsque vous vous trouvez à l'étranger, vous devez respecter les normes environnementales qui sont les plus strictes, celles de votre pays d'origine ou celles du pays dans lequel vous êtes implanté. Y a-t-il meilleure illustration des interactions positives entre monde des entreprises et pays en développement ? D'après moi, les entreprises méritent à cet égard qu'on leur accorde davantage de crédit, également pour ce qui est de l'application des normes OIT. Des initiatives très importantes ont essayé aux quatre coins du globe via des réseaux multinationaux. (...)



Ana Palacio
 membre du Conseil d'État espagnol,
 ancienne première vice-présidente
 de la Banque mondiale, ancienne ministre
 des Affaires étrangères d'Espagne

Les populations dans le monde ont une vision très différente du gouvernement. Elles veulent que le gouvernement, les institutions publiques et les grandes entreprises intègrent les notions de justice et d'équité. (...) Cette prise de conscience signifie que de l'Europe à la Chine, dans des mentalités et des lieux différents, on trouve la notion de la loi et de la règle. Ce que nous savons maintenant c'est que l'autorégulation, l'éthique, les codes de conduites et le droit mou sont nécessaires mais insuffisants. (...) Aujourd'hui, on s'intéresse à la distribution, aux mesures sociales et à la durabilité de la croissance, ce qui veut dire qu'il faut des institutions et l'application de la loi. (...) je pense que nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère, accompagnée par la percée importante de la recherche de la loi, de la règle et d'institutions internationales. Comme dans toutes les mutations, nous sommes face à une opportunité fantastique et en même temps, les risques sont nombreux.



MODÉRATEUR :
Mehmet Ali Birand
rédacteur en chef
de CNN Turk et
présentateur sur
Kanal D main news



Jean-David Levitte,
Distinguished fellow, Brookings Institution ;
ancien conseiller diplomatique et
sherpa du Président Nicolas Sarkozy

Pour les dirigeants iraniens, avoir la bombe, c'est se doter d'un bouclier contre toutes les entreprises de déstabilisation, politiques ou militaires. C'est aussi vouloir affirmer le statut de l'Iran. (...) C'est à l'abri de ce bouclier, vouloir affirmer le rôle dominant de l'Iran dans son environnement (...) Face à ces motivations très fortes, et d'abord la protection du régime, je pense que les sanctions économiques actuelles ont l'effet paradoxal d'accélérer la marche vers la bombe. Est-ce qu'une négociation est exclue ? (...) Je crois que si on limite l'action diplomatique à la seule négociation sur l'Iran et l'arme nucléaire, on va droit à la catastrophe. Je propose donc que l'on y ajoute le conflit israélo-palestinien. (...) En un mot, le Président Obama proposerait à ses grands partenaires de bâtir ensemble le nouvel ordre politique collectif dont le monde a besoin au 21^e siècle.

L'avenir du Moyen-Orient



Meir Sheerit
Député, ancien ministre de l'Intérieur, Israël

La paix, dans l'absolu, est dans l'intérêt d'Israël. Nous aimerions beaucoup réussir à être en paix avec les Palestiniens. Je pense que le meilleur moyen pour y parvenir est de discuter par le biais de l'Initiative arabe, qui peut permettre la paix non seulement avec les Palestiniens mais avec tous les États arabes. (...) Il y a des gouvernements différents en Israël. J'ai été membre de nombreux gouvernements qui soutenaient la paix de tout leur cœur. (...) J'accepte l'idée que nous devions donner aux Palestiniens la possibilité d'instaurer un État palestinien sur la base des frontières de 1967. À mon avis, il ne s'agit pas littéralement des frontières de 1967 mais de la même superficie de territoires, avec des échanges. (...) Nous ne pouvons pas permettre une situation dans laquelle l'Iran dispose d'armes nucléaires. Nous ne voulons pas être le pays qui attaquera l'Iran. Si cette option devait être retenue, elle devrait l'être par la communauté internationale.



Edward Djerejian
Président et fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie

Qui va prendre le contrôle et comment va évoluer la transition politique en Syrie ? Voilà ce à quoi nous devons réfléchir, car nous devons nous rappeler que la Syrie – et les Français connaissent très bien ce pays – est une société pluriconfessionnelle de Musulmans, Chrétiens, Kurdes, Druzes et Juifs. (...) Par conséquent, comment préserver cette culture sans tomber dans le pire scénario, celui qui affecterait dangereusement toute la région ? Si la Syrie implose dans un conflit communautaire, alors le Liban, la Turquie, l'Irak, la Jordanie et l'Israël seront tous touchés immédiatement. Je pense que le moment est venu pour les Européens et nos amis au Moyen-Orient de commencer à préparer une politique cohérente pour l'ère post-Assad. Comment pouvons-nous constituer une structure, une transition politique, qui pourra représenter valablement la société pluriconfessionnelle de la Syrie.



Manuel Hassassian
Ambassadeur de Palestine au Royaume-Uni

Nous sommes embarqués depuis 20 ans dans ce processus de paix sans que rien ne se soit concrétisé à l'exception de l'échec de la solution à deux États, que les États-Unis ont soutenue et avec laquelle ils ont convaincu l'OLP de renoncer à la lutte armée et d'essayer, tant bien que mal, de rechercher la paix via des négociations. Aujourd'hui, nous sommes coincés entre l'historiquement inévitable et le politiquement impossible. (...) si nous ne résolvons pas le problème israélo-palestinien, je ne pense pas que nous puissions être sûrs de créer un Moyen-Orient stable et sécurisé. Un Moyen-Orient stable et sécurisé exige des efforts considérables et laborieux de la part d'une grande puissance, telle que les États-Unis, qui puisse avoir une influence politique sur Israël. C'est le seul pays qui pourrait réellement peser politiquement pour qu'Israël change d'attitude vis-à-vis du Moyen-Orient.



Mona Makram Ebeid
ancienne députée, Égypte, Distinguished Lecturer, Université américaine du Caire, membre du Conseil national pour les droits de l'Homme

Aujourd'hui, nous faisons face à deux Égyptes qui n'arrivent plus à dialoguer et qui se nient sans s'écouter. (...) Des confrontations mortelles entre partisans du Gouvernement et adversaires de tous bords ont endeuillé le pays depuis le 27 novembre. (...) Morsi portera la grave responsabilité des premiers affrontements meurtriers entre les Égyptiens depuis la révolution. (...) Le monde ne devrait pas oublier que l'Égypte est le pays pivot de la région et qu'il ouvrit, dès la fin des années 70, la voie de la paix avec Israël. (...) nous sommes face à deux Égyptes dont les conceptions de l'avenir sont difficilement compatibles. L'une marquée par des années de répression et de clandestinité, et dont la conception de la démocratie se limite au fait majoritaire. Elle est convaincue que le vainqueur des élections devrait être autorisé à gouverner seul. (...) L'autre, qui est nous, se réfère à un passé libéral et moderne et se veut un État civil, démocratique, moderne et égalitaire. Ces deux Égyptes pourront-elles un jour coexister et trouver un terrain d'entente ?



WORLD
POLICY
CONFERENCE

5th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
December 7-10, 2012 • Cannes • France



MODÉRATEUR :
Lionel Zinsou
Président de
PAI Partners



Afrique



Mo Ibrahim
Président de la Fondation Mo Ibrahim



Hakim Ben Hammouda
Conseiller spécial du président de la
Banque africaine de développement (BAD)



Edem Kodjo
Président de PAX AFRICANA,
ancien Premier ministre du Togo,
ancien secrétaire général de l'OUA (U.A.),
ambassadeur de la Paix de l'U.A.



Jean-Michel Severino
Gérant de Investisseurs et Partenaires

L'Afrique a affiché de bonnes performances sur les dix dernières années dans les domaines de l'éducation et de la santé, et l'égalité homme-femme a fait d'important progrès. (...) Malheureusement, après de grandes améliorations dans la démocratie et la participation entre 2000 et 2006, la démocratie a connu une stagnation entre 2006 et 2011. Il semble que certains de nos dirigeants aient interprété le succès économique comme une excuse pour oublier le développement démocratique. (...) Il n'est pas juste que le progrès en Afrique ne profite qu'aux 1 ou 2 % les plus riches du pays. Cela crée des tensions dans le tissu social. (...) Pour durer, le développement doit être équitable, c'est vraiment important. (...) L'âge moyen en Afrique est de 20 ans, c'est complètement différent de ce qu'on voit en Europe, en Chine et partout ailleurs. Cette tendance s'accélère. Comment allons-nous gérer cette énorme masse de jeunes gens qui arrive ?

Une dizaine de pays africains font partie pratiquement des meilleurs performeurs au niveau international, au niveau de la croissance. (...) des progrès importants sont à souligner en matière de bonne gouvernance en Afrique. Avec les printemps arabes, je suis persuadé que l'Afrique du Nord ira dans un sens où la démocratie, le rôle du secteur privé, le rôle de la croissance et finalement du marché, seront des éléments importants. Ce années seront des années difficiles mais je suis persuadé que la voie sera retrouvée. (...) Je pense une Afrique renaissante, une Afrique qui est en train d'émerger, une Afrique qui est en train de prendre sa place dans le monde, une Afrique qui devient de plus en plus une terre ou une destination d'espoir, mais une Afrique qui reste fragile et qui en partie dépend beaucoup aujourd'hui de la gouvernance globale et du règlement d'un certain nombre de questions liées à la gouvernance globale. (...) il y a véritablement une nouvelle Afrique qui se met en place, qui émerge où il y a une confiance beaucoup plus forte en soi que par le passé.

71 % des jeunes africains survivent avec moins de 2 dollars au quotidien. (...) Les péri-pétés et développements du « printemps arabe » ont confirmé que des solutions doivent être apportées en priorité aux préoccupations et inquiétudes légitimes de cette composante majoritaire de la société qu'est la jeunesse : elle devient de plus en plus pauvre, de plus en plus mécontente, parfois même, de plus en plus militante, voire se radicalise. (...) Il est urgent pour nos pays, pris individuellement ou collectivement, d'aller vers une politique agricole cohérente et surtout volontaire, adossée à une vision industrielle du développement, seule capable de fournir en quantité et en qualité, des emplois à cette jeunesse. (...) Les Africains sont hautement conscients que l'unité politique territoriale du Continent est la condition première de son véritable développement, de sa grandeur et de sa puissance. Aussi entendent-ils s'atteler davantage à la réalisation de cette unité.

Ne sous-estimons pas le fait que l'économie africaine est en train de construire son marché intérieur, que les véritables opportunités sont sur ce marché intérieur, (...) La volatilité politique du continent est assez vraisemblable parce que les sociétés civiles sont sous une tension extraordinaire du fait de ces processus de croissance démographique, de migrations internes au continent africain, d'urbanisation, et les classes politiques ont énormément de mal à gérer ces situations. (...) L'Afrique sera aux environs de 2045 une économie de la taille de la Chine aujourd'hui. Elle abritera à peu près 2 milliards d'habitants. Mais sur ces 2 milliards d'habitants, environ 850 millions vivront avec moins de 1,25 dollar par jour, c'est-à-dire beaucoup plus qu'aujourd'hui. Et par ailleurs, alors que le continent africain comptera à peu près 75 % d'urbains, il y aura plus de personnes vivant dans les campagnes qu'aujourd'hui.

Débat général



MODÉRATEUR :
Dominique Moïsi
conseiller spécial à l'Ifri



Han Sung-joo
ancien ministre des Affaires étrangères
de la République de Corée



Jim Hoagland
Conseiller de la rédaction
du *Washington Post*

Les disputes territoriales vont au-delà des questions d'énergie, des droits de pêche et même au-delà de la géopolitique. Tout cela présage un grand danger si l'on n'y met un terme, un danger de l'ordre de celui auquel l'Europe a été confrontée avant la Seconde Guerre Mondiale (...) J'ai envie de dire qu'il y a une politique ce que j'appelle le préfixe "re". Il y a la résurrection d'une grande puissance, par la Chine. La tentative du Japon de restaurer leur statut d'État normal. La réaction et la réorientation des autres pays, y compris la Corée et les pays d'Asie du Sud-Est. Le repositionnement des États-Unis en direction de l'Asie. Le retour de la Russie vers l'Asie du nord-est. Tout ceci pris en compte, nous observerons, nécessairement et presque inévitablement, la montée du nationalisme et l'émergence de différends territoriaux (...) En Asie, il n'y a pas de leadership en vue qui soit éclairé, fort et avec une vision à long terme.

Toutes les conférences qui ont marqué les esprits à travers les années avaient une culture particulière. Un des aspects les plus importants de la World Policy Conference de l'Ifri, c'est le facteur humain. Ecouter le Président Ouattara de la Côte d'Ivoire fut un grand moment. J'ai observé de loin les événements de Côte d'Ivoire au cours des dernières années, mais en écoutant le Président Ouattara expliquer les choses avec cette dignité simple qu'il irradiait, j'ai compris immédiatement (...) De même, Mario Monti a fait preuve d'élégance face aux difficultés – la définition du courage selon Hemingway... Il nous a donné l'impression d'un homme tout à fait conscient de l'énormité des problèmes qu'il affronte, mais qui ne s'en laisse pas submerger. Ce sont ces deux impressions, très vivaces, que je ramènerai de cette conférence (...)



Donald J. Johnston
associé fondateur, Heenan Blaikie;
ancien secrétaire général de l'Organisation
de Coopération et de Développement
Économiques (OCDE)

On nous dit par exemple que les motifs des conflits territoriaux en Asie ne sont pas liés aux ressources. Ils ont trait au nationalisme... Je me suis demandé comment nous pouvions concevoir des conflits militaires comme moyen de résoudre ces conflits territoriaux très mineurs ? (...) La Russie, les États-Unis et la Chine devraient être en mesure de résoudre ces problèmes. Ces problèmes devraient être résolus au niveau du leadership et résolus rapidement car ils risquent de créer, de mon point de vue, une nouvelle escalade de la course aux armements en Extrême-Orient. (...) Ce qui m'inquiète le plus, c'est le changement climatique. Ce problème exige une action mondiale immédiate. Bien sûr, ce message a été répété depuis de nombreuses années. Mais rien ne s'est passé. (...) Finalement, permettez-moi de conclure en disant que, malgré certaines préoccupations et certaines craintes, je reste optimiste quant aux possibilités et aux probabilités, mais les probabilités doivent être transformées en réalités.



Serguei Karaganov
Président du présidium du Conseil
en charge de la politique extérieure
et de défense de la Fédération de Russie

En conclusion, je dirai que la conférence a été un véritable succès, surtout parce qu'il n'y a pas été question de géopolitique. Toutefois, tout est de la géopolitique – la géopolitique est de retour. La conférence a également été un succès parce qu'elle nous a apporté de bonnes nouvelles. Voilà précisément pourquoi cette conférence a été un tel succès. Elle nous a apporté l'Afrique, qui est sur la voie de la réussite et n'est pas un cas désespéré mais porteuse d'espoir. Les présidents, les intellectuels et les décideurs africains ont permis à tous ceux d'entre nous, qui avaient simplement entendu parler de l'Afrique mais n'avaient pas été témoins de ce qui s'y passait, de voir la réalité. Ceci a été un grand succès de la conférence et quelque chose de nouveau que je rapporterai avec moi pour y réfléchir.



Igor Yurgens
Directeur de l'Institute of Contemporary
Development, Moscou

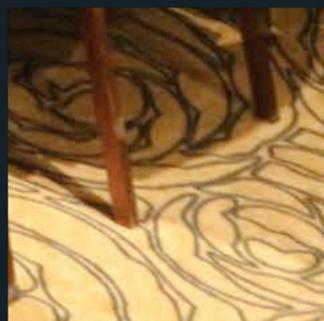
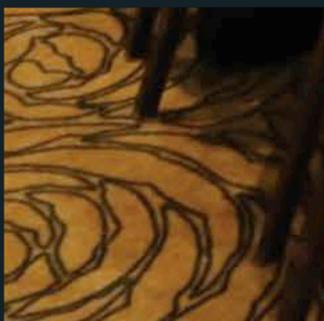
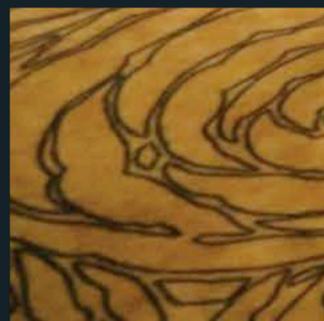
Nous devons trouver une solution pour la gouvernance mondiale à long terme, et de mon point de vue, à partir de trois éléments. En premier, nous devons obligatoirement nous appuyer sur la démocratie et l'opinion publique. C'est du court-terme. Il s'agit de la façon dont le peuple va toujours dire ce qu'il attend de ceux qui le dirigent. Deuxièmement, il y a les connaissances de ceux qui comprennent la géopolitique et l'histoire de leurs origines. Il s'agit de l'université et des hommes politiques qui sont hors du circuit électoral. Troisièmement, il y les gens au QI le plus élevé qui pensent à long terme et comprennent le cosmos et l'espace, et la situation de cet univers au sein d'un environnement plus vaste. Par conséquent, il est absolument essentiel qu'il y ait trois chambres dans notre parlement mondial et cela constituerait un défi pour de nombreuses années à venir.



Wang Jisi
Doyen de l'École des études
internationales et directeur du Centre
des études stratégiques et internationales
de l'université de Pékin

Je peux vous donner trois raisons pour lesquelles nous sommes dans cette situation plutôt que dans le même type de situation que nous observons aujourd'hui en Europe et au Moyen-Orient. Premièrement, nous sommes encore en cours de modernisation. Vous avez dépassé l'étape de modernisation (...) Deuxièmement, il est difficile de dire aux Chinois qu'ils doivent être préoccupés par le Moyen-Orient ou l'Europe ou la 'falaise fiscale' des États-Unis parce que nous avons tellement de priorités nationales auxquelles on doit trouver des solutions. Nous sommes nous-mêmes un continent. (...) beaucoup de gens en Chine aujourd'hui se demandent quel est l'intérêt d'établir votre type de démocratie lorsqu'il y a tant de problèmes dans ces démocraties en Europe et aux États-Unis (...) Nous sommes confrontés à des problèmes similaires mais à différentes étapes de développement et par conséquent, nous devons rechercher des solutions différentes à nos problèmes.

ATELIERS
PARALLÈLES



1. Finance



MODÉRATEUR :
Jean-Claude Trichet
ancien Président de la Banque Centrale Européenne

Le système financier de l'économie avancée s'est avéré présenter une fragilité à la fois inattendue et totalement inacceptable ; cette prise de conscience a suscité un fort sentiment d'obligation à rendre bien plus résilient le système dans son ensemble. (...) un changement considérable de gouvernance s'est opéré à cette occasion. (...) Le G7 a passé le relais au G20 ! (...) Un changement considérable s'est opéré dans la gestion de la coopération entre différentes nations (...) à la mi-2009, la BCE a calculé que, pour éviter l'effondrement, il fallait que les gouvernements et les parlements des deux côtés de l'Atlantique mobilisent environ 27 % du PIB, représentant le risque contribuable (...) une sorte de « garantie de protection politique » a été donnée par les dirigeants des États et des gouvernements des principales économies avancées (...) Dans certains cas, cette garantie politique s'est matérialisée. Le Royaume-Uni a procédé à une quasi-nationalisation des grandes banques. En Europe continentale, plusieurs institutions ont été sauvées. Ce n'était donc pas une promesse vaine. (...) Nos contribuables ne veulent pas se mettre de nouveau dans une telle situation.



Josef Ackermann
Président du conseil d'administration, Zurich Insurance Group Ltd ;
ancien PDG, Deutsche Bank

Je dirais que le système bancaire est devenu plus résilient. Les portefeuilles de placement doivent être adossés à des capitaux, l'effet de levier financier a été réduit et de nombreuses mesures allant dans la bonne direction ont été prises. Mais tout n'est pas résolu. (...) il y a toujours le lien entre risque souverain et risque bancaire. À ce jour, personne ne sait quel sera l'impact de toutes ces réformes réglementaires cumulées. (...) le risque opérationnel des banques a augmenté. On n'imagine pas à quel point les interprétations du risque, des Accords de Bâle III et de bien d'autres éléments varient d'une juridiction à l'autre. (...) Finalement, je voudrais mentionner un point dont, à ma surprise, il n'a jamais été question : le risque lié à la concentration.



Marek Belka
Président de la Banque nationale de Pologne

L'un des enseignements que nous avons tirés de la récente crise est que, même si des institutions financières, prises individuellement, semblent en bonne santé, cela ne signifie pas pour autant que le système dans son ensemble ne court aucun risque. Nous avons besoin de disposer d'instruments qui puissent être mis en œuvre pour prévenir la crise. Quels sont les instruments de la politique macroprudentielle ? (...) Les instruments sont les ratios de capitaux, les ratios de levier, les ratios d'endettement, etc. (...) quand les organes macroprudentiels sont mis en place, les banques centrales jouent un rôle essentiel – comme dans la zone euro, avec la BCE. (...) De mon point de vue, la souveraineté nationale sur les instruments macroprudentiels est encore plus nécessaire au sein des unions monétaires – à l'instar de la zone euro.



Jeffrey Frieden
Professeur, université d'Harvard

(...) le principal enseignement de la décennie écoulée et que les flux financiers internationaux, s'ils sont souhaitables, peuvent générer de sérieux problèmes, à la fois pour les pays individuellement et pour l'ordre économique et financier international dans son ensemble. Nous voulons encourager la transparence financière, mais nous voulons éviter un nouvel effondrement. Et je pense que le moyen le meilleur, et sans doute le seul possible, pour y parvenir est de concentrer tous nos efforts pour arriver à une coordination significative des politiques macroéconomiques au sein des principaux centres économiques.



Jacques Mistral
Conseiller spécial à l'Ifri

La crise de la dette souveraine dans la Zone Euro a été l'épicentre des problèmes financiers mondiaux depuis deux ans. Mais nous n'avons jamais été confrontés à une crise de l'euro : le taux de change entre l'euro et le dollar est toujours resté aux alentours de 1,30. La raison de cette stabilité est que la gestion des défis financiers des États-Unis (la paralysie de l'appareil fédéral, le plafond d'endettement) s'est avérée aussi problématique aux yeux des investisseurs internationaux que celle observée en Europe. Pour le futur, la zone Euro est entrée dans des eaux plus calmes et le plus gros risque à présent serait de tomber dans l'autosatisfaction. Aux États-Unis, le précipice fiscal imminent pourrait être une opportunité majeure pour enfin présenter une solution efficace au désordre financier et politique de Washington que nous avons vu sous le précédent Congrès.



Riad Toufic Salamé
Gouverneur de la Banque du Liban

Nous avons également constaté, par le passé, que des décisions prises par les agences de notation avaient aggravé certaines crises. Leur impact est parfois si fort et si profond qu'il peut entraîner la chute, sans possibilité de recours, d'un pays, d'un produit ou d'une institution jusque là bien notés, et les rétrograder en catégorie défailante. Ces opérations ne sont réellement suivies ni contrôlées par personne. (...) Aujourd'hui, un des moyens de neutraliser l'impact des agences de notation est de consolider la stature et la respectabilité de la Banque centrale, pour qu'elle puisse contrebalancer ou neutraliser les effets susceptibles d'être provoqués par ces agences de notation.

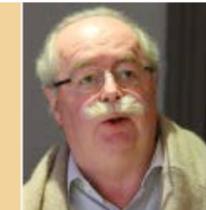
2. Énergie et environnement



MODÉRATEUR :
William Ramsay
conseiller du centre
Énergie, Ifri ;
ancien directeur
exécutif adjoint,
Agence internationale
de l'énergie (AIE),
ancien ambassadeur
des États-Unis
à Brazzaville



Maria van der Hoeven
Directrice exécutive de l'Agence
internationale de l'énergie (AIE)



PRÉSIDENT :
Christophe de Margerie
PDG de Total

Le paysage de l'énergie mondiale évolue rapidement et ces changements vont faire réviser notre vision des rôles de différents pays, régions et énergies dans les décennies à venir. (...) Les baisses de coûts et certains dispositifs innovants se traduisent déjà une accélération du déploiement des énergies renouvelables telles que l'éolienne et la solaire, et cette tendance va durer ; elle entraînera une évolution du marché de l'électricité en termes d'infrastructure de réseau et de réformes de la réglementation. (...) Mais l'avenir de l'énergie nucléaire se fait plus incertain (...) D'ici 2035, la quantité de gaz naturel mondial augmentera d'environ 50 % et les différences entre les prix des marchés locaux se resserreront, tandis que se poursuivra l'intégration du marché mondial. De nouvelles sources de pétrole et l'évolution de la demande se combinent déjà pour enclencher un changement de direction du commerce pétrolier international, ainsi qu'un accroissement des exportations du Moyen-Orient vers l'Asie. (...) La performance énergétique internationale ne peut plus obéir à des logiques datant des années 1970, donc ni à un nombre restreint de producteurs et consommateurs, ni à des définitions très rudimentaires de l'intérêt.

Les nouvelles perspectives sur les ressources non conventionnelles modifient la donne. Ces nouvelles ressources vont amener des changements, pas seulement au niveau mondial mais aussi au niveau national. De ce point de vue, ce qui se passe au Canada et aux États-Unis sera intéressant à analyser. La relation entre les deux pays sera peut-être plus conflictuelle dans les années à venir avec une production américaine en augmentation et un Canada qui ne pourra plus exporter. L'impact de la production énergétique et pétrochimique, y compris le raffinage, va également avoir une grande importance dans ces pays et il faut nous attendre à un tableau de l'environnement et de l'industrie américaine totalement différent dans les 7-10 ans à venir. Cela aura bien sûr des conséquences en Europe. D'autre part, les ressources non conventionnelles sont aussi un défi pour les industries aquifères, la gestion de l'eau, l'empreinte et l'interaction avec la société civile. Beaucoup a déjà été fait dans ces domaines mais il reste beaucoup de travail à faire. Les nouvelles perspectives sur les ressources non conventionnelles actuelles signifient qu'il y a de l'énergie disponible, ce qui est une bonne nouvelle tant pour l'industrie que pour les clients. Nous devons néanmoins nous attendre à de gros changements liés à leur développement : en géopolitique mais aussi sur les prix mondiaux et ce dans une mesure que nous ne pouvons pas encore prédire.



Jacques Lesourne
Président du comité scientifique



Anil Razdan
ancien ministre de l'Énergie
de l'Inde

(...) les politiques énergétiques tant dans les pays de l'OCDE que dans d'autres régions du monde sont très souvent incohérentes et même contradictoires. (...) À l'échelon international, après la longue liste de conférences sur le réchauffement climatique, de Copenhague à Cancun, de Cancun à Durban, de Durban à Doha, les résultats sont décevants. (...) Je ne formulerai qu'une seule recommandation, peut-être utopique. Je souhaiterais qu'une agence neutre, qui pour l'OCDE pourrait être l'AIE, avec un mandat confié par le G20 pour un panel plus étendu de pays, puisse auditer la politique énergétique, mais au sens suivant, qui n'est pas le plus répandu : elle pourrait envisager les coûts futurs induits par ces politiques, en ajoutant le coût des dommages sur l'environnement et le climat, mais aussi en tenant compte des effets de l'apprentissage des nouvelles technologies ainsi que des bénéfices socio-économiques. Je pense que nous pourrions beaucoup apprendre d'audits comparatifs de cette sorte à propos de la réalité à laquelle font face les gouvernements, et ainsi mieux comprendre où nous en sommes par rapport aux politiques déjà adoptées, aux annonces déjà faites et pour ce qui pourrait être fait afin d'améliorer la pertinence de la lutte contre le réchauffement climatique.

(...) on constate qu'un objectif à long terme des émissions par habitant convergeant vers une fourchette pourrait garantir qu'aucun pays n'est condamné à une part inéquitable des contraintes atmosphériques. C'est la seule manière de nous éloigner de la guerre froide climatique actuelle. Nous sommes de fait engagés dans une guerre froide, avec deux camps où chacun a décidé de faire obstruction aux mouvements de l'autre. Sauf à accepter le principe d'équité, il n'y aura pas d'avancée possible. (...) La pollution due au secteur des transports est celle qui affiche la croissance la plus rapide. Certes, tout pays en voie de développement, qu'il s'agisse de la Chine ou de l'Inde, aspire à passer de véhicules particuliers plus petits à des véhicules plus gros. Il faut mettre un terme à cette tendance, et des transports publics urbains rapides doivent être mis en place avant toute nouvelle urbanisation. Nous devons nous assurer que les gens ne s'habituent pas à acquérir des voitures et autres véhicules individuels. Car une fois qu'ils ont investi dans ces modes de transport, il est très difficile d'inverser la tendance. (...) La chose la plus importante à ne pas oublier est que le monde développé doit fournir la trésorerie et les facteurs d'incitation pour que ces avancées se concrétisent, je peux vous certifier que sinon rien de tout cela ne deviendra réalité.



Kevin Sara
PDG de Nur Energie

Pourquoi les énergies renouvelables ? On ne cesse de le répéter : l'objectif fondamental est d'assurer la transition vers une économie pauvre en carbone, et de parvenir à une solution durable pour l'approvisionnement énergétique. Nous avons évoqué le pic pétrolier, et nous ne savons pas le dater, mais il s'agit d'une ressource épuisable. L'autre solution pour un avenir bas carbone semblait résider dans le nucléaire, mais dans un scénario post-Fukushima et ne serait-ce qu'en matière de coûts, celui-ci semble loin d'être la solution. Pourquoi les énergies renouvelables ne représentent-elles que 3 % ? C'est parce qu'elles restent très onéreuses et sont considérées comme plus chères que les sources conventionnelles. Cela dépend bien entendu de la manière dont on calcule. Certains environnementalistes diront que, si vous comptabilisez les externalités et le coût de la pollution, les énergies renouvelables sont dès à présent compétitives. (...) de nouveaux pays comme l'Égypte, la Tunisie ou le Maroc, vont soudain devenir des acteurs énergétiques parce qu'ils disposent de ressources solaires et éoliennes considérables, qu'ils sont très proches de l'Europe et que le transport de cette énergie vers l'Europe et son intégration au mix énergétique du vieux continent ne sont pas si onéreux.



Richard Cooper
Professeur d'économie
à l'université d'Harvard

(...) Peu de parties du monde aujourd'hui ont une politique climatique. (...) Si un gouvernement impose les coûts de la réduction des émissions à ses entreprises et si les autres gouvernements ne le font pas, nous avons un problème de compétitivité sur le marché mondial et sur les marchés nationaux. (...) les politiques pour gérer le changement climatique seront extrêmement sensibles, dans tous les pays, en ce qui concerne la compétitivité et la façon dont elle affecte les entreprises de chaque pays. (...) Il y a un énorme écart entre le cadre des règles commerciales du WTO et ce que nous pensons faire à propos du changement climatique. (...) si nous devons progresser sur le changement climatique de la façon dont nous le faisons jusqu'à présent, il y aura un effet secondaire extrêmement dommageable si le système commercial est sapé par la politique sur le changement climatique. (...) Nous devons tarifer les émissions de gaz à effets de serre dans l'atmosphère et tous ceux qui génèrent ces émissions paieront le même prix. Ce système va créer une certaine tension par rapport aux notions conventionnelles d'équité, ce qui, je pense, sera tolérable du point de vue de la compétitivité sur les marchés mondiaux. Donc c'est quelque chose auquel nous devons beaucoup réfléchir. (...)



Alexander Likhotal
Président de Green Cross
International

Le « Jour du dépassement de la Terre », jour auquel nous avons consommé la part durable des ressources, a été atteint le 27 septembre 2012. (...) Le monde a multiplié par 12 sa consommation de combustibles fossiles au cours du XXe siècle, tout en extrayant 34 fois plus de ressources matérielles. (...) d'ici à 2030, au rythme de culture actuel, seuls 10 % des forêts tropicales subsisteront. 90 % des gros poissons ont disparu des océans (...) il n'est pas possible de prouver le lien entre activité économique et catastrophes naturelles, mais la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles ont tellement augmenté ces dernières décennies qu'il serait peu prudent de nier un tel lien. (...) 78 catastrophes naturelles ont été enregistrées en 1978 ; 385 l'année dernière. (...) En dix ans au cours de ce siècle, 80 000 citoyens de l'UE ont été tués par des catastrophes naturelles, et celles-ci ont coûté à l'économie européenne quelque 100 milliards d'euros. (...) Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'une transition vers une économie circulaire. (...) Une première étape importante vers une économie circulaire serait de recycler.



Jean-David Levitte
Distinguished fellow,
Brookings Institution ;
ancien conseiller diplomatique
et sherpa du Président Nicolas Sarkozy

(...) je pense que nous faisons face aujourd'hui à la réémergence de l'économie américaine, principalement en raison de la révolution provoquée par le gaz et le pétrole de schiste. (...) les États-Unis ne dépendent plus du Moyen-Orient car ils sont redevenus le premier producteur (...) de plus en plus d'emplois sont créés par la révolution du gaz et du pétrole de schiste, au moins 600 000, et, bientôt, par l'internalisation des secteurs énergivores en raison des différences de prix et de l'avantage concurrentiel pour l'industrie américaine. (...) La révolution du gaz de schiste a déjà eu un impact très important sur la situation en Russie (...) ce que nous observons en Amérique n'est certainement pas une bénédiction pour l'avenir de la Russie en matière économique, sociale et politique. (...) malgré leur absence de dépendance à l'égard du Moyen-Orient, les États-Unis continueront d'être l'ultime garant de la sécurité de l'Arabie saoudite, des pays du Golfe et des corridors maritimes (...) 70 % des importations de gaz et de pétrole des pays d'Asie orientale proviennent du Moyen-Orient, un état de fait qui devrait aller croissant. (...) l'énergie restera sans nul doute un élément clé du paysage géopolitique dans les années et les décennies à venir (...)

3. Risques majeurs



MODÉRATEUR :
Lionel Zinsou
Président de PAI
Partners



Godefroy Beauvallet
Directeur du Fonds Axa
pour la recherche



Qu Xing
Président, China Institute
for International Studies

L'AXA Research Fund a développé une méthode heuristique très simple pour aider à l'optimisation du dialogue entre science et politique et ainsi parvenir à traiter efficacement les risques majeurs. Trois responsabilités clés incombent aux décideurs : premièrement, ils doivent s'assurer qu'un scénario centralisé connu de la société civile est disponible à tout instant et que ce scénario s'appuie sur les données scientifiques les meilleures et plus récentes qui soient. Les décideurs ne peuvent toutefois pas se laisser obnubiler par un quelconque scénario unique et ignorer les autres possibilités, ce qui pourrait avoir des répercussions potentiellement catastrophiques. La deuxième responsabilité qui leur incombe est donc de s'assurer que ces autres scénarios sont étudiés scientifiquement et font l'objet d'un débat public. Leur troisième et ultime responsabilité est de prendre les mesures qui s'imposent sur la base de ces connaissances afin de prévenir les risques, de s'y préparer et d'en atténuer les conséquences.

En effectuant un survol des tendances globales, j'en vois sept relativement marquantes. Premièrement, la configuration d'un équilibre des forces multipolaire va continuer à s'affirmer. Deuxièmement, le séparatisme ethnique tend à augmenter et la religion fait son retour. Troisièmement, l'investissement politique des individus et des petits groupes va augmenter. Quatrièmement, la croissance de la population mondiale sera déséquilibrée, le vieillissement inquiétant, et l'émigration sans précédent. Cinquièmement, les problèmes liés à l'épuisement des ressources s'aggraveront. Sixièmement, le déséquilibre du développement économique mondial s'intensifiera. Enfin, septièmement, le développement d'une économie pauvre en carbone s'accélélera.(...) En termes de contingences avec les influences stratégiques potentielles, les 20 prochaines années annoncent différentes sortes de menaces sécuritaires, non traditionnelles et imprévues, des changements brutaux dans les problèmes de sécurité traditionnels, particulièrement des changements de régimes qui restructureront la géopolitique.



Tadakatsu Sano
ancien chef du cabinet
du Premier ministre Yukio Hatoyama



Igor Yurgens
Directeur de l'Institute of Contemporary
Development, Moscou

Commençons par les grands séismes, le tsunami et la centrale nucléaire de Fukushima. Le gouvernement ne dispose d'aucun moyen pour prévoir ce type de catastrophes. (...) En deux heures à peine, des vagues mesurant entre 15 et 20 mètres de haut sont arrivées. Elles ont dévasté les vieux quartiers situés en zone portuaire, qui ont été complètement submergés.(...) Je suis venu ici pour écouter tout le monde, y compris Mario Monti, afin d'en retirer une certaine perception et quelques informations sûres. Ceci n'est pas possible à travers les médias ou Internet.(...) Les médias ont perdu leur capacité à collecter leurs propres informations...Il n'y a pas d'information réellement créative dans les médias.(...) Où va notre société ? C'est quelque chose que j'aimerais définir comme un risque majeur dans le monde actuel. On peut relever beaucoup de risques prévisibles, mais l'essentiel à retenir est que nous nous dirigeons vers une société numérique que je ne sais pas maîtriser et que nous assistons à une fragmentation et à une individualisation de la société. Comment rendre la société séduisante ? C'est la question majeure et c'est notre travail d'en débattre.

Le développement durable devrait être sans risques ou du moins ces risques devraient être minimisés. Sur le plan conceptuel, un tel développement est divisé en plusieurs composantes ; sociale, économique, environnementale et institutionnelle ou dans le cas qui nous intéresse, en risques.(...) Le besoin de gérer les risques systémiques mondiaux et de protéger notre espace de vie commun appelle logiquement à une meilleure gouvernance internationale.(...) Même les leaders démocratiques les plus doués ne peuvent gérer les risques à long terme, parce qu'ils doivent gagner les élections.(...) L'action collective à mener pour relever les défis transnationaux est entravée par divers obstacles: manque de catégories intégrées et multidisciplinaires assurant la bonne compréhension des enjeux, intérêts divergents des pays et hiérarchisation très différente des valeurs d'une société à l'autre. Les débats sur la fraude fiscale qui ont lieu en Europe quant aux meilleurs moyens de préserver l'UE dans un contexte de tensions sociales et économiques, sont à ce titre éloquentes.



Luc-François Salvador
PDG de Sogeti

Ce qui est encore plus inquiétant, c'est l'utilisation délictueuse des réseaux et des technologies qui se produit des millions de fois chaque jour. Le cyber-espionnage est devenu courant et ce n'est qu'une question de temps avant que le cyber-terrorisme ne fasse son apparition. (...) Le problème principal dans la guerre électronique est une crise de confiance dans nos systèmes informatiques. Sans même parler d'un dysfonctionnement des SCADAS (systèmes de surveillance et d'acquisition des données), qui serait le pire scénario. Le simple piratage d'une banque ou d'un site de sécurité sociale sonnerait le glas de la confiance des clients, utilisateurs et citoyens de nos sociétés modernes. L'autorité de l'État, soumise à la pression du mécontentement et de la méfiance des citoyens, serait remise en question. Étant donné que nous utilisons de plus en plus ces technologies, pour ne pas dire que nous en sommes dépendants dans tous les domaines liés à notre environnement économique et social, il devient beaucoup plus facile que nous le pensons de mettre fin à notre monde. Nous sommes menacés par une crise de confiance mondiale qui nécessite une prise de conscience et une vigilance constante afin de l'éviter.



Raphael Wittenberg
chargé de recherche à l'unité de recherche sur les services sociaux personnalisés (PSSRU) à la London School of Economics and Political Science

Nos sociétés sont clairement confrontées en matière de soins de santé à un problème de capacité de financement public. Les dépenses de soins de santé vont très vraisemblablement augmenter plus vite que les capacités de financement des économies. Découlant de ce phénomène, voici quelques-uns des problèmes de politique auxquels les pays et organisations supranationales seront également confrontés. Comment allons-nous financer la hausse prévue des soins de longue durée ? Quelle est la position concernant la capacité des finances publiques ? Quelle est la forme de financement la plus équitable ? Comment partager équitablement le risque entre les individus et État ? (...) Il est évident que les dépenses publiques en soins vont devoir augmenter plus vite que l'économie des pays. Ces pays doivent donc réfléchir aux meilleurs moyens de gérer ces risques. Ces problèmes doivent faire l'objet de débats politiques approfondis, et peut-être encore plus de recherche, pas seulement pour en faire, mais pour alimenter les discussions politiques au niveau local, national et supranational.



Philippe Chalmin
Professeur d'histoire économique et directeur du Master affaires internationales à l'université Paris-Dauphine

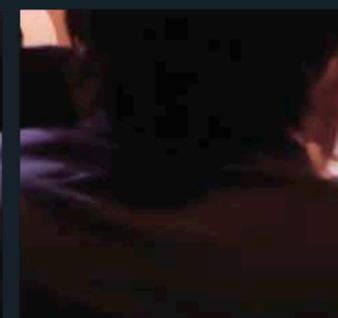
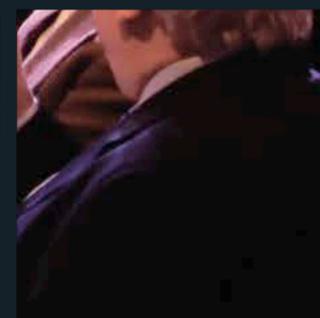
La sécurité alimentaire signifie, en fait, deux choses. Si on habite dans un pays du Nord, quand on parle de sécurité alimentaire, on pense à la salubrité des aliments. Le second sens du terme « sécurité alimentaire » est celui de disponibilité alimentaire. (...) je pense vraiment que le plus grand défi du XXIe siècle sera de nourrir le monde à long terme (...) Il sera probablement nécessaire de multiplier par deux la production agricole, juste pour répondre à nos besoins alimentaires. (...) Il est avéré que structurellement parlant, nous n'avons pas consacré suffisamment de ressources à l'agriculture et aux politiques agricoles au niveau mondial. (...) La FAO, l'Organisation mondiale de l'agriculture qui siège à Rome, fait partie du problème et non de la solution. (...) le programme d'alimentation ne marche vraiment bien que dans les situations d'urgence. (...) Nous n'avons aucune gouvernance mondiale de l'agriculture.



Dominique Moïsi
Conseiller spécial à l'Ifri

On peut considérer l'incapacité des gouvernements à prendre des risques comme étant le plus gros risque auquel l'humanité est actuellement confrontée, l'incapacité à faire des réformes à temps, à imposer les réformes à temps et à expliquer ces réformes. Nous avons vu cela dans le monde arabe il n'y a pas longtemps. Nous pourrions bien le voir demain dans d'autres parties du monde. (...) opposer les actions à court-terme des sociétés démocratiques occidentales aux actions à long terme des sociétés non-démocratiques non-occidentales. (...) Les Chinois font par exemple des plans sur un siècle pour l'organisation urbaine. Ils pensent sur du très long terme. Cependant, est-ce que les dirigeants Chinois d'aujourd'hui sont prêts à prendre les risques qui sont probablement nécessaires pour réformer leur système politique sur le court-terme ? Il faut affronter le présent. (...) La tradition au sein des régimes démocratiques est de dire aujourd'hui, en citant de véritables politiciens, je sais ce que je dois faire pour mon pays et mes concitoyens, mais je ne sais pas comment le faire, et être réélu demain. (...) le risque majeur, finalement, c'est le refus de prendre des risques quand ils sont nécessaires.

DÉJEUNERS
& DÎNERS
DÉBATS





Le travail et le positionnement d'une entreprise en zone de conflits



Christophe de Margerie
PDG de Total

Comment travailler dans des pays à risques quand on est une entreprise industrielle responsable ? Total est présent dans des pays parfois difficiles, notamment en matière de sécurité et de sûreté. Notre rôle est d'apporter de l'énergie à nos clients partout dans le monde et c'est pourquoi nous sommes présents dans 130 pays- dont certains sont plus ou moins sympathiques... et démocratiques ! Notre première priorité dans ce cadre est de garantir la sécurité de nos collaborateurs, qu'ils soient français ou non, et de nos installations. Quel rôle peut jouer une entreprise dans ces zones difficiles : une entreprise ne se substitue pas aux politiques, aux diplomates, mais elle peut, par sa présence, aider à faire évoluer les choses, comme le montre l'exemple de la Birmanie. Notre rôle en tant que dirigeants d'entreprise, c'est d'être responsables et de rendre notre activité acceptable. En contrepartie, les dirigeants politiques doivent s'efforcer d'être cohérents. C'est en se comprenant mieux que nous pouvons faire avancer les choses. C'est en travaillant ensemble, dans la transparence et sans faux semblants, que nous pouvons agir.





Démocratie en Europe



Sylvie Goulard

députée européenne de la circonscription Ouest,
France

Dans les organisations internationales et autres forums mondiaux, la démocratie est le parent pauvre. Ainsi le G20, lieu intéressant de discussions et d'échanges, est largement dépourvu de la légitimation démocratique nécessaire minimale. Outre que certains États du G 20 ne sont pas des démocraties, il y aurait beaucoup à dire sur les critères de sélection de ses membres : l'entrée dans la « cabine de pilotage » globale, obéit à une logique strictement économique qui exclut des pans entiers du monde. (...) Bien sûr, il arrive que ces institutions et les États qui composent l'Union prennent de mauvaises décisions (la crise de l'euro le montre bien) mais elles témoignent d'un effort unique au monde pour exercer la souveraineté en la partageant tout en faisant prévaloir une règle de droit. (...) la question clé est là : est-ce que la Nation est le seul cadre dans lequel je peux exercer mes droits politiques ? Ou peut-on songer à ajouter au niveau national un niveau de débat démocratique international ? Non seulement c'est nécessaire pour légitimer les politiques globales (ou européennes) dont nous avons d'ores et déjà besoin mais c'est tout à fait possible. (...) Voilà l'enjeu de la construction d'une Europe unie : c'est bien plus que l'Europe. De très bons articles de Paul Krugman parus pendant la crise, le rappellent. Sur ce continent se joue la réussite ou non d'un nouveau modèle démocratique utilisable ensuite au niveau global.





WORLD
POLICY
CONFERENCE
5th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
December 7-10, 2012 • Cannes • France



La confiance



Josef Ackermann

Président du conseil d'administration,
Zurich Insurance Group Ltd ;
ancien PDG, Deutsche Bank

Pour insuffler une nouvelle confiance dans l'avenir, ici en Europe, nous avons besoin d'une Europe unie (...). Pour les hommes d'affaires ainsi que pour les hommes politiques, le moyen le plus efficace dont ils disposent pour restaurer la confiance - dans l'immédiat et dans l'avenir - c'est la création d'emplois. Les taux de chômage de plus de 50 % des jeunes en Espagne et en Grèce et de 30 ou 40 % en Italie sont absolument inacceptables. Ils mettent en péril la stabilité et la sécurité de la région, et même l'objectif d'une Europe unie. Mais si nous faisons ce qu'il faut, si nous surmontons la crise actuelle, le surendettement et le chômage, et je pense que nous le pouvons, alors, pour la première fois, l'Europe, en tant qu'ensemble, aura fait quelque chose de grand et en sortira gagnante. (...) C'est pourquoi il est si important de réussir. Pour renforcer la confiance, rien n'est plus souverain que le succès.

Jean-Claude Trichet

ancien Président de la Banque Centrale
Européenne

C'est un message clair que les banques centrales de toutes nos démocraties, par le biais de leurs propres moyens et canaux, envoient aux autres partenaires publics et privés, à savoir « Nous essayons de faire notre travail et de préserver la confiance dans notre propre domaine comme nous le faisons toujours en tant que havre de confiance, mais s'ils vous plaît faites vous aussi votre travail. » Et elles le disent même dans les économies avancées où ce n'était pas l'usage. Par exemple, au contraire d'une tradition ancienne et bien ancrée en Europe continentale, il n'était pas habituel, aux États-Unis et au Royaume-Uni, pour la banque centrale d'aller voir le gouvernement et de dire : « Veuillez corriger les déséquilibres fiscaux ». Maintenant, cela a été dit des deux côtés de l'Atlantique : la situation est très grave et exceptionnelle et elle a nécessité que les banques centrales se montrent aussi actives que possible, y compris en envoyant ces messages. C'est ce qu'a fait, de son côté, le Conseil de gouvernance de la Banque centrale européenne depuis sa création, même avant le début de la crise financière globale et, je crois, pour de bonnes raisons.





Adil Abd al-Mahdi
ancien Vice-président de la République d'Irak

Le soulèvement du monde arabe est un développement très positif et dont nous pouvons déjà voir les résultats. Il s'agit d'un changement historique. Il n'y a pas de slogans idéologiques. Nous n'en avons pas vus en Tunisie, en Egypte ou au Yémen. Les gens réclament leurs droits mais ce processus ne sera pas un processus facile. Ce qui est demandé, ce n'est pas un coup d'État, comme ce qui s'est passé dans les années 30 et 40, sinon, le problème aurait pu être résolu rapidement (...) Nous devons attendre pour voir. Cela pourra prendre des années, voire des décennies, mais le Moyen-Orient va probablement atteindre le résultat souhaité, mais il traversera des périodes difficiles au cours du processus (...) Nous pourrions voir se développer de plus en plus d'autorités locales au lieu d'un seul État unitaire exerçant une autorité souveraine sur l'ensemble de ses territoires. Peut-être verrons-nous émerger des forces radicales, ce qui je pense est compréhensible et attendu. Les acteurs internationaux et toutes les forces politiques des pays arabes doivent observer cette évolution de façon objective et essayer de la contenir. Nous devons y travailler ensemble, idées laïques et idées religieuses. Nous devons le faire en respectant les principes de continuité et de rupture.



DÎNER DE GALA
& NETWORKING



Pascal Lamy

Directeur général de l'OMC



“ Je suis parvenu, après toutes ces années de fréquentation des lieux de la gouvernance globale, à la conviction qu'il y manque pour avancer, un soubassement de valeurs communes de nature à porter une ambition partagée de civilisation. S'attaquer à construire une telle plate-forme représente sans doute un défi considérable.(...) Parce qu'elle n'empruntera plus qu'aux seuls modèles culturels dominant dans les grands ensembles continentaux, elle sera difficile à admettre par des populations naturellement réservées.(...) Je crois néanmoins qu'emprunter cette face nord de la gouvernance globale est devenu incontournable. Je sais que les tenants du fondamentalisme des intérêts éternels des États ne croient ni à la nécessité d'une anthropologie de la globalisation ni au constructivisme des valeurs et qu'il faudra les convaincre. Mais reconnaissons ce que les quelques progrès réalisés pour rendre le monde moins mauvais doivent aux constructivistes.



Accès à l'intégralité
du discours en vidéo





Accès à la galerie Flickr





« Nous avons vu des présentations fabuleuses et des échanges très intenses tels qu'on n'en voit pas habituellement dans les conférences. Et les occasions de nouer des contacts sont également formidables. »

Vasile Iuga

« J'ai beaucoup apprécié cette conférence. Elle a eu une influence certaine sur ma façon de penser dans un certain nombre de domaines. »

Donald Johnston

« La conférence a vraiment été un succès complet à tous égards. Sa taille et son format sont vraiment fantastiques. »

Susan Liautaud

« La taille de la conférence était parfaite : assez grande pour être représentative des opinions minoritaires et suffisamment restreinte pour rester sélective. »

Ana Palacio

« Votre WPC n° 5 a été un événement remarquable, par son opportunité, la densité des sujets et la conduite gracieuse. »

Steve Howard

« Extrêmement intéressante et enrichissante intellectuellement, ainsi qu'offrant une bonne occasion de revoir d'autres vieux amis. »

William Pfaff

« Un des traits les plus importants de la World Policy Conference est le facteur humain. »

Jim Hoagland

« Chaque section de la conférence a été si brillamment et parfaitement organisée et animée - travail magnifique ! »

Narendra Taneja

« J'ai beaucoup appris de la conférence... tout ce que j'ai entendu est pertinent pour mon projet de recherche en cours. »

Wang Jisi





Abbad El Andaloussi, Zineb
Gérant à la Banque Rothschild, France. Membre du conseil d'administration de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (PEMED).

Abd al-Mahdi, Adil
Ancien vice-président de la République d'Irak. Il a représenté le Conseil suprême islamique irakien dans plusieurs pays. Ancien ministre des Finances sous le gouvernement d'Iyad Allawi.

Abdelatif, Soumeiya
Médecin algérienne. Première Vice-présidente chargée du dialogue Nord-Sud pour les pays arabes et la Méditerranée à l'Institut Robert Schuman pour l'Europe. Membre fondatrice de la Maison de l'Europe d'Alsace.

Abiteboul, Jean
Président de Cheniere Supply & Marketing, filiale à 100 % de Cheniere Energy, Inc. Ancien vice-président exécutif de l'approvisionnement, du trading et du marketing chez Gaz de France (désormais GDF Suez).

Ackermann, Josef
Président du conseil d'administration de Zurich Insurance Group Ltd et de Zurich Insurance Company Ltd, membre du Conseil consultatif international de la Banque nationale du Koweït. Ancien président du comité de direction de Deutsche Bank AG.

Adib, Mustapha
Directeur du Cabinet du Premier ministre du Liban. Professeur à l'Université libanaise et au Centre de technologie de l'Université franco-libanaise, directeur du Centre d'études stratégiques du Moyen-Orient (CESMO).

Aicardi de Saint-Paul, Marc
Consul honoraire du Burkina Faso à Nice (France). Journaliste et écrivain, auteur de nombreux livres sur l'Afrique dont *De la Haute Volta au Burkina Faso : Tradition et modernité au Pays des Hommes intègres* (éd. Albatros, Paris, 1993).

Alaoui, Moulay Abdelmalek
Managing Partner et fondateur de Global Intelligence Partner. Auteur de *Intelligence Économique et Guerres Secrètes au Maroc* (éd. Koutoubia, Paris, 2009).

Alaoui Mdaghri, Moulay Driss
Président d'honneur de l'Association marocaine d'intelligence économique (AMIE) et de la Fondation des cultures du monde (FCM), vice-président de la Chambre de commerce internationale au Maroc. Il a été plusieurs fois ministre.

Alhajeri, Manaf
Directeur général du Kuwait Financial Center, plus connu sous le nom de Markaz. Ancien directeur adjoint dans le département d'investissements au Fonds Koweïtien pour le Développement Économique Arabe.

Ali Birand, Mehmet
Journaliste et écrivain, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D. Ancien rédacteur en chef de CNN Turk. Il a commencé sa carrière en 1964 au *Milliyet*, le principal journal turc.

Al-Kuwari, Mohamed Jiham
Ambassadeur de l'État du Qatar en France. Ancien directeur du cabinet du ministre des Affaires étrangères.

Allard, Patrick
Consultant auprès de la direction de la Prospective au ministère français des Affaires étrangères. Ancien conseiller pour les questions économiques et financières internationales au Centre d'analyse et de prévision puis à la direction de la prospective.

Almunia, Joaquín
Membre de la Commission européenne chargé de la concurrence. Ancien membre de la Commission chargé des affaires économiques et monétaires, ministre de la fonction publique, ministre de l'emploi et de la sécurité sociale, député au parlement espagnol.

Al-Shatti, Abdulmajeed
Ancien Président du conseil d'administration et directeur général de la

Commercial Bank of Kuwait. Ancien Président du conseil d'administration de la Kuwait Banking Association.

Antil, Alain
Responsable du programme Afrique subsaharienne de l'Ifrri, spécialiste de la Mauritanie et des questions de sécurité au Sahel. Il enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille.

Badaut, Christian
Responsable du pôle Méditerranée-Afrique, direction Affaires européennes et internationales, Caisse des dépôts et consignations. Ancien analyste financier (fonds souverains) et analyste risque-pays à la Caisse des dépôts.

Badinter, Robert
Président de la Cour de Conciliation et d'Arbitrage de l'O.S.C.E. et professeur émérite à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne. Ancien ministre de la Justice, Garde des Sceaux et Président du Conseil Constitutionnel.

Bardey, Philippe
Président fondateur d'ACRI, société spécialisée dans la modélisation et des études de cas en matière d'environnement.

Barillaro, Luciano
Consul général d'Italie à Nice (France). Ancien ambassadeur d'Italie en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Liberia, au Niger et au Sierra Leone.

Barrault, François
Président et fondateur de FDB Partners, société d'investissement et de conseil dans les TMT, l'énergie renouvelable et l'édition. Ancien PDG de British Telecom Global Services et de Lucent EMEA.

Sa Sainteté Bartholomée 1^{er}
Élu en 1991 Archevêque de Constantinople et Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique. Il travaille à la réconciliation avec les Églises Catholique et Anglicane, ainsi qu'avec d'autres confessions.

Blackwill, Robert
Henry A. Kissinger senior fellow for US foreign policy, Council on Foreign Relations. Ancien senior fellow de la Rand Corporation, ambassadeur des

Beauvallet, Godefroy
Directeur du Fonds AXA pour la Recherche. Ancien Associate Banker à la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) et maître de conférences en gestion des systèmes d'information à Télécom ParisTech.

Belka, Marek
Président de la Banque nationale de Pologne. Ancien Premier ministre polonais, vice-Premier ministre et ministre des Finances, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies et directeur du département Europe au FMI.

Ben Hammouda, Hakim
Conseiller spécial du Président de la Banque africaine de Développement (BAD). Ancien directeur de l'Institut de formation et de la division de la coopération technique à l'OMC.

Bensemhoun, Arié
Directeur exécutif du European Leadership Network (ELNET), organisation européenne indépendante qui œuvre au renforcement des relations bilatérales entre l'Europe et Israël. Membre du Bureau exécutif du Crif.

Bielecki, Jan Krzysztof
Président du Conseil économique auprès du Premier ministre polonais. Ancien Premier ministre polonais, ministre pour l'Intégration européenne et représentant de la Pologne auprès de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Bitar, Sergio
Chercheur à l'Inter-American Dialogue, président de la Fundación por la Democracia et président fondateur de la Corporación Museo del Salitre. Ancien ministre de l'Industrie minière, ministre de l'Education et ministre des Travaux Publics du Chili.

Blackwill, Robert
Henry A. Kissinger senior fellow for US foreign policy, Council on Foreign Relations. Ancien senior fellow de la Rand Corporation, ambassadeur des

États-Unis en Inde et envoyé spécial du Président en Irak.

Bönning, Matthias
Directeur général adjoint et directeur de la recherche, Oekom Research AG. Ancien analyste chez Oekom Research AG et membre du conseil d'administration. Il donne des conférences à l'Université technique de Munich et à l'Université d'Augsbourg.

Borza, Remus
Président d'EuroInsol, société spécialisée dans les redressements judiciaires. Avocat, Borza et Associés, assistance et conseil juridique en droit commercial. Praticien en insolvabilité. Grand Orateur de la Grande Loge de Roumanie.

Bouabid, Othman
Ancien Gouverneur à l'administration centrale et ancien chef de cabinet du ministre de l'Intérieur du Royaume du Maroc.

Bouttes, Jean-Paul
Chief Economist, Directeur stratégie et prospective, EDF. Ancien conseiller scientifique de l'Institut National de Recherche en Informatique et Automatique (INRIA), professeur à l'École Polytechnique et l'ENSAE.

Brochand, Bernard
Député des Alpes-Maritimes et Maire de Cannes (France). Ancien président de DDB International, président de la commission communication de la Fédération Française de Football et directeur marketing chez Procter & Gamble.

Bujon de l'Estang, François
Président de FBE International Consultants. Ancien International Adviser chez Citigroup Global Markets Limited, membre du European Advisory Board de Citi, président de Citigroup France. Ancien ambassadeur de France aux États-Unis et au Canada.

Caillé, André
Administrateur de sociétés, membre du conseil d'administration de la Banque Nationale du Canada.

Ancien chancelier de l'université de Montréal, président du Conseil mondial de l'énergie, sous-ministre de l'Environnement du Québec et PDG d'Hydro-Québec.

Carfantan, Jean-Yves
Consultant senior, il dirige Agro-BrasConsult, une société de conseil brésilienne à São Paulo et Rio de Janeiro. Membre du comité directeur du Global Food Security Forum (GFSF). Ancien professeur associé à l'Université de Brazzaville.

Chabannes, François
Co-président de la Fondation Alcen pour la Connaissance des Énergies. Président de Technochabs. Ancien délégué général du CIDEF.

Chalmin, Philippe
Professeur d'histoire économique et directeur du Master affaires internationales à l'université Paris-Dauphine. Président fondateur de CycloPe, le principal institut de recherche européen sur les marchés des matières premières.

Chang, Dae-Whan
Chairman et Publisher de Maekyung Media Group. Président du Maeil Business Newspaper et du Maeil Broadcasting Network. Ancien Premier ministre intérimaire de la République de Corée. Créateur et président exécutif du World Knowledge Forum.

Charafeddine, Raed
Premier vice-gouverneur de la Banque Centrale du Liban, gouverneur alternant pour le Liban au FMI et au Fonds Monétaire Arabe (FMA). Représentant du Liban au Comité Irving Fisher sur les statistiques des banques centrales de la Banque des règlements internationaux (BRI).

Chebeleu, Traian
Secrétaire général adjoint, Organization of the Black Sea Economic Cooperation. Ancien secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères, conseiller diplomatique et porte-parole du président de la Roumanie. Ancien ambassadeur de Roumanie en Autriche.

Cleary, Seán
Vice-président de la Future World Foundation et président de Strategic Concepts (Pty) Ltd. Conseiller stratégique du Président du World Economic Forum, membre du conseil d'administration de l'International Foundation of Electoral Systems (IFES).

Coeuré, Benoît
Membre du directoire de la Banque centrale européenne. Ancien directeur général adjoint du Trésor et économiste en chef du ministère de l'économie et des finances, sous-sherpa pour la France au G8 et au G20 et co-président du Club de Paris.

Collomb, Bertrand
Président d'honneur de Lafarge, administrateur de Total, ATCO et Dupont et président de l'IHES (Institut des Hautes études pour la Science et la Technologie). Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Ancien PDG de Lafarge.

Cooper, Richard
Professeur d'économie internationale titulaire de la chaire Maurits C. Boas à l'université d'Harvard. Ancien président du National Intelligence Council et de la réserve fédérale de Boston, Sous-secrétaire d'État aux affaires économiques au Département d'État américain.

Costello, Dan
Directeur général du Bureau de la politique stratégique du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada. Ancien ambassadeur du Canada auprès de la République de Pologne.

Dammann, Reinhard
Avocat à la cour, associé, Clifford Chance Europe LLP, membre de l'International Insolvency Institute (IIL), en République arabe syrienne et sous-secrétaire d'État aux Affaires associées de White & Case.

David, Dominique
Directeur exécutif de l'Ifrri et rédacteur en chef de *Politique étrangère*. Ancien directeur du département

des études de sécurité de l'Ifrri, directeur adjoint de l'Institut français de poléologie, secrétaire général de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN).

Dejammet, Alain
Ambassadeur de France et président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica. Ancien ambassadeur de France en Egypte, auprès des Nations Unies, puis près le Saint-Siège et vice-président du Conseil d'administration de l'Institut du Monde Arabe.

Delapalme, Nathalie
Directeur de la recherche et des politiques publiques, Fondation Mo Ibrahim. Ancienne inspectrice générale à l'Inspection générale des finances, conseillère sur les questions liées à l'Afrique, au développement et à l'aide d'urgence, ministre français des Affaires étrangères.

Delienne, Philippe
Président-directeur général de Convictions AM, co-fondateur et vice-président du Conseil de Gouvernance de La Française des Placements. Ancien directeur général, puis vice-président CPR et responsable du service de la trésorerie de la CNCA.

Dervis, Kemal
Vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale et conseiller à l'université Sabanci. Ancien ministre des Affaires économiques de Turquie, directeur du PNUD, membre du Parlement turc et vice-président à la Banque mondiale.

Djerejian, Edward P.
Président et fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, université Rice. Ancien ambassadeur des États-Unis en Israël, en République arabe syrienne et sous-secrétaire d'État aux Affaires du Proche-Orient.

Drouin, François
Président-directeur général d'OSEO. Ancien ingénieur à la direction régionale de Navigation du Nord-Pas-

de-Calais, directeur régional de la Caisse des dépôts et consignations et du Crédit local de France pour la Normandie puis la Bourgogne.

Eymond-Laritz, Thomas
Senior Advisor chez APCO Worldwide, au bureau de Londres et président de la Fondation Victor Pinchuk. Ancien conseiller du Président géorgien Mikheil Sakkashvili et du Premier ministre bulgare Simeon Saxe-Cobourg.

Fache, Dominique
Président de Enel Russie (OGK-5) et membre du Conseil d'administration de la Fondation Sophia Antipolis. Ancien manager pour la Russie et les pays de la CEI du groupe Schlumberger.

Fekih, Adel
Ambassadeur de la République Tunisienne en France. Ancien directeur exécutif de Creova, directeur business development de Cotrel, responsable qualité de Valeo, responsable qualité et logistique de Cofat.

Flavio, Dominique
Président-directeur général de Dynagrow, société spécialisée dans l'agriculture équitable dans les pays à faible indice de développement.

Forgeard, Noël
Associé senior, Arjil, administrateur et membre du comité d'audit de Schneider Electric et membre du conseil d'administration du PMU. Ancien codirecteur général de Lagardère, président d'Airbus et coprésident exécutif d'EADS.

Frasca, Giorgio
Conseiller, Mediobanca. Ancien directeur du International Banking Consortium, directeur d'IFI International, à Paris. Il a dirigé Fiat USA à New York. Ancien vice-président de Lazard International.

Frieden, Jeffrey
Professeur au département du gouvernement de l'université d'Harvard, spécialiste des politiques en matière de relations monétaires et

financières internationales. Auteur avec *Menzie Chinn de Lost Decades: The Making of America's Debt Crisis and the Long Recovery* (2011).

Gatej, Alexandra
Président-directeur général de Maldon & Wat. Ancien président de la Chambre de commerce américaine de Roumanie (AmCham), conseiller du Président roumain, président d'Unilever Europe centrale.

Gaudin, Jean-Pierre
Professeur de science politique à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence. Ancien directeur du programme interdisciplinaire du CNRS et du ministère de la Recherche « Développement urbain durable ».

Gendreau-Massaloux, Michèle
Recteur et Conseiller d'État honoraire, responsable du pôle formation, enseignement supérieur, recherche, Mission interministérielle Union pour la Méditerranée. Ancien recteur de l'Agence Universitaire de la Francophonie, Professeur associé à l'Université Paris VIII.

Gil-Aluja, Jaime
Président de l'Académie royale de sciences économiques et financières d'Espagne, titulaire de la chaire d'économie financière et professeur émérite de l'université Rovira i Virgili, Espagne.

Gomart, Thomas
Directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie/NEI de l'Ifrri. Chercheur Lavoisier à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou, (Université MGIMO, Moscou), chercheur invité à l'Institut d'études de sécurité (Union européenne, Paris).

Gomis, Charles
Ambassadeur de Côte d'Ivoire en France. Ancien ministre des Relations extérieures, ambassadeur aux États-Unis et au Brésil et directeur du bureau de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) en Ituri.





Goulard, Sylvie
Députée européenne de la circonscription Ouest (France), membre de la Commission des affaires économiques et monétaires et membre de la Commission spéciale crise financière, économique et sociale. Auteur de *De la Démocratie en Europe* (2012) avec Mario Monti.

Graeff, Christian
Ambassadeur de France et chercheur-associé à l'Institut de recherche et d'étude sur le monde arabe et musulman IREMAM - CNRS. Ancien chef de mission diplomatique en Libye, au Liban et en République Islamique d'Iran.

Gruffat, Jean-Claude
European Chairman, Global Subsidiaries Group, Global Banking, Citigroup, gouverneur de l'Hôpital américain de Paris et membre de son comité financier. Ancien directeur général de Citi France et vice-président exécutif de Banque Indosuez.

Guevara Avila, Jean-Paul
Ambassadeur de l'État plurinational de Bolivie en France. Ancien responsable du programme « Politique publique et Relations internationales de l'Union européenne » à l'université catholique de San Pablo, La Paz.

Guillin, Olivier
Directeur Entreprises à la Chambre de commerce et d'industrie de Nice Côte d'Azur. Ancien délégué général chez France Chine 2000, directeur chez Territoires, cabinet d'études et de conseil en stratégie économique.

Gurría, Ángel
Secrétaire général de l'OCDE. Ancien ministre des Affaires étrangères et ministre des Finances et du Budget du Mexique, président du Groupe de travail international sur le Financement de l'eau pour tous, du Conseil mondial de l'eau.

Halalal, Traian
Président de l'Export Import Bank de Roumanie. Ancien directeur financier d'ING Bank en Roumanie et membre du conseil d'administra-

tion de plusieurs institutions au sein d'ING Group Romania.

Han, Sung-Joo
Président de l'International Policy Studies Institute of Korea, professeur émérite à l'Université de Corée. Ancien ministre des Affaires Étrangères, ambassadeur de la République de Corée aux États-Unis, et président intérimaire de l'Université de Corée.

Hassassian, Manuel
Ambassadeur de Palestine à Londres. Il a œuvré avec distinction pour les Palestiniens durant 25 ans et a été un représentant au ministère de l'Enseignement supérieur, à l'Association des universités arabes et autres organisations académiques.

Hendrix, Cullen
Maître de conférence au College of William & Mary et chercheur associé au Peterson Institute pour l'économie internationale, au Robert S. Strauss Center for International Security and Law.

Hie, Henri
Directeur Alliance Chine chez Air France, membre du conseil d'administration du Comité France Chine. Ancien directeur des lignes Amériques chez Air France.

Hoagland, Jim
Conseiller de la rédaction du *Washington Post*. Ancien rédacteur adjoint et correspondant en chef à l'étranger du journal. Lauréat de deux Prix Pulitzer ainsi que plusieurs autres prix de journalisme. Auteur de *South Africa: Civilizations in Conflict* (1972).

Howard, Steve
Secrétaire général et fondateur de la Global Foundation, directeur du comité de rédaction du *Australia Network*, le service de télévision international australien. Ancien conseiller auprès de plusieurs sociétés et institutions internationales.

Hur, Kyung-Wook
Président du Conseil de gestion du

budget et fonds de réserve pour les pensions de l'OCDE. Ambassadeur de la République de Corée auprès de l'OCDE. Ancien vice-ministre de la Stratégie et des Finances, Senior Economist pour le FMI.

Ibrahim, Mo
Expert du secteur des télécommunications. Fondateur de la Fondation Mo Ibrahim, qui vise à conforter la qualité de la gouvernance et l'excellence du leadership en Afrique. Ancien président fondateur de Celtel International.

Sakong, Il
Président de l'Institute for Global Economics. Ancien ministre des Finances de la République de Corée, conseiller économique spécial du Président coréen, Président du Comité présidentiel pour le Sommet du G20 et de la Korean International Trade Association.

Iuga, Vasile
Country Managing Partner de PwC Romania et Managing Partner de PwC pour l'Europe du sud-est (SEE). Il a rejoint PwC lors de l'arrivée en Roumanie de l'entreprise (1991). Ancien vice-président de la Chambre de commerce américaine en Roumanie.

Jankowitsch, Peter
Secrétaire général du Centre franco-autrichien pour le rapprochement économique en Europe. Ancien ministre fédéral des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et de l'OCDE.

Jansen, Sabine
Maître de conférences au Conservatoire national des arts et métiers à Paris, chercheuse au Centre d'histoire de Sciences Po et vice-présidente du Comité d'histoire parlementaire et politique.

Jenie, Rezlan Isha
Ambassadeur de la République d'Indonésie en France, pour les Principautés d'Andorre et de Monaco et délégué permanent auprès de l'UNESCO. Ancien directeur général des Affaires multilatérales au ministère indonésien des Affaires étrangères.

Johnston, Donald J.
Associé fondateur de Heenan Blaikie. Ancien secrétaire général de l'OCDE, ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie, ministre d'État chargé du développement économique et régional, ministre de la Justice et procureur général (Canada).

Kabbaj, Mohamed
Président de Lafarge Maroc, président de la Fondation Esprit de Fès. Ancien Conseiller de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI du Maroc, ministre des Finances et des Investissements extérieurs et président du comité de développement du FMI et de la Banque mondiale.

Kaiser, Karl
Professeur à la John F. Kennedy School of Government et directeur du programme sur les relations transatlantiques, Weatherhead Center for International Affairs, université d'Harvard. Ancien directeur du German Council on Foreign Relations, Bonn/Berlin.

Kamhawi, Labib
Porte-parole, Membre du Conseil exécutif, Réforme du Front national, Jordanie. Président-directeur général de CESSCO, Chemical Supplies & Services Co. et Delta Energy Services Co. Ancien vice-président de l'Organisation arabe pour les droits de l'homme en Jordanie.

Karaganov, Sergei
Président du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense. Analyste politique russe, spécialiste des affaires étrangères et économiques russes. Membre du conseil consultatif scientifique du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.

Kerguiziau de Kervasdoué, Jean de
Professeur titulaire de la chaire d'économie et de gestion des services de santé au CNAM, Co-directeur de l'École Pasteur/CNAM de santé publique, membre de l'académie des technologies. Ancien consultant auprès de l'OCDE.

Lee, Hye-Min
Ambassadeur de la République de Corée en France. Ancien ambassadeur aux Philippines, vice-ministre du Commerce extérieur et chef

négociateur pour l'Accord de libre échange Corée-Union européenne.

Lablanche, Jean-Pierre
Médecin, agrégé à Paris et à Londres (General Medical Council). Ancien médecin personnel du Président Abdoulaye Wade, professeur associé à la Faculté de Médecine de Paris XIII et consultant pour la Fondation France Télévisions.

Lafont, Bruno
Président-directeur général du Groupe Lafarge, président du groupe de travail « Energy & Climate Change » au sein de l'European Roundtable of Industrialists (ERT), administrateur d'EDF et d'Arcelor-Mittal. Ancien directeur général délégué du Groupe Lafarge.

Lamy, Pascal
Directeur général de l'OMC. Ancien directeur de cabinet du Président de la Commission européenne, directeur général du Crédit Lyonnais, Commissaire au commerce à la Commission européenne.

Landaburu, Eneko
Ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne auprès du Royaume du Maroc et membre du conseil d'administration du think tank Notre Europe. Ancien directeur des relations extérieures de la Commission européenne.

Langer, Karsten
Dirigeant associé au sein de la société privée de capital investissement, The Riverside Company et président de l'EVCA (European Private Equity et Venture Capital Association). Il a commencé sa carrière à la Danske Bank à Copenhague.

Lietaud, Susan
Fondatrice de Susan Lietaud & Associates Limited (SLA), cabinet de conseil international en matière éthique et d'Imaginer Consulting Limited. Visiting scholar au Stanford Center of Philanthropy and Civil Society.

Likhotal, Alexander
Président de Green Cross International, membre du Club de Rome, conseiller du World Future Council et du Club de Madrid. Ancien professeur au Moscow State Institute for International Affairs, porte-parole adjoint et conseiller du Président de l'URSS.

Lipsky, John
Distinguished Visiting Scholar of International Economics, Johns Hopkins University Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS). Ancien premier directeur général adjoint du FMI, conseiller du directeur général du FMI.

Loiseleur des Longchamps, Hubert
Directeur des affaires publiques du groupe Total. Ancien directeur des relations internationales du Groupe, directeur général de Total E&P Angola et ancien directeur adjoint des Hydrocarbures au ministère de l'Industrie.

Lux, Jonathan
Consultant en médiation chez Ince & Co LLP, membre fondateur du Centre pour le règlement efficace des différends (CEDR), membre du comité d'experts de JAMS International et Consul honoraire du Cap-Vert à Londres.

Levitte, Jean-David
Professeur à Sciences-Po, Distinguished fellow, Brookings Institution, membre du conseil consultatif international de l'Atlantic Council of the United States. Ancien conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy, ambassadeur de France aux États-Unis.

Lévy-Lang, André
Professeur associé émérite à Dauphine, Président du Conseil de Surveillance des *Echos*, de la Fondation du Risque et de l'Institut Louis Bachelier, vice-président de l'Institut Europlace de Finance. Ancien Président du directoire du groupe Paribas.

Maljean-Dubois, Sandrine
Directrice de recherche au CNRS et directrice du Centre d'études et de recherche internationales et communautaires (CERIC). Co-fondatrice et directrice du Master 2 RP de droit international et européen de l'environnement à l'Université d'Aix-Marseille.

Margerie, Christophe (de)
Président-directeur général de Total. Il a rejoint le Groupe en 1974, où il a exercé différentes fonctions à la direction financière de Total, ainsi qu'à la direction Exploration & Production.

Mariton, Hervé
Député français, rapporteur spécial du budget des transports. Conseiller politique à l'UMP chargé de la défense. Président du groupe d'amitié France-Russie à l'Assemblée nationale.

Merlin, André
Président exécutif de MEDGRID, Président des Conseils de Surveillance de RTE, la société gestionnaire du réseau de transport d'électricité en France, et d'ERDF, le principal gestionnaire des réseaux de distribution en France.

Meyer, Jean-Claude
Vice-président de Rothschild Europe. Ancien associé gérant au sein de Rothschild & Cie, directeur général de Lazard Frères & Cie, conseiller de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale (DATAR).

Mirmand, Christophe
Préfet des Alpes-Maritimes (France). Ancien Préfet de Savoie, secrétaire général adjoint et directeur de la modernisation et de l'action territoriale au ministère de l'Intérieur, de l'Outremer et des collectivités territoriales.

Mistral, Jacques
Conseiller spécial à l'Ifrri, membre du Cercle des économistes, président de la Société d'économie politique. Ancien directeur des études économiques à l'Ifrri et membre du Conseil d'analyse économique.

Moïsi, Dominique
Conseiller spécial à l'Ifrri. Professeur invité à l'université d'Harvard. Chroniqueur pour *Les Echos* et *Project Syndicate*. Auteur de *Entre silence et secret* (2011).

Monti, Mario
Président du conseil des ministres italien. Ancien président de l'université Bocconi, Milan, membre de

la Commission européenne, chargé du marché intérieur, des services financiers et de la politique fiscale, puis de la concurrence.

Morel, Pierre
Directeur de l'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions. Ancien Représentant Spécial de l'Union Européenne pour l'Asie Centrale et la crise en Géorgie, ambassadeur de France en Russie et en Chine et près le Saint-Siège.

Morgan, Hugh M.
Président-directeur général de First Charnock, Australie, membre du conseil consultatif international de Lafarge et du conseil de l'Asia Society New York. Ancien membre du conseil d'administration de la Reserve Bank of Australia.

Mouline, Tawfik
Directeur général de l'Institut Royal des Études Stratégiques (Rabat, Maroc). Ancien directeur des Études et des Prévisions Financières au ministère de l'Économie et des Finances, chargé de mission au Cabinet Royal.

Muller, Christophe
Professeur d'économie à l'Université d'Aix-Marseille, directeur adjoint de l'École d'économie d'Aix-Marseille, membre du conseil scientifique de l'IRD, membre du conseil scientifique des sciences sociales et économiques (SAE) de l'INRA.

Münz, Rainer
Responsable de la recherche fondamentale (Erste Group) et Senior Fellow à l'Institut d'économie internationale de Hambourg (HWWI). Ancien consultant pour la Commission européenne, l'OCDE et la Banque mondiale.

Nakagawa, Katsuhiko
Président de l'Institute for International Economic Studies. Ancien vice-ministre des Relations internationales au ministère de l'Industrie et du Commerce international (MITI), directeur du conseil d'administration de Toyota Motor Corporation (TMC).

Pages, Dominique
Consul honoraire de la République du Kazakhstan, fondateur de PROMSTAN Asia (Kazakhstan), président fondateur de PROMVOST (Russie), directeur général de PROMEST/COOPINVEST. Ancien directeur général de TECHNOFI.

Nasirov, Uktam
Chef de projet à l'Institute of Strategic and Interregional Studies under the President of Uzbekistan. Diplômé de l'Université de Westminster en gestion des entreprises.

Nasr, Samir
Président de ECE Capital et de la National Investment Guarantee Corporation. Ancien consultant à l'OCDE, fondateur et ancien président du département d'économie de l'Université libanaise.

Oiknine, Dan
Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Indienne. Fondateur de l'India Trade Centre. Il a travaillé dans les secteurs de la haute technologie et d'internet, où il a occupé des postes de management chez Netapp et En-tion.

Oppetit, Bernard
Président de Centaurus Capital, entreprise de gestion d'investissements en Europe, en Asie et sur les marchés émergents, membre du conseil d'administration de Natixis, de Tigers Alliance (Vietnam), du Conseil de Surveillance de HLD.

Orłowski, Tomasz
Ambassadeur de la République de Pologne en France. Ancien chef du protocole diplomatique au ministère des Affaires étrangères, Secrétaire général de la Commission Nationale Polonaise pour l'UNESCO.

Ouattara, Alassane
Président de la République de Côte d'Ivoire. Ancien directeur général adjoint du FMI, gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), directeur Afrique au FMI.

Pages, Dominique
Consul honoraire de la République du Kazakhstan, fondateur de PROMSTAN Asia (Kazakhstan), président fondateur de PROMVOST (Russie), directeur général de PROMEST/COOPINVEST. Ancien directeur général de TECHNOFI.





Palacio, Ana
Membre du Conseil d'État espagnol, associé fondateur de Palacio y Asociados. Ancien vice-président et conseiller juridique général de la Banque mondiale, ministre des Affaires étrangères de l'Espagne et membre du Parlement européen.

Park, In-Kook
Président de la Korea Foundation for Advanced Studies. Ancien ambassadeur, représentant permanent de la République de Corée auprès de l'ONU, vice-ministre en charge des politiques et de la planification et des organisations internationales.

Petalas, Paul Pericles
Président-directeur général de EFG Bank European Financial Group SA, membre du conseil d'administration de EFG International et de EFG Bank AG. Ancien vice-président et Secrétaire général de la Banque de Dépôts, Genève.

Pfaff, William
Journaliste et chroniqueur dans *The New York Review of Books*, *The New Yorker*, *Foreign Affairs*, *Commentaire*, *Neue Zürcher Zeitung*, *Politica Exterior*. Chroniqueur politique, *The International Herald Tribune*, Paris.

Pozdnyakov, Vladimir
Consul général de la Fédération de Russie à Marseille (France). Ancien ministre plénipotentiaire de l'ambassade de Russie en France et attaché du Conseil de Sécurité en Russie.

Prieux, Pierre
Président et fondateur du groupe Alcen, constitué de sociétés de haute technologie actives dans les domaines de la défense, l'énergie, les machines médicales et l'aéronautique. Ancien vice-président, Groupe Matra.

Qu, Xing
Président de l'Institut chinois d'études internationales (CIIS). Professeur à la China Foreign Affairs University (CFAU). Ancien vice-président de la CFAU et ministre auprès de l'Ambassade de Chine en France.

Radu, Rasvan
Président-directeur général de UniCredit Tiriac Bank România, vice-président exécutif de la C.E.C. Bank, vice-président exécutif, Retail Division, de Raiffeisen Bank Roumanie. Ancien président du conseil consultatif du Premier ministre de Roumanie.

Ramsay, William
Conseiller du Centre Énergie à l'Ifr. Ancien Directeur du Programme Énergie à l'Ifr. Ancien directeur exécutif adjoint à l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE). Ancien sous-secrétaire d'État au département d'état aux États-Unis.

Razdan, Anil
Ancien ministre de l'Énergie de l'Inde. Expert en énergie et négociateur international. Ancien représentant de l'Inde au Conseil mondial de l'énergie. Président d'une étude mondiale, Energy for Mega Cities.

Roux-Alezais, Henry
Gérant de Sogeric, président de l'Institut de la Méditerranée, président de l'association humanitaire Santé Partenaires. Ancien président du Port autonome de Marseille (PAM).

Salamé, Riad Toufic
Gouverneur de la Banque centrale du Liban, gouverneur au FMI et au Fonds monétaire arabe (FMA) représentant le Liban. Ancien vice-président et conseiller financier chez Merrill Lynch à Paris.

Salvador, Luc-François
Président-directeur général du Groupe Sogeti et membre du Comité exécutif du Groupe Capgemini. Ancien directeur général adjoint de Cap Gemini France, directeur général délégué de Cap Gemini America et directeur délégué du Groupe Cap Gemini Ernst & Young.

Sano, Tadakatsu
Avocat, Jones Day. Ancien directeur général du Bureau des politiques commerciales et vice-ministre des Affaires internationales au ministère du Commerce international

et de l'Industrie du Japon. Ancien chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama.

Sara, Kevin
Président-directeur général de Nur Energie. Co-fondateur de European Telecom and Media Investment Banking chez Salomon Brothers (aujourd'hui Citigroup). Ancien conseiller en management chez McKinsey & Co.

Scapel-Grail, Régine
Consul honoraire de la République de Maurice à Marseille (France), avocat au barreau de Marseille.

Schmid, Dorothée
Responsable du programme « Turquie contemporaine » à l'Institut français des relations internationales (Ifri), co-directeur de la partie Moyen-Orient du rapport RAMSES 2009.

Schweitzer, Louis
Président d'Initiative France, administrateur de BNP-Paribas, de l'Oréal, et de Veolia Environnement. Ancien PDG et président du conseil d'administration de Renault, président de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE).

Serra, Narcis
Président de l'Institut Barcelona d'Estudis Internacionals (IBEI) et membre du conseil d'administration du Centre d'études internationales de Barcelone (CIDOB). Ancien Président du CIDOB, vice-président du gouvernement espagnol, ministre de la Défense.

Severino, Jean-Michel
Gérant d'Investisseurs et Partenaires (I&P), membre de l'Académie des technologies, inspecteur général des finances. Ancien vice-président pour l'Asie de l'Est à la Banque Mondiale et directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Sheetrit, Meir
Membre de la Knesset israélienne pour le parti Kadima. Ancien mi-

nistre de l'Intérieur, ministre du Logement et du Bâtiment, ministre des Finances, ministre de la Justice, ministre des Transports et ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sports.

Sikorski, Radoslaw
Ministre des Affaires étrangères de la République de Pologne, président de la commission des affaires européennes et vice-président du parti Plate-forme civique. Ancien vice-ministre des Affaires étrangères et président d'honneur de la Fondation d'aide aux Polonais de l'Est.

Simion, Eugen
Président de la Fondation Nationale pour les Sciences et les Arts (FNSA). Professeur de littérature moderne à l'Université de Bucarest, Docteur en Sciences philologiques. Ancien président de l'Académie Roumaine.

Simionescu, Maya
Vice-président de l'Académie Roumaine, président exécutif de la Fondation Nationale pour les Sciences et les Arts (FNSA), directeur de l'Institut de biologie et de pathologie cellulaire « N. Simionescu » (IBPC).

Simon, Jean-Marc
Ambassadeur de France, Président d'Eurafrrique Stratégies SAS. Ancien ambassadeur de France au Nigeria, au Gabon et en Côte d'Ivoire. Ancien représentant permanent auprès de la CEDEAO et de la CEEAC.

Sood, Rakesh
Ambassadeur de l'Inde en France. Ancien ambassadeur de l'Inde au Népal et en Afghanistan ainsi qu'ambassadeur et Représentant permanent auprès de la conférence sur le désarmement à Genève.

Soret, Thierry
Conseiller politique auprès du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ancien délégué général du think tank européen Confrontations-Europe.

Stoian, Marius
Président du Club România. Ancien sous-secrétaire d'État pour le Com-

merce extérieur, conseiller personnel du Secrétaire d'État pour les Roumains de l'étranger et du ministre du Tourisme.

Stoica, Gruia
Président fondateur du Groupe Grampet, acteur majeur dans le domaine du transport ferroviaire et des services de logistique de l'Europe Centrale et de l'Est. Président du Conseil d'Affaires de Roumanie et du Kazakhstan.

Sur, Serge
Agrégé de droit public, Professeur émérite de droit public à l'Université Panthéon-Assas. Ancien directeur adjoint de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), à Genève et Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice de La Haye.

Tabet, Riad
Président de Berit International Holding SA, Président de Batiliban-France, administrateur et membre du bureau exécutif de la Chambre de commerce franco-arabe, Paris, administrateur et membre fondateur de la Chambre de commerce libano-américaine, Beyrouth.

Tan, York Chor
Ambassadeur de la République de Singapour en France et au Portugal. Ancien Représentant permanent de la République de Singapour auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève et de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne.

Taneja, Narendra
Président fondateur du World Energy Policy Summit, co-président du comité sur les hydrocarbures de la Fédération des Chambres de commerce et d'industrie indiennes (FICCI), fondateur de la World Oil & Gas Assembly.

Tang, Karen
Directeur exécutif de la Better Hong Kong Foundation. Ancien directeur général adjoint du Chinese Television Network, directeur général de Hongkong Telecom IMS, directeur des services multimédias et direc-

teur du e-commerce au sein de Hutchison Whampoa.

Tiilikainen, Teija
Directeur du Finnish Institute of International Affairs et rédacteur-en-chef de *Ulkopolitiikka* (journal finlandais de politique étrangère). Ancien Secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères de Finlande.

Touraine, Agnès
Fondatrice et présidente d'Act III Consultants, société de conseil en gestion. Ancien Président-directeur général de Vivendi Universal Publishing, directeur de la stratégie du Groupe Lagardère et directeur de la branche grande diffusion de Hachette.

Trichet, Jean-Claude
Président de la SOGPA, Président du Groupe des 30 et Président du Conseil d'administration de l'Institut Bruegel et Gouverneur Honoraire de la Banque de France. Ancien Président de la Banque centrale européenne.

Tycinski, Wojciech
Consul général de Pologne à Lyon (France). Ancien directeur du département des Communautés polonaises à l'étranger au Ministère des Affaires étrangères, consul général de Pologne à Edimbourg (Grande Bretagne) et à Toronto (Canada).

Védrine, Hubert
Fondateur d'Hubert Védrine Conseil, société de conseil spécialisée en risques géopolitiques. Ancien ministre des Affaires étrangères, conseiller diplomatique du Président François Mitterrand, porte parole puis secrétaire général.

Veret, Amalric
Président-directeur général des Laboratoires Pronutri (développement, fabrication, distribution de compléments alimentaires) et des laboratoires Activa (technologie de la microgranule).

Villepelet, Serge
Président de PricewaterhouseCoopers France, membre du Conseil stratégique mondial du réseau

PricewaterhouseCoopers. En 2007, il a créé la Fondation d'entreprise PricewaterhouseCoopers France pour la culture et la solidarité.

Vitorino, António
Président de Notre Europe – Institut Jacques Delors et associé du cabinet d'avocats Cuatrecasas, Gonçalves Pereira & Associados. Ancien vice-Premier ministre et ministre de la Défense du Portugal et commissaire européen à la Justice et aux Affaires intérieures.

Voinea, Liviu
Secrétaire d'État au ministère des Finances de Roumanie et membre du conseil d'administration non exécutif de la Banca de Import Export a Romaniei - EximBank SA. Il a reçu la prestigieuse récompense de l'Académie roumaine « Virgil Măgauru » en économie pour *Transnational corporations and global capitalism*.

Wang, Jisi
Doyen de l'École des études internationales et directeur du Centre des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin, Global Scholar à l'université de Princeton et membre du Comité consultatif de la politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois.

Wasserman, Christopher
Président et co-fondateur de la Fondation Zermatt Summit qui organise un sommet annuel sur le thème : « humanizing globalization », Président de la Fondation Ecophilos (Suisse) Président fondateur de TeroLab Surface.

Wat, François
Associé-gérant, co-head of Global Equity Advisory, Rothschild Paris. Ancien Managing Director chez Deutsche Bank, responsable des marchés de capitaux (Equity Capital Market) pour l'Asie Pacifique, basé à Hong-Kong.

Weymuller, Bruno
Membre, Total Professeurs Associés, administrateur de Déinove et de Kvaerner ASA, et membre du conseil d'administration de Coe-

Rexecode. Ancien membre du comité exécutif et directeur de la stratégie et de l'évaluation des risques d'Elf Aquitaine.

Wittenberg, Raphael
Professeur et chargé de recherche à l'unité de recherche sur les services sociaux personnalisés (Personal Social Services Research Unit-PSSRU) à la London School of Economics and Political Science (LSE). Ancien économiste en chef au ministère de la Santé britannique.

Wojciechowski, Pawel
Ambassadeur, Représentant permanent de la Pologne auprès de l'OCDE. Ancien ministre des Finances et sous-secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères, chargé de la coopération économique et du développement.

Woschnagg, Gregor
Conseiller du Conseil d'administration de la Fédération de l'industrie autrichienne. Ancien représentant permanent de l'Autriche auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de celui pour les établissements humains.

Yasseen, Fareed
Ambassadeur de la République d'Irak en France, membre de l'American Physical Society et de l'International Institute for Strategic Studies. Ancien conseiller diplomatique du vice-président Adil Abd al-Mahdi.

Yeoh, Michael
Fondateur et Président-directeur général de l'Asian Strategy and Leadership Institute (ASLI), think tank indépendant en Malaisie et dans l'ASEAN. Fondateur et Président du World Chinese Economic Forum et de l'ASEAN Leadership Forum.

Yigitaliev, Shukhrat
Directeur du Centre de coordination et d'analyse des Etudes de la Politique Etrangère (CCAEP) de l'Ouzbékistan. Expert dans le domaine des relations internationales, spécialiste de l'Asie centrale.

Yurgens, Igor
Président de l'Institut du Développement Contemporain, membre du Conseil consultatif auprès du Président de la Fédération de Russie pour les droits de l'homme et le développement de la société civile.

Zinsou, Lionel
Président de PAI partners. Ancien associé gérant, Rothschild & Cie. Ancien directeur du développement, puis directeur général des filiales anglaises de Danone. Ancien maître de conférences en économie à l'Université de Paris XIII.

Zinsou, Marie-Cécile
Fondatrice et présidente de la Fondation Zinsou, qui promeut l'Art contemporain en Afrique et mène une action culturelle, pédagogique et sociale ainsi qu'un programme de micro-finance.

Thierry de Montbrial

Thierry de Montbrial est le Directeur général de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la *World Policy Conference*. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères dont l'Académie des sciences de Russie. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs entreprises ou institutions internationales.

Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'École polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier Président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision du Ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979).

Il est l'auteur de dix-huit livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est Commandeur de la Légion d'honneur, Grand Officier de l'Ordre national du mérite et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères, ainsi que de neuf doctorats *honoris causa*.

Thierry de Montbrial est ancien élève de l'École polytechnique, docteur en économie de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au corps des Mines.



Discours d'ouverture
François Hollande

Mesdames, Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Monsieur le président,

Mesdames, Messieurs,

Je tiens à vous remercier d'avoir choisi Cannes pour la tenue de la cinquième édition de la *World Policy Conference*, où sont évoquées des questions essentielles pour notre avenir commun. Vous avez choisi d'aborder quatre sujets, quatre urgences de notre temps. Le premier, c'est la gouvernance économique internationale. Celle-ci est en effet indispensable pour sortir de plusieurs décennies d'instabilité nées d'une exigence d'hyper-rentabilité et de spéculation. C'est toute la portée de l'action conduite par la France pour renforcer le rôle du G20 pour introduire des mécanismes de régulations des marchés pour lutter contre les paradis fiscaux et agir pour une meilleure coordination des politiques économiques à l'échelle de la planète. C'est également la démarche que nous engageons pour chercher un accord sur le climat lors de la conférence qui se tiendra en 2015.

Le deuxième sujet que vous traitez c'est l'avenir de la zone euro. Depuis plusieurs mois, de très importants progrès ont été accomplis, dans la cohésion et la confiance. Le message que la France exprime est simple : le désendettement est évidemment indispensable, mais il ne se suffira pas à lui-même. Nous avons besoin d'une dimension de croissance : c'est le sens du pacte adopté en juin dernier. Et nous avons besoin, dans le même temps, de davantage de solidarité : c'est le sens du projet d'union bancaire et d'union budgétaire dans le cadre de l'approfondissement de l'union politique de l'Europe.

Le troisième sujet c'est le Moyen-Orient. Une tragédie s'y déroule, jour après jour : il s'agit de la Syrie, où un régime sanguinaire assassine son propre peuple. La France a fait, avec d'autres, le choix de reconnaître la coalition formée par les forces de l'opposition comme représentante du peuple syrien. Je le répète : seul le départ de Bachar El-Assad permettra de mettre fin à un conflit qui pèse sur la sécurité de toute la région. L'urgence, c'est aussi d'amener l'Iran à respecter ses obligations internationales, donc à renoncer à ses ambitions nucléaires. Et d'y parvenir par le dialogue et par la contrainte pacifique. L'urgence, c'est enfin d'arriver, entre Israël et la Palestine, à la solution que chacun connaît.

Le dernier sujet que vous abordez, c'est l'Afrique. Avec, notamment, une dimension : la nécessaire lutte contre l'implantation au Mali de groupes terroristes dont l'idéologie et le comportement constituent des défis à la conscience universelle. Vous savez combien la France est attachée à cette cause et résolue à voir la solution portée par les acteurs locaux, avec l'appui des organisations régionales et internationales.

Aucun de ces enjeux n'est dissociable des autres. Aucun non plus ne peut être envisagé à l'échelle d'un seul pays. Pour répondre à tant de défis, d'incertitudes et d'espoirs, les réponses ne peuvent être que collectives. Je forme le vœu que vos débats à Cannes contribuent à les définir.

Discours d'ouverture
Thierry de Montbrial

En ouverture de cette cinquième édition de la *World Policy Conference*, je voudrais rappeler quelques unes des idées qui en sont à l'origine, en développant très succinctement trois points.

Premier point : l'interdépendance a changé de nature avec la mondialisation. Elle est devenue « non-linéaire », comme l'illustrent les exemples de la crise financière et économique depuis 2007-2008, et du « printemps arabe ». Autrement dit, plus que jamais, des causes *a priori* minuscules peuvent avoir des effets considérables et fondamentalement imprévisibles. C'est ce qu'on appelle encore vulgairement l'effet papillon. Les risques potentiels de ce type sont nombreux : par exemple, la criminalité et le terrorisme sous toutes leurs formes, comme au Sahel la menace d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) ou les cyber-attaques. D'où la nécessité, pour préserver les chances et les bénéfices d'un monde ouvert, de mieux l'organiser et donc de renforcer la gouvernance mondiale dans tous les domaines.

En pratique, cette gouvernance mondiale repose aujourd'hui sur des formes d'organisations ou d'institutions qu'illustrent les exemples suivants.

Tout d'abord, les institutions existantes : l'ONU, les organisations régionales (telles que l'Union Africaine, la CEDEAO, la Ligue arabe), l'OMC, le FMI, la Banque mondiale et les Banques régionales de développement, le réseau des banques centrales, etc. Ces institutions doivent évidemment s'adapter.

Deuxième exemple, le « mini-latéralisme » informel, fondé sur des coalitions politiques ou économiques souples et à géométrie variable, en fonction des intérêts et des capacités de chacun. Troisième exemple, un G20 amélioré susceptible de constituer une *steering committee* efficace au moins dans le domaine économique.

Ces exemples ne sont pas limitatifs. La gouvernance ainsi entendue ne peut assurer la viabilité du système international dans son ensemble que si elle est suffisamment *légitime* et *efficace*. Cet objectif n'est pas actuellement hors de portée, dans la mesure où le monde, quoique *hétérogène*, n'est pas *révolutionnaire*, comme le fut l'Europe à certains moments de son histoire. Les postures de pays comme la Corée du Nord ou l'Iran constituent des exceptions. Pour autant, les conditions de légitimité et d'efficacité sont partiellement anti-nomiques. Et dans certains cas, l'hétérogénéité peut provoquer, non pas nécessairement des *crises systémiques*, mais des *crises dans le système*. C'est le cas actuellement à propos de la Syrie, en raison de points de vue difficilement conciliables au sein du Conseil de Sécurité. Parmi les membres permanents : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France sont d'un côté ; la Chine et surtout la Russie de l'autre.

À tout cela s'ajoute la question de la *confiance* (trust). Celle-ci ne se réduit pas à une combinaison légitimité – efficacité. Ainsi peut-on affirmer, sur le plan économique, depuis l'apparition brutale de crises de dettes souveraines dans les pays occidentaux, que la gouvernance mondiale souffre actuellement d'un sérieux déficit de confiance. Au sein de l'Union européenne par exemple, les États membres semblent parfois incapables de mettre en œuvre les décisions qu'ils ont pourtant prises collectivement.

Deuxième point : les relations internationales demeurent principalement, mais plus exclusivement, des *relations interétatiques*. Les États sont en effet les principales unités politiques, c'est-à-dire les principales expressions de la vie collective. En temps de crise, les peuples se tournent toujours vers les États. Nous l'avons vu ces dernières années. Mais la mondialisation a affaibli le pouvoir des gouvernements. D'où, justement, le problème de la gouvernance mondiale. Dans un grand nombre de domaines, aujourd'hui, les gouvernements ne peuvent prendre de bonnes décisions qu'en se concertant ou en négociant avec

Discours d'ouverture
Alassane Ouattara

Honorables invités, Mesdames, Messieurs, chers amis ;

Je voudrais pour commencer remercier chaleureusement Monsieur Thierry de Montbrial, Président-Fondateur de la *World Policy Conference*, de m'avoir fait l'honneur de m'inviter à prononcer un discours devant cette assemblée d'éminentes personnalités.

Monsieur de Montbrial m'a suggéré de vous livrer quelques réflexions sur la situation mondiale et la gouvernance. Puis de vous parler de l'Afrique et de mon pays, la Côte d'Ivoire. Un vaste programme vous en conviendrez ! mais rassurez-vous car le Président Montbrial m'a demandé de faire ce tour de force en 20 minutes !

Mesdames et Messieurs,

Cette conférence intervient au moment où le monde entier vient d'apprendre le nom des dirigeants des deux supers puissances, avec la réélection de son Excellence le Président Barack Obama aux États Unis d'Amérique et la désignation de son Excellence Xi Jinping au poste de Secrétaire Général du Parti Communiste Chinois. Deux dirigeants dont les futures décisions prises au nom de leur pays, tant au niveau économique que des relations internationales auront un impact significatif sur l'avenir de l'humanité. Nous souhaitons bien entendu que la sagesse de ces deux grands peuples nous permette d'avoir un monde plus serein.

Le monde fait aujourd'hui face à des turbulences. Les prévisions publiées récemment par l'Organisation de Coopération et de Développement Économique, laissent craindre « une reprise mondiale hésitante et inégale », avec des taux de croissance fortement révisés à la baisse de 1,4 % en 2013 au lieu des 2,2 % initialement prévus. Ceci sans évoquer le « précipice fiscal », qui pourrait faire perdre 5 % de croissance en 2013 aux États Unis et une croissance anémique en Europe.

Pendant ce temps, le Moyen-Orient est en prise avec les retombées contrastées de la révolution du jasmin. À l'ONU, la Palestine vient d'être reconnue comme État observateur non-membre, par une majorité des pays membres de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il faut espérer qu'un accord de paix durable entre Israël et la Palestine puisse enfin voir le jour dans cette région meurtrie par tant de souffrance.

En Afrique, le décollage économique se consolide malgré les conséquences de la révolution Libyenne dans le Sahel.

Les écosystèmes de notre planète subissent les conséquences d'une pollution galopante qui provient d'une importante consommation d'énergie. Cette évolution entraîne un dérèglement climatique sans précédent. La mauvaise gestion des ressources publiques par certaines entreprises multinationales, publiques ou privées, contribue aux catastrophes qui frappent plusieurs régions du monde, telles que le Pays du Soleil Levant, le golfe du Mexique ou encore le Sahel.

d'autres unités actives – publiques (d'autres États ou des organisations internationales), ou privées (entreprises, syndicats, etc). D'une manière générale, les relations internationales sont devenues beaucoup plus fluides en raison de la révolution des technologies de l'information et de la communication. L'un des risques paradoxaux du monde moderne est que, face à ces réalités et aux difficultés qui en résultent, ne se produisent des *réactions nationalistes et protectionnistes*. Les tentations de replis se manifestent toujours quand les temps s'assombrissent et la période actuelle ne fait pas exception. Ce risque est réel et pourrait conduire à de nouvelles crises systémiques. D'où l'importance, pour toutes les institutions en charge de la gouvernance mondiale, de *produire des discours cohérents et crédibles* sur les opportunités *pour tous* d'un monde ouvert, à condition que ce monde soit convenablement organisé. On en revient, à un niveau encore plus profond, au thème de la confiance. Remarquons que, dans le monde dans lequel nous vivons, les diplomates semblent assurés d'un grand avenir !

Et enfin troisième et dernier point. Dans un contexte en aussi rapide évolution se dégage clairement le besoin d'identifier et de gérer ce qu'on peut appeler les « biens publics mondiaux », malgré le fait qu'en toute rigueur, la notion de bien public soit inséparable de celle d'unité politique. Or le monde n'est pas prêt d'être constitué comme *une* unité politique. On ne peut donc pas compter sur une unité politique « monde » pour définir et traiter les biens publics mondiaux. Ni même totalement sur les gouvernements, largement englués dans les affaires courantes. D'où l'importance que se constitue progressivement une « société civile mondiale », génératrice de têtes chercheuses, d'aiguillons au profit des systèmes de décideurs publics et privés, ce que j'ai appelé les « usines de production des décisions ». Les réseaux de *think tanks* s'inscrivent dans cette perspective, qui est aussi, mais dans un cadre différent, celle de la *World Policy Conference*. Notre but est de contribuer, par un travail de fond, au progrès de la gouvernance mondiale, en associant les États, particulièrement moyens et petits, les entreprises et d'autres unités actives issues des sociétés civiles, et plus généralement celles et ceux, de toutes origines ou nationalités, qui veulent aider à faire émerger – certes très pragmatiquement et progressivement – une forme d'unité politique « monde » compatible avec le développement technologique et scientifique actuel et plus encore à venir. Ce n'est pas rêver que commencer à préparer le monde du XXII^e siècle.

Pour cette cinquième édition de la WPC, nous avons choisi de nous concentrer sur quelques grands aspects concrets de la gouvernance mondiale, plutôt que sur l'architecture institutionnelle. Je ne les présenterai pas ici, puisqu'ils sont exposés dans le livret et le programme qui vous ont été distribués. Pour terminer, j'ajouterais une dernière remarque qui pourrait passer pour une banalité, mais dont pourtant on ne soulignera jamais assez l'importance. Grâce justement aux progrès des moyens de transports et des technologies de l'information et de la communication, les leaders peuvent aujourd'hui se voir, se parler, se rencontrer. Les occasions d'établir entre eux des relations humaines et d'éliminer les malentendus se multiplient. Selon leurs domaines, ils se constituent en clubs. Là est peut-être la meilleure chance de progrès pour la gouvernance mondiale. Mon souhait est que la WPC devienne *progressivement* un véritable *club transversal* au bénéfice de cette gouvernance et qu'elle contribue à ce que notre monde désorienté retrouve le sens du sens. Si l'on s'en tient à l'histoire récente, les situations les plus dramatiques ont résulté d'une absence abyssale de communication. Saddam Hussein était isolé du monde. Bachar el-Assad voyageait, recevait et téléphonait un peu, mais il était et reste prisonnier d'un appareil qui, lui, vit portes closes. L'Ayatollah Khameiny ne reçoit que les étrangers qui lui sont acquis. Et que dire de la dynastie communiste de la Corée du Nord ? La leçon que j'en déduis : n'ayons jamais peur de nous ouvrir au monde, de donner et de recevoir. Les identités ne se dissolvent pas, mais s'épanouissent, dans l'accueil et le don.





Mesdames et Messieurs,

Ce constat nous interpelle à plus d'un titre :

-Le modèle économique qui a régi le Monde depuis la révolution industrielle serait-il en train de se fissurer?

- Les effets externes de la croissance décrits par le célèbre économiste Britannique James Edward Meade, prix Nobel d'économie en 1977, ont-ils été suffisamment pris en compte dans nos modèles de croissance ?

-La gouvernance, n'est-elle pas devenue un concept dénué de toute substance, au profit de quelques groupes d'intérêts particuliers ?

- La croissance dans le monde est-elle soutenable ? Va-t-on continuer à dégrader l'environnement du fait d'une consommation énergétique produite à partir de ressources non renouvelables ?

A cet égard, il est intéressant de souligner sur ce point, que l'une des grandes orientations du XVIII^e Congrès du Parti Communiste Chinois est d'encourager l'édification d'une civilisation écologiste. Un exemple qui mériterait sans doute la peine d'être exploité, selon les spécificités de chaque pays.

Mesdames et Messieurs,

La carte des nouveaux rapports de force qui se dessine sous nos yeux nous appelle à un véritable renforcement de la gouvernance mondiale. Elle doit mieux refléter la réalité de ce nouveau monde et répondre aux aspirations des peuples. Une meilleure représentativité dans les instances internationales, y compris au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des Conseils d'Administrations du FMI et de la Banque Mondiale est nécessaire. Les grands défis du XXI^e siècle l'exigent.

Pour ma part, je reste convaincu que la globalisation des échanges, les effets induits de la croissance économique, des transactions illicites ainsi que du terrorisme transfrontalier nécessitent une coopération renforcée entre les États. Elle requiert aussi un renforcement et une adaptation des règles de surveillance dans un monde en pleine transformation. Enfin, les découvertes scientifiques sans précédent, impliquent un renforcement des règles d'éthique au plan international pour sauvegarder l'intégrité et la dignité humaine.

Mesdames et Messieurs,

Après ces propos liminaires sur la gouvernance mondiale, je voudrais saisir l'opportunité qui m'est offerte aujourd'hui pour vous parler du continent africain.

Comme le note un récent rapport de la Banque Mondiale, depuis l'an 2000, l'Afrique a connu plus d'une décennie de croissance économique. C'est la plus longue période d'expansion en un demi-siècle. L'Afrique subsaharienne a su maintenir un taux de croissance moyen entre 5 et 6 % dans la dernière décennie, malgré les crises à répétition qu'ont connues les États Unis d'Amérique et l'Union Européenne.

Ce taux de croissance place l'Afrique derrière l'Asie et avant toutes les autres régions du monde. Plusieurs pays africains figurent parmi les plus dynamiques au monde. Selon les experts du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, les perspectives à moyen terme pour notre continent demeurent favorables.

Malgré les risques de dégradation de la situation en Europe, le tableau global pour l'Afrique subsaharienne, est très encourageante. Cela tient en partie aux spécificités que de nombreux pays ont en commun avec les pays émergents. Il s'agit :

- d'une urbanisation rapide,
- de la montée d'une classe moyenne significative,
- du développement rapide des technologies de l'information et de la communication,
- d'une meilleure gouvernance et d'un meilleur environnement des affaires,
- d'élections de plus en plus transparentes ainsi que de l'émergence d'un État de droit, avec des institutions qui se renforcent.

Je note également que le taux d'investissements étrangers a été multiplié par dix au cours de la dernière décennie, avec des investissements massifs, en particulier de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de la Malaisie et de la Turquie. Comme ce fut le cas au début du miracle économique asiatique, il y a 25 ans, un accroissement relativement faible du taux d'investissement en Afrique peut produire des gains de productivité très élevés. Le taux de rendement des investissements en Afrique figure parmi les plus élevés au monde. L'Afrique attire des flux de capitaux privés qui dépassent désormais l'aide étrangère.

Il est donc indéniable que l'Afrique est de plus en plus intégrée dans l'économie mondiale. Ses partenaires, de plus en plus diversifiés, ouvrent de nouvelles opportunités de développement sans précédent. Après les indépendances dans les années 60, les pays africains, forgent aujourd'hui leur indépendance économique. Ils deviennent moins dépendants de leurs partenaires traditionnels. C'est ainsi que la Chine est en train de dépasser les États Unis d'Amérique, en tant que partenaire principal.

Les échanges commerciaux de l'Afrique avec le reste du Monde ont augmenté de 200 % depuis l'an 2000. Les échanges avec le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde et la Turquie qui ne représentaient que 1 % sont aujourd'hui estimés à plus de 30 %. Ils devraient atteindre 50 % d'ici 2030. Le commerce régional entre pays africains est également en plein essor, avec l'abaissement des tarifs douaniers et des restrictions au commerce.

Par ailleurs, le continent africain pourrait bénéficier pleinement du « dividende démographique » comme l'Asie il y a 30 ans. La population africaine se chiffre aujourd'hui à environ 1 milliard de personnes et à l'horizon 2050, elle atteindra 2 milliards de personnes. L'âge moyen est de 20 ans contre 30 ans en Asie et 40 ans en Europe. Selon la Banque mondiale le taux de pauvreté sur le continent a diminué à un rythme de plus de 1 point par an.

Cette intégration grandissante de l'Afrique dans l'économie mondiale n'aurait pu se faire sans le renforcement de la stabilité politique, de la bonne gouvernance, de l'alternance démocratique et la mise en place progressive d'institutions fortes. La majorité de pays africains bénéficient aujourd'hui d'élections jugées « satisfaisantes » par la communauté internationale. Il reste cependant du chemin à parcourir pour que les pays africains deviennent de véritables démocraties. En effet, la démocratie ne peut exister sans institutions fortes et sans contre-pouvoirs. La démocratie ne se décrète pas. Elle se construit, dans le respect de l'État de droit.



Si l'Afrique s'est résolument intégrée à l'économie mondiale, c'est aussi grâce à la mise en place de normes communes en matière de lutte contre les changements climatiques, de commerce international et de sécurité internationale.

L'Afrique ne saurait donc être en marge du Conseil de sécurité et de la gouvernance mondiale. En effet, la sécurité et la paix internationales se jouent désormais, en grande partie, sur le continent africain.

Honorables invités,

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais à présent vous parler de mon pays. La Côte d'Ivoire est en train d'écrire une nouvelle page de son histoire. La Côte d'Ivoire a renoué avec la paix, la sécurité et la stabilité. Après des années de crise, la Côte d'Ivoire est pleine d'espoir et résolument tournée vers l'avenir. Elle retrouve ses traditions d'accueil et d'hospitalité.

La sécurité est revenue sur l'ensemble du territoire. Notre outil de défense et de sécurité se remet en ordre.

Après la mise en place du Conseil National de Sécurité (CNS) et la création de l'Autorité du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion, la réforme du secteur de la sécurité sera accélérée en vue d'assurer l'unité, la modernisation, et l'efficacité de notre appareil sécuritaire. Une attention particulière est apportée à la formation de nos forces réunifiées, en vue de leur inculquer la nécessité de respecter les droits de l'homme dans l'exercice de leur fonction.

La réconciliation nationale progresse grâce au travail assidu de la Commission dialogue, vérité et réconciliation. Par ailleurs, à la suite d'élections législatives libres et transparentes, le nouveau Parlement légifère en ce moment. Des élections municipales et régionales couplées sont prévues début 2013. Un nouveau gouvernement vient d'être mis en place avec une feuille de route précise. Chaque jour, notre démocratie devient plus enracinée, plus sereine, plus solidaire avec la mise en place progressive d'un État de droit et d'institutions fortes et impartiales.

C'est le lieu de remercier une fois de plus tous nos partenaires et en particulier la France pour avoir été à nos côtés durant la crise post-électorale.

La Côte d'Ivoire est aussi en train de réussir son décollage économique. La stabilité macroéconomique a été retrouvée et la dette extérieure, après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE au mois de juin 2012, ne représente plus que 18 % du PIB. Les résultats économiques en 2012 sont bien meilleurs que prévus. Pour la deuxième année consécutive, le FMI a revu ses prévisions de croissance pour la Côte d'Ivoire à la hausse. Avec un taux de 8,6 % en 2012, la Côte d'Ivoire a rejoint les pays qui ont le plus fort taux de croissance en Afrique et dans le monde.

Nous avons adopté un plan national de développement 2012-2015, qui définit de puissants moteurs de croissance transversaux et horizontaux. Sa mise en place nous permettra d'atteindre une croissance forte, soutenue et solidaire. Cette croissance sera respectueuse de l'environnement et créatrice d'emplois, surtout pour les jeunes. Notre objectif est de construire les bases pour faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020 et réduire le taux de pauvreté de moitié en 2015.

Le taux de croissance pour les trois prochaines années devrait atteindre environ 9 % en

2013 et 10 % en 2014-2015. Ces résultats proviennent d'accroissement substantiel des investissements tant privés que publics, judicieusement choisis dans les secteurs porteurs de croissance.

Le Groupe Consultatif pour le financement du Plan national de développement qui s'est tenu à Paris les 4 et 5 décembre derniers a été un franc succès et nos partenaires ont décidé de soutenir le décollage de notre économie en accroissant substantiellement leur aide. Ainsi, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, les fonds souverains et les ONG de développement ont confirmé leur engagement à hauteur d'environ 7 milliards d'euros (8,6 milliards de dollars US), soit plus du double des financements attendus.

De plus, les projets de partenariats public/privé prioritaires et structurants dans les secteurs des infrastructures, des mines, de l'énergie, du pétrole, des télécommunications, de l'éducation, de la santé etc. ont suscité l'intérêt de plus de 300 investisseurs privés internationaux.

Forts de ce soutien, nous continuerons inlassablement nos efforts pour :

- être parmi les pays africains les mieux placés dans l'indice du Développement humain du PNUD

Pour atteindre ou nous rapprocher des objectifs du Millénaire pour le développement en 2015;

Pour créer l'un des meilleurs climats d'affaires en Afrique et enfin pour rejoindre les pays modèles en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.

Mesdames, Messieurs,

La Côte d'Ivoire est entrain de retrouver la place qui était la sienne dans la sous-région. Son taux de croissance a un impact non négligeable sur l'ensemble des pays de la sous-région, en particulier sur les pays enclavés du Sahel.

En tant que Président en exercice de la CEDEAO, je ne ménagerai aucun effort pour consolider notre intégration régionale. Je continuerai à tout mettre en œuvre, avec l'aide de mes pairs, pour prévenir les conflits et faire respecter les fondements de la démocratie. Je suis optimiste et j'ai foi en l'Afrique qui est un continent d'avenir.

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs, je vous souhaite des discussions fructueuses et surtout des conclusions porteuses d'espoir pour l'humanité.

Je vous remercie.

Discours d'ouverture
S.S. Bartholomé 1er*Monsieur le Président du Conseil européen, Monsieur Herman van Rompuy**Monsieur le Président de la République française, Monsieur François Hollande**Monsieur le Président de la République de la Côte d'Ivoire, Monsieur Alassane Ouattara**Votre Altesse Sérénissime, le Prince Albert II de Monaco**Monsieur le Président de la World Policy Conference, Monsieur Thierry de Montbrial**Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,**Estimés participants,**Chers amis*

S'il est une certitude que notre époque puisse nous offrir, c'est qu'elle donnera de la matière aux historiens du futur. Ils pourront établir des parallèles avec la première mondialisation qui a conduit aux guerres fratricides du XX^e siècle, ou encore avec le tournant du XVII^e qui, avec la fin des guerres de religion, fut marqué par le début de l'ascension européenne. Quoi qu'il en soit, il y a de fortes chances pour que l'historiographie future considère notre période comme une rupture.

La perplexité qui prédomine aujourd'hui conforte cette hypothèse. Les thèmes qui seront traités dans les jours qui viennent dans ce colloque relèvent ainsi de questionnements plutôt que de réponses, de doutes plutôt que de certitudes.

Vingt ans après l'effondrement du système communiste, la crise économique a brisé les certitudes sur la capacité auto-régulatrice du système capitaliste. La gouvernance économique paraît ainsi comme une nécessité. Cela dit, on voit mal comment instaurer une gouvernance économique globale sans un pouvoir politique à la même échelle. L'unification de l'humanité, cet éternel idéal, paraît pourtant de plus en plus éloignée aujourd'hui, au moment où les grands équilibres mondiaux se dessinent à nouveau, où les conflits et les tensions s'accroissent et où émerge un monde multipolaire fragmenté.

Dans ce cadre, les anciennes alliances qui paraissaient fort solides il y a quelques années commencent à s'affaiblir. L'Europe et l'Amérique semblent suivre des trajectoires divergentes. L'Union européenne elle-même vit une crise profonde. Incapable de garantir à ses citoyens une place privilégiée parmi les sociétés du monde, elle voit son ciment matérialiste se déliter, ce qui ne rend que plus visible son déficit spirituel.

Plus à l'est, les tensions s'accroissent au Moyen-Orient, là même où se trouve l'un des foyers de la civilisation occidentale. La région constitue l'un des grands enjeux géopolitiques de notre époque. La descente aux enfers du dépositaire d'une large partie de l'histoire de notre civilisation détruit dès lors quelques unes des racines les plus solides de l'expérience européenne.

Sur un autre terrain plus global, les inquiétudes que l'on ressent depuis plusieurs années sur l'environnement ne font que s'accroître. La crise économique monopolise l'attention en l'orientant vers le court terme et en la détournant des préoccupations de moyen ou de long terme. Or, c'est surtout à ces deux échelles temporelles que ces questions peuvent se poser.

Alors, quelle boussole trouver au sein de ces tempêtes? Sans doute le sens de l'histoire, la capacité à discerner les différents cycles entrecroisés dans lesquels s'inscrit notre quotidien.

Cela dit, une approche purement intellectuelle ne saurait suffire. La connaissance historique doit faire partie d'un thème plus large, touchant au grand nombre. Elle doit s'ouvrir sur la mémoire collective. En ces temps de transition et de rupture, la mémoire collective constitue une ressource essentielle. Or, depuis un siècle, l'humanité détruit les ressources mémorielles plus rapidement encore que les ressources naturelles. Portons par exemple le regard sur la géographie des populations en Méditerranée orientale comme elle se présente aujourd'hui et selon les témoignages d'il y a à peine un siècle. La complexité religieuse et linguistique qui la caractérisait, la mosaïque des peuples, la diversité des paysages, tout cela a été réduit comme une peau de chagrin - et avec lui le souvenir de la succession des États, des migrations et des invasions, de la splendeur de civilisations, des tragédies d'une histoire mouvementée. Cette mémoire qu'on peut encore trouver ici ou là, dans les monuments des cités ou dans les récits des communautés, constituait et constitue toujours une école vivante de comportement collectif face aux aléas de la géoéconomie, de la géopolitique et de la géostratégie. Il est impératif de la protéger.

Dans ces grands fonds de mémoire collective, les religions jouent un rôle fondamental. Outre la longue lignée historique dans laquelle ils s'inscrivent, les cultes ont le grand avantage de s'adresser à tous, riches ou pauvres, érudits ou illettrés, citadins ou ruraux.

Parmi les grandes institutions religieuses, le Patriarcat œcuménique de Constantinople occupe, par son histoire, une place unique. Au fil des énormes bouleversements souvent traumatisants qu'il a du affronter en deux millénaires, notre Patriarcat a toujours su rester actif, preuve s'il en est qu'il est possible de survivre et de transmettre un témoignage de civilisation à travers les âges. Par sa seule existence, notre Institution contribue à donner du sens et de l'espoir à un monde angoissé, qui cherche aujourd'hui son chemin. Dès lors, nous pensons que toute gouvernance se doit de prendre en considération la complexité du monde, en lui redonnant les outils nécessaires propres à la protection de son pluralisme. Le premier de ces outils est le dialogue qui est le seul susceptible de limiter le phénomène de fragmentation auquel nous sommes confrontés. Nous nous proposons donc d'être des acteurs de ce dialogue afin de faciliter la rencontre, l'échange, le partage des mémoires collectives. Le principe de base de toute bonne gouvernance n'est pas si éloigné des propos du Christ qui déclare : « Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites le vous-mêmes pour eux » (Mt 7, 12).

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

En nous invitant à approfondir ces quelques pensées lors de la séance d'ouverture, les organisateurs du World Policy Conference ont souligné l'importance fondamentale que prend la mémoire collective dans la réflexion sur les affaires de politique mondiale, ou, pour parler autrement, sur les enjeux de l'Écumène. Le Patriarcat œcuménique les en remercie, tout en leur souhaitant un plein succès dans leur entreprise.

Discours d'ouverture
S.A.S. le Prince Albert II

Excellences, Mesdames et Messieurs, je souhaiterais tout d'abord remercier M. de Montbrial de me donner l'opportunité de m'adresser à vous, alors que je suis retenu loin de la principauté, à l'ouverture de cette 5^e édition de la *World Policy Conference*. M. de Montbrial a fondé cette conférence pour engager sur la durée la réflexion la plus large possible sur la thématique si actuelle des nouveaux modes de gouvernance mondiale. Il préside ces rencontres avec hauteur de vue, expertise et je le salue chaleureusement.

La gouvernance mondiale recouvre de très nombreux domaines, parmi ceux-ci celui du développement durable, qui me tient particulièrement à cœur, est désormais reconnu comme une authentique priorité tant les indices de détérioration de la situation sont désormais évidents : dérèglement climatique manifesté notamment par des hivers moins rudes dans certaines parties du globe, des sécheresses plus sévères dans le continent africain et une fonte des glaces record dans la région arctique en été, accroissement de la fréquence et de la force des événements climatiques extrêmes et des inondations, pollution des réserves d'eau douce, urbanisation intensive et régression des surfaces cultivées, biodiversité menacée et en déséquilibre. Tous ces constats nous obligent à penser de nouveaux modes de vie en tendant vers le respect d'une sobriété réfléchie. Ils conduisent aussi à coopérer, seul l'instauration de la confiance étant de nature à dissiper les craintes suscitées par les ambitions de souveraineté qui se manifestent sur telle ou telle région convoitée en raison des ses ressources énergétiques.

De même, la perspective d'une population mondiale de neuf milliards d'humains à l'échéance 2050 nous impose de concevoir une agriculture durable, ce qui suppose la mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles concrétisées notamment par l'augmentation encore trop timide des surfaces agricoles en agriculture biologique. Cependant, des avancées sont réalisées à certains égards avec, par exemple, la mise en place de la trame verte et bleue qui a pour objet d'assurer la continuité d'écosystèmes terrestres ou aquatiques mais aussi le développement des aires marines protégées. Comme vous le savez, mon pays par tradition et notamment depuis le règne de mon trisaïeul, le prince océanographe Albert Ier, porte tout particulièrement son action sur la préservation des océans. Or aujourd'hui, ceux-ci ont subi des dégâts considérables en raison notamment de pêches intensives, d'un transport maritime accru et de pollutions de toute sorte. Les écosystèmes sont fragilisés, des espèces ont disparu, d'autres sont grandement menacées tandis que des populations sont désormais privées des ressources qu'elles tiraient de la mer.

Pourtant, lorsque des mesures drastiques sont prises, des espèces en voie d'extinction peuvent être sauvées. C'est dire que la préservation des océans et des richesses qu'ils recèlent relèvent de notre responsabilité. Au demeurant, le sommet du développement durable l'exprimait clairement à Johannesburg, il y a dix ans déjà : il n'y aura pas de réduction de la faim et de la pauvreté, pas d'amélioration de la santé, sans une protection des océans et notamment des zones côtières. Aujourd'hui, l'opinion publique a la claire perception de la responsabilité de l'homme aussi dans l'accentuation du réchauffement climatique. L'objectif commun de limitation du réchauffement global de la planète et l'affirmation d'une solidarité pour l'atteindre, l'amorce de financements pour aider les

pays pauvres à se protéger des effets climatiques et à réaliser un développement moins polluant par la protection notamment de la forêt, marquent assurément des avancées. Cet objectif n'est pourtant que justice à l'égard des habitants des régions les plus pauvres et des générations à venir. Ma fondation y est sensibilisée et œuvre dans cette perspective en apportant son soutien à de nombreux projets. Le continent européen se doit de peser sur la mise en place de la gouvernance mondiale que vous appelez de vos vœux et sur laquelle vous allez travailler dans le cadre de cette conférence, ainsi que sur la correction des injustices internationales. La situation présente requiert réellement de modifier progressivement mais en profondeur nos modes de vie dans une perspective de modération, de solidarité et de justice.

C'est ainsi que j'ai engagé mon gouvernement à inciter à des programmes d'énergie, à investir dans des solutions d'isolation et de chauffage très performantes, à encourager l'utilisation de transports en commun et à promouvoir les véhicules électriques. La modération n'est pas un objectif en soi, elle trace la voie d'un nouveau rapport à la nature et à l'homme grâce à un meilleur équilibre entre notre style de vie et notre relation aux autres, y compris nos contemporains qui peuplent les régions les moins favorisées. Avec vous, je crois en la promesse d'un nouvel horizon fondé sur l'engagement de chacun pour donner à notre Terre et aux hommes un avenir empreint de confiance.

Je vous remercie.

Discours d'ouverture
Herman Van Rompuy

Vos Excellences, Mesdames et Messieurs, c'est un plaisir pour moi de dire quelques mots à l'ouverture de cette cinquième *World Policy Conference*. Le programme qui vous attend est intense mais laissez-moi partager avec vous quelques réflexions sur un défi en particulier, la résolution de la crise économique et financière dans l'Union Européenne. Jusqu'à très récemment, cette crise était au premier plan de l'attention mondiale, pas toujours en bien, mais ceci est derrière nous à présent. C'est là mon principal message. Nous sortons lentement du mode de crise existentielle. Et les gens s'en rendent de plus en plus compte. Il y a une confiance grandissante dans le futur de la zone euro, un sentiment de plus en plus fort que nous allons y arriver. La dernière décision prise en Grèce, il y a dix jours, montre bien que nous nageons dans des eaux communes.

Et, je suis heureux de le dire en tant que Président du Conseil Européen, sans sommets d'urgence, mais nous ne sommes pas au bout de la route, tous les pays et toutes les institutions continuent le travail, avec des réformes économiques, pour garantir que nous pouvons faire face aux chocs, définir un plan à long terme pour une zone euro plus forte, et c'est pourquoi j'ai soumis au Conseil Européen de décembre un plan pour une Union réelle monétaire et économique. Sans rentrer dans les détails, je voudrais juste mettre l'accent sur un point : vous devez penser, c'est très bien tout ça, je suis sûr qu'ils peuvent trouver des solutions techniques, mais au final, est-ce que les citoyens vont suivre, et c'est une question essentielle. J'ai évidemment conscience des doutes, mais je suis convaincu qu'au final, nous gagnerons le soutien du peuple pour notre Union. Nous devons mettre les choses en perspective.

Avec la crise, pour la première fois, les citoyens de l'Europe doivent faire face à la dure réalité : les bénéfices de notre Union ont un coût, comme par exemple devoir défendre une monnaie commune pendant une crise financière. Les citoyens comprennent également pour la première fois qu'ils sont ensemble dans cette aventure et que ce qui se passe dans un autre pays, les problèmes de banques, de bulles ou de budgets, a des conséquences chez eux. Le comprendre est une chose, en tirer toutes les conséquences en est une autre. Découvrir qu'on est conjointement responsable pour le bien commun de l'Europe peut être douloureux pour des gens qui se débattent dans leur propre pays pour trouver un travail. Mais je ne suis pas du tout d'accord avec ceux qui disent que la crise a tué la solidarité entre les pays européens. La crise a révélé ce que cela signifie d'être dans l'Union, en fait c'est le premier véritable test de solidarité dans l'histoire de l'Union. Avant la crise, notre Union était considérée comme un processus gagnant-gagnant qui ne demandait pas vraiment d'efforts. Bien sûr, il y a des tensions et des contraintes, il y a des oppositions et des critiques et pourtant, un immense effort collectif est en train de se produire pour s'assurer que nous sortons de cette crise ensemble. C'est une solidarité de facto d'une ampleur sans précédent. Nous avons besoin de résultats en termes de stabilité, de croissance et d'emploi pour convaincre nos citoyens que l'Union Européenne et l'Euro ne font pas partie du problème mais de la solution. Comme le rappelle un Prix Nobel de la Paix à tous les Européens : « Finalement, ce qui nous réunit est plus fort que ce qui nous divise ».

Merci.

Discours d'ouverture
Najib Mikati

Excellences,
Cher Monsieur de Montbrial,
Mesdames, Messieurs,

Pour commencer, je tiens à remercier la *World Policy Conference* et M. Thierry de Montbrial de m'avoir invité à prendre la parole aujourd'hui, dans cette région du monde si chère à mon cœur.

Dans des temps aussi instables que les nôtres, il est bon que les décideurs se rassemblent régulièrement, pour réfléchir ensemble aux façons d'adapter les modes de gouvernance aux évolutions, ô combien rapides, de notre monde. Car dans un contexte où il devient de plus en plus difficile d'anticiper les événements, il est nécessaire d'accompagner les changements afin de garantir à tous les citoyens la sécurité, le développement économique et social et ces droits fondamentaux que sont les libertés civiles.

Mais, plutôt que de « changements », il serait plus juste de parler de « bouleversements », puisque ce sont les fondements mêmes des systèmes qui organisent nos sociétés qui se trouvent remis en cause. Certes, la région du Moyen-Orient attire plus fortement l'attention des médias en raison des troubles qu'elle connaît, mais l'Occident ne semble pas échapper pour autant à ce phénomène.

Sur le plan économique, les crises successives ont engendré un questionnement sur le rôle des banques dans l'économie, et obligé les gouvernements occidentaux à adopter des réformes structurelles qui accentuent le rôle de l'État.

Au niveau politique, la perte de confiance envers les partis traditionnels se traduit par une montée de l'extrémisme qui n'est pas – hélas – sans rappeler celle qu'a connue l'Europe à la veille de la 2^e Guerre Mondiale.

En ce qui concerne la géopolitique, suite à l'éclatement de la bipolarisation qui a succédé à la 2^e Guerre Mondiale, deux dynamiques coexistent : d'une part une bipolarisation Monde arabo-musulman – Occident et, d'autre part, une multi polarisation dans laquelle l'Asie et les pays émergents jouent un rôle de plus en plus marquant.

Mais, aux bouleversements économiques, politiques, géopolitiques et sécuritaires répondent des mutations idéologiques grandement facilitées par l'explosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Or, comme on a toujours pu le constater, les périodes de grands changements sont aussi des périodes d'importants conflits et, malheureusement, les bruits de bottes se font insistants, mais dans notre région cette fois: la « poudrière du Moyen-Orient » a pris la place de la « poudrière des Balkans » du début du vingtième siècle. A cet égard, les chiffres de l'Indice global de militarisation sont alarmants : parmi les dix pays ayant le plus fort taux de militarisation au monde, six se trouvent au Proche-Orient.

Ne nous voilons pas la face, la tension a atteint un seuil critique et il suffirait d'une étincelle pour que toute l'aire géopolitique Asie de l'Ouest – Moyen-Orient s'embrase dans un incendie qui n'épargnerait probablement pas l'Europe.

En effet, pour ne citer qu'elles, les questions liées à l'énergie, aux flux migratoires ou aux flux d'idées, font que la stabilité de l'Occident en général, et de l'Europe en particulier, se trouvent directement liées à celle de cette zone.

Pourtant, face à un éventail de menaces d'ordre économique, social, sécuritaire et stratégique, une lueur d'espoir existe, qui repose, d'une part sur la sagesse des dirigeants et, d'autre part, sur la capacité qu'auront ceux-ci à utiliser les dynamiques de leur société pour adapter les modèles de gouvernance aux mutations de tout ordre.

Or, notre région est actuellement le théâtre de nombreux conflits, ouverts ou latents, qui vont de l'escarmouche à la guerre ouverte et se mènent tant sur le terrain militaire que sur celui des médias – sous-tendus par des motivations politiques, économiques, religieuses ou sociales –, directement ou par procuration.

La crise syrienne, en premier lieu, qui dure depuis 20 mois, ne fait que croître en intensité et en nombre de victimes, et il est quasiment impossible de prévoir son évolution, comment et quand elle trouvera son terme, ou qui prendra la relève.

Mais il y a une chose dont nous sommes certains : si nous ne prenons pas de mesures pour nous en tenir à distance, elle ne manquera pas d'affecter les pays limitrophes, et en premier lieu le Liban.

Mesdames, Messieurs,

Si les situations de guerre exigent l'attention immédiate de la communauté internationale, il importe de ne pas négliger, pour autant, la période post-conflit ou, dans le cas de ce que l'on appelle « le Printemps Arabe », la période post-révolution, faute de le voir se transformer en simple « Printemps de Prague », bref intermède de liberté avant un durcissement d'autant plus fort que l'espoir suscité a été grand.

Or, c'est un fait admis qu'après la fin d'un conflit armé, la communauté internationale dispose d'une courte fenêtre, au cours de laquelle peuvent être instaurées des réformes importantes. Passé ce délai, les forces en présence se cristallisant sur leurs positions il n'est plus possible d'obtenir facilement un consensus. Cela vaut aussi bien pour les réformes relatives à la gouvernance.

Or, si les experts dans leur ensemble s'accordent sur la nécessité de ces réformes, ils ne sont pas pour autant d'accord sur les moyens de les mettre en œuvre ; car certains mettent en avant la nécessité d'établir, en premier lieu, la démocratie et d'autres, celle d'améliorer le niveau éducatif et de promouvoir le développement économique. Il s'agit en réalité, de concilier ces deux aspirations, qui ne sont en rien antinomiques, tout en gardant à l'esprit qu'il n'existe pas de panacée : car il faut être conscient que l'établissement de véritables démocraties dans le monde arabe prendra beaucoup de temps et requerra beaucoup d'efforts. Donc, avant de pouvoir affronter les défis que requiert la mise en place d'une gouvernance politique ou économique, notre région devra passer d'abord par une phase de transition qui forcera les sociétés civiles à se remettre en question pour chercher le modèle le plus apte à assurer leur stabilité et leur prospérité.

A cet égard, par sa tradition de liberté individuelle dans une société multiculturelle et tolérante, le Liban, pourrait constituer un modèle pour celles des nations du monde arabe qui cherchent encore leur devenir.

En effet, contrairement à ce qui pourrait être parfois perçu, les Libanais sont toujours restés, à travers leur histoire, fidèles aux valeurs de la démocratie ; ils ont toujours défendu l'État de droit. Notre constitution garantit les droits de l'Homme ainsi que les libertés fondamentales de tous les citoyens. Ces valeurs, auxquelles nous avons souscrit historiquement, nous ont aidés à promouvoir le développement d'une société civile tolérante et d'un système politique qui favorise l'alternance du pouvoir.

Car le Liban, qui possédait déjà un parlement à l'époque où il était encore la Phénicie, est avant tout une terre de démocratie et de liberté individuelle. Et ce sont ces valeurs qui nous ont épargné la contagion du Printemps Arabe.

Mesdames, Messieurs,

Depuis des siècles, l'Occident et le monde arabo-musulman exercent l'un sur l'autre une grande influence. Et depuis la deuxième moitié du siècle dernier nous observons un déplacement de ces relations de l'espace culturel et militaire vers les sphères économique et sécuritaire, tendance qui s'accompagne d'un rééquilibrage dans le sens d'une étroite interdépendance.

Il en va donc de l'intérêt de l'Occident que prévale la stabilité dans cette région car, à l'heure des nouvelles technologies, « l'effet papillon » de Lorentz prend tout son sens. Et oui, malheureusement, le battement d'une aile de papillon à Téhéran ou au Caire risque de déclencher une tornade en Asie ou en Europe.

Or, traversé par des lignes de faille d'ordre ethnique, social, religieux, culturel, économique, géopolitique, militaire... notre région concentre, à l'heure actuelle, une formidable somme de défis.

Nous sommes maintenant à la croisée des chemins ; les pays issus des révolutions peuvent devenir des États modérés, capables de mettre en place les règles de bonne gouvernance tant désirées par ses nouvelles générations ou retomber, au choix, dans la dictature – politique ou religieuse – ou dans le chaos.

C'est pourquoi il est impératif de trouver des solutions et ce, de façon urgente. Des solutions à la fois durables et justes.

Après la chute de l'empire soviétique, l'Europe de l'Ouest a eu le génie de venir en aide à la plupart des pays qui avaient subi le joug de dictatures en place depuis des décennies. Beaucoup d'investissements ont été fait dans ces pays dans le but de créer des emplois et d'améliorer le niveau de vie des citoyens. Des efforts ont également été consentis pour former et éduquer – principalement – les jeunes, et les préparer ainsi à prendre la relève, tant dans le secteur privé que dans l'administration publique.

Notre région regorge de jeunes, avides de connaissance et de changement. Mais il s'agit d'être vigilant, car aucune démocratie ne peut perdurer si la société n'améliore pas son niveau d'éducation et son développement économique.

C'est pourquoi, afin de préserver les acquis des révoltes dans le monde arabe, pour éviter que les sociétés civiles ne sombre dans l'intégrisme et l'extrémisme, et pour les conduire, plutôt, à s'engager sur le chemin de la bonne gouvernance, il faudra mettre rapidement en place un plan visant à augmenter le niveau d'éducation et à créer des emplois. Car il ne faut pas oublier que plus de la moitié de la population du monde arabe a moins de 25 ans, ce qui pourrait être une opportunité ou une calamité... selon la façon dont nous agissons. En effet, une société éduquée et qui crée des emplois pour ses citoyens est une société tolérante ; c'est le meilleur remède contre l'extrémisme.

Mesdames, Messieurs,

C'est aux dirigeants qu'il revient de guider les changements dans la bonne direction, en proposant des réformes orientées sur le développement économique et social, la paix civile et le respect des libertés et des droits des citoyens, un trinôme qui repose sur la mise en place d'un certain nombre de piliers tels que :

La mise en place de systèmes électoraux participatifs et représentatifs. En cela, le Liban peut fournir un bon exemple.

La réforme de l'administration et la mise en place des principes de la bonne gouvernance, en particulier la transparence, la responsabilité envers les citoyens et l'éradication de la corruption. La mise en place d'un plan de développement socio-économique prenant en compte, en particulier, le volet éducatif et le volet sanitaire et posant la formation et la création d'emplois pour les jeunes comme priorité absolue.

La valorisation du rôle de la femme dans la société civile, ce rôle étant inséparable de tout processus de développement harmonieux.

La séparation entre la religion et l'État, la religion relevant de la sphère privée.

Mesdames, Messieurs

Nous ne pronons pas la mise en place de systèmes calqués sur ceux de l'Occident, systèmes qui seraient impossibles à appliquer dans cette phase tumultueuse de transition majeure. Il s'agit plutôt d'adapter des modèles de gouvernance et d'éducation basés sur les valeurs que je viens d'évoquer.

À titre d'exemple, la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) a mis en place en Autriche, avec le FMI et la Banque mondiale, le « Joint Vienna Institute », pour former les membres jeunes et moins jeunes de la société civile à prendre en main l'administration de leur pays.

La même chose devrait être faite pour le monde arabe. L'aide financière des pays riches ne suffit pas. Il faut un savoir-faire européen pour former les jeunes de la société civile à prendre en charge leur pays et à le gérer selon les principes de la bonne gouvernance. Le Liban a toujours été fier d'être un pont entre l'Occident et le monde arabe. C'est pourquoi, je propose de créer « The Beirut Institute » en alliant le savoir-faire européen avec des fonds arabes, dans le but de former les jeunes du monde arabe qui souhaitent intégrer l'administration publique.

Mesdames, Messieurs

J'aime particulièrement une phrase de Clémenceau : « Dans la guerre, comme dans la paix, le dernier mot est à ceux qui ne se rendent jamais ». La résilience du peuple libanais ne s'est jamais démentie dans la guerre. Dans la paix, nous continuerons à porter les valeurs, qui nous tiennent tant à cœur, de la tolérance, de la démocratie et des libertés civiles, en espérant qu'elles deviennent aussi celles de toute notre région...

Merci

Discours du Dîner de gala
Pascal Lamy

Mon propos de ce soir, que je prononcerai en Français par égard aux lieux qui nous accueillent, croisera à diverses reprises ceux qui ont déjà été tenus par plusieurs intervenants durant votre conférence autour de ce thème de la gouvernance mondiale.

Telle était bien, je crois, l'intention de Thierry de Montbrial en m'invitant, ce dont je le remercie, à exposer devant un public aussi averti que le vôtre, quelques-unes de mes thèses sur ce vaste sujet.

Je le ferai en tentant d'établir un pont qui manque trop souvent, celui qui doit relier en la matière le monde des penseurs et celui des acteurs. Celui des intellectuels, des académiques, des concepteurs avides de plans à l'esthétique satisfaisante pour l'esprit d'un côté, de l'autre, celui des praticiens, des soutiers, des cantonniers de l'international dont le métier est de trouver des solutions pratiques à des problèmes concrets et parfois urgents. A eux de proposer des compromis dont l'accouchement douloureux doit tenir compte des réalités politiques dont il n'est point besoin de répéter qu'elles demeurent d'abord locales. J'articulerai ces quelques remarques de la manière suivante :

- des progrès dans la gouvernance globale se heurtent depuis longtemps à des difficultés spécifiques dont la nature est trop souvent sous-estimée ;
- pour autant, la gouvernance globale a connu des progrès jusqu'à une inflexion que l'on peut situer à la fin des années 90 au siècle dernier.

Les deux dernières décennies ont accentué les difficultés préexistantes.

Dans ce contexte peu favorable, quelques pistes de progrès me semblent néanmoins disponibles :

1 - Par rapport à d'autres systèmes de gouvernance qu'il s'agisse de nations, d'entreprises ou d'associations humaines diverses, la gouvernance globale se heurte à des difficultés spécifiques

Nous savons ce que l'on est en droit d'attendre d'une gouvernance : du leadership, de la légitimité, de la cohérence, de l'efficacité, autrement dit des résultats, et nous savons combien, pour produire leurs effets, ces éléments doivent être étroitement imbriqués. Nous savons aussi que le système westphalien en vigueur depuis trois siècles et demi, ce système composé d'États nations souverains est, par construction, difficilement capable de les produire.

C'est vrai pour le leadership : comment désigner un leader si les états nations souverains sont égaux en droit, ce que veut la théorie westphalienne?

C'est vrai pour la légitimité : le creuset de la légitimité politique demeure national, local, et la légitimité est une fonction dont la valeur décroît exponentiellement avec la distance du citoyen. Le bon vieux principe de subsidiarité.

C'est vrai de la cohérence : la gouvernance internationale repose sur des organisations dont les mandats sont spécifiques. Et la théorie selon laquelle ces organisations, parce qu'elles sont conduites par des souverains cohérents, sont elles-mêmes cohérentes entre elles, a montré ses limites depuis longtemps. Pour ne prendre qu'un exemple : les pays membres de l'OMC et ceux de l'OIT sont les mêmes. Ils acceptent que l'OMC soit observateur à l'OIT. Mais pas que l'OIT soit observateur à l'OMC !

C'est encore vrai de l'efficacité : sauf exception, les décisions qui comptent (je ne parle pas des résolutions de Congrès) sont adoptées par consensus et sont donc rares. Leur mise en œuvre souffre, sauf exception du type OMC, d'un déficit de contrôle ou de surveillance, et de mécanismes de contrainte. Les administrations internationales sont encore plus sujettes au syndrome bureaucratique que les administrations nationales et donc de rendement peu efficace. Le ratio «moyens mis en œuvre sur résultats obtenus» est médiocre.

Dans ces conditions, le passage de la gouvernance mondiale à la gouvernance internationale, pour nécessaire qu'elle soit au fur et à mesure que progresse l'interdépendance, ne peut être que pénible et lent.

C'est pourquoi j'ai souvent comparé, en matière de gouvernance, le national à l'état solide de la matière et l'international à son état gazeux.

2 - Malgré ces obstacles, un système international a progressivement vu le jour depuis la création de l'Union Internationale des Télégraphes vers 1860 jusqu'à la Cour Pénale Internationale en 1998.

Cet ordre international comporte un ciment juridique constitué par des traités contractés par des entités étatiques ayant accepté, au cas par cas, des renoncements partiels de souveraineté. La somme de ces accords internationaux crée un système de règles, d'obligations, d'engagements, de responsabilités plus ou moins contraignants. Il s'incarne dans un paysage d'institutions formelles dont les éléments principaux sont le système des Nations Unies et celui de Bretton Woods. Et des structures informelles de type G5/G-7/G-8, désormais G-20, dont la vocation est de produire des impulsions politiques et une forme de cohérence transverse en l'absence d'un gouvernement mondial évidemment utopique. Une sorte d'archipel qui ne couvre pas, et de loin, l'ensemble des champs désirables de la gouvernance internationale, et dont la carte des îlots montre qu'ils sont reliés entre eux par davantage de pointillés que de traits pleins. Notons au passage qu'il a fallu plusieurs catastrophes mondiales majeures au XX^e siècle pour mobiliser l'énergie politique nécessaire à quelques sorties de l'attraction westphalienne

Notons aussi, et ce n'est pas un hasard, que c'est sur le continent qui a connu, encore plus que les autres, les ravages de ces catastrophes que la seule entreprise réellement supranationale, la construction européenne, a vu le jour. Entre le solide et le gazeux, je la situe dans le liquide.

Notons enfin que le logiciel idéologique de cette gouvernance qu'il serait excessif de résumer au consensus de Washington, a été produit par l'Occident, je veux parler du capitalisme de marché globalisé et du système politique des démocraties libérales

3 - Depuis environ deux décennies, cette construction progressive d'une gouvernance internationale a marqué le pas en raison d'évolutions de nature géopolitique, géoéconomique, et je dirai même géotechnologique qui ont accentué les viscosités de la période précédente.

La première de ces évolutions, que l'on pourrait appeler révolution, est l'émergence de pays en développement à la faveur de la globalisation. L'Occident a produit la matrice de son déclin relatif et qui est celle des progrès du reste du monde. Des puissances émergentes ont utilisé le levier du capitalisme de marché dopé par les technologies de l'information, pour produire un développement économique et social d'ampleur et de rapidité inconnues jusqu'alors. Y compris dans la réduction de la pauvreté, si ce n'est celle des inégalités. D'où ce grand basculement, dont parle Jean Michel Sévérino, qui rebat les cartes de la géopolitique mondiale. Et fait apparaître des acteurs moins enclins à accepter des érosions de souveraineté, ou à prendre des responsabilités internationales que les acteurs plus anciens en raison d'expériences historiques, d'attitudes culturelles ou de postures diplomatiques différentes. Ne comptant pas parmi les auteurs des règles du jeu international, ils sont moins disposés à les appliquer. Va pour la globalisation de l'économie et des marchés. Mais pas pour la globalisation de la politique. Pour autant, pas de contreproposition holistique à ce stade.

Conséquence : les règles du jeu précédentes sont remises en cause, en particulier dans le domaine économique dans lequel l'équilibre des obligations et des responsabilités

contre l'ancien Nord et l'ancien Sud ne vaut plus, qu'il s'agisse des règles du commerce international, du changement climatique, ou du système de taux de change, trois domaines dont les fondements sont sapés par les difficultés de la relation US/ Chine; La seconde de ces évolutions tient à la crise économique depuis les années 2007/2008.

D'abord parce qu'en augmentant le différentiel de croissance entre anciens et nouveaux acteurs, elle a accéléré le grand basculement.

Ensuite parce qu'elle a fortement délégitimé le logiciel occidental qui avait servi de modèle dans la période précédente et que les diverses organisations internationales appliquaient conformément aux instructions des pays qui y étaient les plus influents. Enfin parce que la crise a largement vidé le réservoir d'énergie politique nationale disponible pour la gouvernance globale. Contrairement à une idée reçue, la politique internationale exige une dépense d'énergie politique considérable tant il est vrai qu'il est plus difficile de faire admettre aux opinions publiques qu'il faut accepter des compromis avec des étrangers qu'avec des semblables. Une négociation internationale est d'abord une négociation nationale, domestique, et implique une forte dose de leadership politique domestique dont l'histoire de la politique étrangère des États Unis nous offre un bon exemple. En ce sens, la gouvernance internationale ne consiste pas à globaliser des problèmes locaux, mais à localiser des problèmes globaux.

Par temps de crise, par temps de meurtrissures économiques et sociales qui raidissent, à juste titre, les opinions, les gouvernements sont affaiblis et réservent à la préparation des prochaines échéances politiques ce qui leur reste d'énergie, délaissant ainsi, en attendant des temps meilleurs, le théâtre international.

Résultat : la gouvernance internationale entre en phase de crise, incapable qu'elle est à ce jour, d'accoucher des nouveaux équilibres et des nouveaux principes de coopération correspondant à ce nouveau monde, incapable d'inventer de nouveaux terrains d'entente. En gros, plus grand-chose depuis la création de l'OMC et de la CPI, qui ont suivi de peu la chute du Mur. Pas de réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU pourtant antédiluvien. Et la plupart des grandes négociations internationales à l'arrêt. Et même quelques régressions si l'on veut bien considérer pour ce qu'elle est la métapsychose chaotique du protocole de Kyoto.

4 - Dans ces circonstances, et en supposant, ce qui est mon cas, que cette crise de la gouvernance globale est porteuse de dangers majeurs d'ordre politique, économique, social, culturel, pour les générations à venir et donc qu'il faut y remédier, il nous faut explorer les chemins du possible selon quelques principes:

D'abord renoncer à l'espoir du big bang de la gouvernance globale. Il ne pourrait résulter que de l'énergie politique provoquée par un conflit mondial majeur dont la probabilité me paraît, heureusement, faible. Même s'il est des catastrophes en puissance en matière de changement climatique par exemple. Et donc utiliser l'existant en tentant d'en optimiser l'usage.

Je pense, en particulier au triangle G-20/Nations Unies/Organisations Internationales. Le G-20, sans légitimité, peut, je dis bien peut, produire des impulsions et une certaine cohérence. Les Nations Unies, dont l'efficacité n'est pas le point fort, peuvent fournir de la légitimité. Les Organisations Internationales spécialisées, fortes de leur expertise et de leur savoir-faire peuvent, si elles sont appuyées par les deux autres pôles du triangle, produire des solutions. Trois exemples récents de cette interaction :

- les quelques progrès réalisés dans la régulation globale de l'industrie financière depuis la création, par le G-20, de cette Organisation Mondiale de la Finance future à partir du Comité de Bâle et de la Banque des Règlements Internationaux.

- la résistance apportée durant la crise et jusqu'à présent aux pressions protectionnistes malgré des dérapages préoccupants ici ou là.



– la modération de la hausse des prix mondiaux de l'alimentation qui aurait été amplifiée par les restrictions à l'exportation qui a été initié grâce au travail conjoint G-20/NU/FAO/OCDE/PAM/WTO

En l'absence d'énergie politique pour conclure de nouveaux instruments contraignants, c'est-à-dire des Traités, s'attacher à la mise en œuvre des règles qui existent en en améliorant la surveillance, ce que fait l'OMC pour l'instant, ce que pourrait faire le FMI (notez le conditionnel !). Mettre en place des instruments de mesure, des repères, susceptibles de créer davantage d'accountability, mot difficile à traduire en français. Les objectifs du millénaire ont été, de mon point de vue, une avancée notable. Je pousserai même jusqu'à suggérer de mettre au point, ce qui me semble faisable, une grille de performances des institutions internationales et de leurs dirigeants de manière à inciter à des comportements plus orientés sur des résultats vérifiables. Voire même, mais je touche là les limites du sacrilège, faire de même avec les diplomates multilatéraux.

Dans le même ordre d'idées, accepter de la régulation douce et donc très imparfaite (soft regulation) pour combler en partie les trous de l'archipel dans des matières comme l'énergie, la taxation, les migrations, la cyber sécurité. En admettant les limites de cette technologie de gouvernance, comme on l'a vu avec l'échec de l'harmonisation internationale des règles comptables, domaine pourtant essentiel de la globalisation.

A une autre échelle, œuvrer à l'intégration régionale : la mini globalisation en quelque sorte. Parce que les obstacles à surmonter pour sortir de l'attraction westphalienne dont je parlais tout à l'heure sont moins élevés entre voisins de langue, de géographie, de civilisation, et je pense en particulier, aux intégrations régionales au sein du continent africain. Tout en sachant que ce n'est pas la panacée comme le montrent les turbulences que connaît actuellement la construction européenne, victime, comme on pouvait le prévoir, du retour au chacun pour soi sous la pression de la crise. Même si des formes nouvelles de gouvernance y sont probablement en gestation.

De manière pratique, réfléchir au potentiel des nouvelles technologies en matière de réseaux pour générer de la gouvernance diffuse. Le modèle pyramidal avec généraux, colonels, capitaines et hommes de troupe qui structure l'imaginaire de la gouvernance étatique classique, n'est plus le seul disponible. J'en ai fait l'expérience, ces dernières années à l'OMC en lançant avec nos amis de l'OCDE, le projet de mesure du commerce international en valeur ajoutée pour remplacer les mesures actuelles que les changements dans la structure des échanges ont rendu obsolètes. Très peu de gouvernance top down, une mobilisation spontanée via internet des réseaux de statisticiens et de chercheurs qui a produit des premiers résultats dans des délais inespérés.

Le potentiel des réseaux sociaux pourrait aussi être utilisé pour catalyser une forme de conscience universelle, un sentiment d'appartenance planétaire des sociétés civiles, sans lequel toute forme de gouvernance globale risque de demeurer désincarnée.

Enfin, cette question de l'appartenance, de la nécessité de justifier des disciplines par des exigences de solidarité, ce principe selon lequel « pas de discipline sans la solidarité que crée un sentiment d'appartenance » me conduit à une dernière suggestion de plus grand ampleur, qui est de s'attaquer au terrain des valeurs. Celui qu'il faut aborder si l'on veut parler d'un nouveau « contrat social ».

Je participe, comme quelques-uns ici ce soir, aux travaux du G-20 depuis ses débuts. Et je fais un rêve.

Et si, au lieu de lire des speaking notes sur la réforme des quotas au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale auxquelles ils ne comprennent, pour la plupart, pas grand-chose, les dirigeants nationaux réunis au G-20 se parlaient vraiment ? Je veux dire exposaient à leurs collègues quelles sont leurs conceptions du développement, de la

justice sociale, de la souveraineté, de la soutenabilité environnementale ? Et s'ils exposaient ouvertement leurs contraintes politiques domestiques ? Et s'ils se parlaient de leurs rêves, de leurs cauchemars, de ce qu'est le bien ou le mal à leurs yeux, pour en comprendre les similitudes et les différences ? Et s'ils débattaient d'un nouveau modèle de croissance qui économiserait davantage les ressources rares, celles de la nature, et moins les ressources humaines, abondantes ?

Je sais, je rêve.

Plus sérieusement, je suis parvenu, après toutes ces années de fréquentation des lieux de la gouvernance globale, à la conviction qu'il y manque pour avancer, un soubassement de valeurs communes de nature à porter une ambition partagée de civilisation. S'attaquer à construire une telle plate-forme représente sans doute un défi considérable. Parce qu'elle sera différente des modèles idéologiques classiques, elle fera grincer des dents les tenants de la supériorité de telle ou telle civilisation. Parce qu'elle n'empruntera plus qu'aux seuls modèles culturels dominant dans les grands ensembles continentaux, elle sera difficile à admettre par des populations naturellement réservées. Parce qu'elle devra aller plus loin que la déclaration universelle des droits de l'Homme et ses annexes en matière de droits économiques et sociaux, elle provoquera des controverses philosophiques voire spirituelles redoutables.

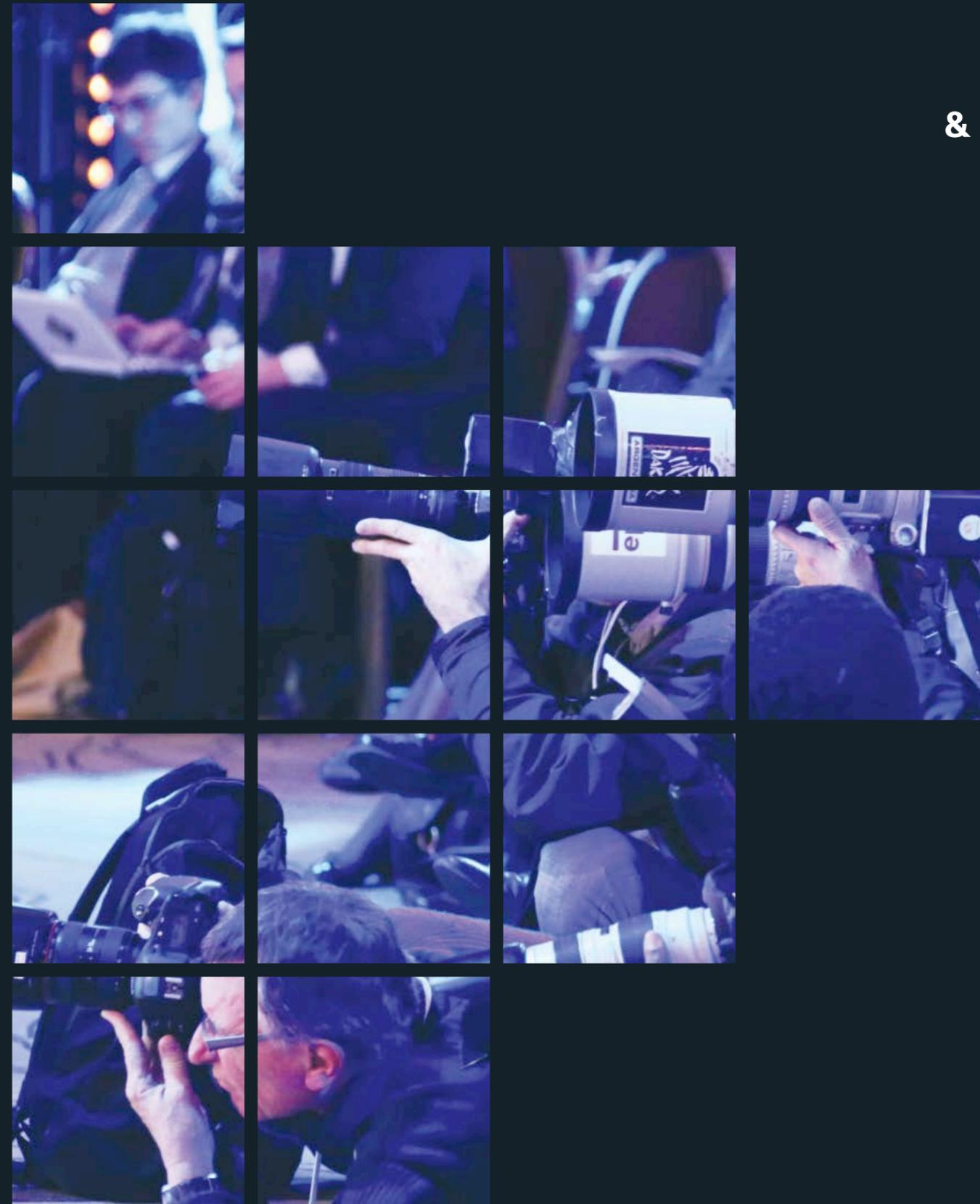
Je crois néanmoins qu'emprunter cette face nord de la gouvernance globale est devenu incontournable.

Je sais que les tenants du fondamentalisme des intérêts éternels des États ne croient ni à la nécessité d'une anthropologie de la globalisation ni au constructivisme des valeurs et qu'il faudra les convaincre.

Mais reconnaissons ce que les quelques progrès réalisés pour rendre le monde moins mauvais doit aux constructivistes.

Pour utiliser l'image de R. Kagan à ma manière, je crois qu'il vaut mieux vivre sur Venus que sur Mars.

Je formule donc, pour conclure, le vœu que les World Policy Conferences de l'avenir nous aident sur cette voie ardue.





Un « tarif de groupe » pour l'Iran et la Syrie

Jim Hoagland, *Washington Post*,
28 décembre 2012

Le régime alaouite de la Syrie prend l'eau de l'intérieur et de toutes parts. Des démissions à un haut niveau ont succédé aux victoires des rebelles en terre sunnite. La stratégie régionale de la présidence Obama – décrite par le lapsus révélateur d'un diplomate français comme étant « une attente en coulisses » – reste, tristement, à la traîne des événements.

Si le sort du gouvernement que dirige le clan de Bashar el Assad était une affaire isolée, la position de Washington ne serait pas aussi désastreuse. Or en diplomatie, il est souvent primordial de savoir agir au bon moment. L'implosion de la Syrie se fait imminente à l'instant même où le président Obama se trouve confronté à sa promesse de maintenir l'arme nucléaire hors de portée de l'Iran.

Son dernier espoir pourrait être de traiter ensemble les deux crises et de négocier avec la Russie et l'Iran, les deux principaux alliés étrangers de Bachar el Assad. Ces deux pays risquent de voir s'envoler tous leurs investissements syriens en continuant à parier que Bashar el Assad – et l'état syrien – survivront à cette guerre. Ceci donne à Obama une certaine marge de manœuvre pour s'opposer à l'accélération du programme d'enrichissement nucléaire de l'Iran.

« L'Iran a répondu au durcissement des sanctions en accélérant la construction de la bombe, au lieu de la ralentir, déclare Jean-David Levitte, ancien ambassadeur français à Washington et conseiller diplomatique du président Sarkozy jusqu'en mai dernier. Il ne nous reste que quelques mois avant que les efforts nucléaires de l'Iran ne deviennent irréversibles. »

Levitte pense que les six puissances actuellement en négociation avec l'Iran doivent s'associer pour lui faire une dernière offre. Selon lui, si Téhéran n'accepte pas rapidement cette offre, il ne nous restera plus qu'à tolérer la bombe iranienne ou à prendre des mesures militaires pour nous y opposer.

C'est ici que la Syrie entre en jeu. Cela me rend littéralement malade de suggérer que les Américains devraient essayer de secourir, ne serait-ce qu'un tant soit peu, le régime de Bashar el Assad, qui a massacré ses citoyens par dizaines de milliers. Mais l'option restante la moins désastreuse pourrait être, pour toutes les puissances en jeu, la poursuite de deux objectifs interdépendants : la descente aux enfers de la Syrie doit être arrêtée afin d'éviter un bain de sang généralisé. Et l'Iran doit accepter de respecter les obligations du traité de non prolifération nucléaire en renonçant à l'arme atomique.

Ceci ne veut pas dire qu'il faille protéger Bashar el Assad et ses proches. Ils doivent s'en aller. Mais certains généraux et représentants au pouvoir de la minorité alaouite de Bachar el Assad pourraient jouer un rôle utile dans un gouvernement de transition. Selon des sources diplomatiques, des représentants des Nations Unies ont identifié un certain nombre d'entre eux lors de contacts privés avec les gouvernements américain, français et russe.

Une coalition syrienne capable de garantir aux Alaouites et aux autres minorités syriennes une protection personnelle et politique, tout en prêtant allégeance au nouveau gouvernement sunnite, pourrait faire croire à la Russie et à l'Iran que leur influence resterait intacte, tandis qu'en réalité, bien entendu, celle-ci déclinerait. (De façon paradoxale, une telle coalition pourrait aussi calmer les craintes d'Israël concernant la présence importante de djihadistes islamistes au sein du mouvement rebelle et exercer une influence modérée sur la dérogation des droits des minorités égyptiennes.)

Des mesures d'incitation difficiles à mettre en place sans doute, mais concrètes. Car les alternatives n'ont rien de réjouissant, comme l'a souligné Levitte ce mois-ci en rendant publique sa proposition de négociation, ici même, devant la Conférence politique mondiale, une réunion annuelle de responsables et d'experts en politique étrangère, universitaires et autres, organisée par l'IFRI, une cellule de réflexion de première importance en France.

Levitte propose que la communauté internationale place à présent l'ayatollah Khomeini, le chef suprême de l'Iran, devant l'ultimatum suivant : si l'Iran n'accepte pas de restreindre l'enrichissement de l'uranium jusqu'à un niveau égal ou inférieur à 5 % et d'exporter ses réserves d'uranium fortement enrichi, les États-Unis, après cette dernière proposition diplomatique fortement médiatisée, recevront suffisamment de sympathie au niveau international pour se permettre d'intervenir militairement et de détruire l'arsenal nucléaire iranien au cours de l'année 2013.

Depuis le discours de Levitte, le programme d'enrichissement de l'uranium poursuivi par l'Iran et la détérioration tragique des événements en Syrie me disent que l'espoir d'atteindre un accord constructif avec ces deux nations semble avoir fait son temps. Il n'est pas question de traiter ces deux questions séparément, elles sont reliées. Jusqu'à récemment, je faisais relativement confiance aux affirmations d'Obama, selon lesquelles on avait encore le temps de parvenir à une résolution pacifique avec l'Iran.

Mais les autres déclarations du président, plus menaçantes, pèsent à présent davantage dans la balance. Il a déclaré que la fabrication d'une bombe nucléaire en Iran était « inacceptable » et s'est dit prêt à utiliser la force militaire, en dernier recours, pour l'empêcher. La probable réélection de Bibi Netanyahou au poste de premier ministre en Israël le 22 janvier donne un caractère d'urgence supplémentaire à la proposition de dernière chance de Levitte visant à éviter des frappes militaires susceptibles d'entraîner des conséquences économiques et politiques désastreuses dans le monde.

Levitte, à présent retraité, a clairement indiqué qu'il ne parlait pas au nom du gouvernement du Président François Hollande. Mais sous Hollande comme sous Sarkozy, la France a manifesté une grave inquiétude au sujet de l'Iran et de la Syrie. Obama peut donc compter sur le soutien actif de la France s'il fait un effort de négociation fortement médiatisé. Mais les États-Unis doivent endosser un rôle de leader pour donner à un tel effort des chances d'aboutir.



La question de la gouvernance globale

William Pfaff, *Tribune Media Services*,
19 décembre 2012

Paris – La première fois que j'ai entendu qu'il y avait une « guerre » contre le système Westphalien, c'était lors d'une conférence donnée à l'International Institute for Strategic Studies en 2003 par Condoleezza Rice, Conseillère à la sécurité nationale de George W. Bush. À l'époque, elle déclarait que le système westphalien de relations internationales – défini dans cette région allemande en 1648, dans le cadre d'un traité qui mettait fin à la terrible et inutile guerre de Trente ans – était désormais obsolète et devait être rejeté. Depuis, il a été de plus en plus écarté des discussions politiques et universitaires dédiées aux nouvelles propositions pour une « gouvernance globale. »

Les traités de Westphalie prévoyaient que toutes les nations soient considérées comme absolument souveraines dans le cadre de leurs propres frontières. Toute intervention sur la moindre affaire religieuse ou politique d'un autre état était strictement interdite.

Il s'agissait là d'une réaction à la guerre qui venait de s'achever – ou plus exactement à la série de petites guerres étalées sur une période de trente ans qui avait été traitée comme une seule et même grande guerre impliquant les Catholiques contre les Protestants et les Habsbourg contre les Bourbons. Le meilleur historien actuel de l'époque, C.V. Wedgwood, déclare à juste titre que la guerre de Trente ans « aurait pu ne pas se produire et ne résolut rien qui en valait la peine...[une illustration sur les désastres qui peuvent se produire] quand des hommes au cœur sec et d'esprit borné sont à de grands postes. » La guerre dont Mademoiselle Rice et le Président Bush ont partagé la responsabilité, l'invasion de l'Irak en 2003 et tout ce qui s'en est ensuivi, correspondaient précisément à ce type de guerre, méritant précisément ce même jugement.

Mademoiselle Rice affirmait toutefois que, si le système international westphalien était remplacé par une alliance des démocraties entraînée par les États-Unis, la paix internationale l'emporterait. Un tel système constitue sous une forme ou une autre l'objectif des États-Unis en matière de politique extérieure depuis Woodrow Wilson, alors même que les petites guerres initiées par les Américains d'une sorte ou d'une autre, ou les interventions américaines dans les guerres des

autres nations, ont dominé les dernières années, destinées à promouvoir une gouvernance démocratique globale – toutes avec des résultats négatifs, ou peu concluants. Même le Kosovo/Serbie reste marqué par de fortes tensions, avec des frontières gardées par des forces étrangères.

Néanmoins, la « gouvernance globale » est probablement le sujet le plus à la mode dans les études professionnelles et universitaires sur les relations internationales. La raison est très simple à identifier. L'« Europe » est une réussite. Du moins jusqu'à maintenant, malgré les ravages économiques de la crise à Wall Street et les fraudes bancaires qui ont porté préjudice à la City à Londres ainsi qu'à d'autres marchés et économies occidentaux. Politiquement, l'Union européenne est une réussite. Pour le reste, ainsi que Thierry de Montbrial, fondateur de la World Policy Conference – qui a organisé sa cinquième édition ce mois-ci à Cannes – le rappelle dans son introduction à la réunion : les cinq dernières années n'ont pas produit beaucoup pour soutenir les arguments de l'émergence d'une convergence démocratique dans le monde.

Le plus gros argument avancé, surtout par l'Allemagne, en ce qui concerne les crises qui frappent les économies méridionales membres de l'Union européenne, propose simplement une plus grande unité monétaire et économique à l'échelle européenne. Ce malgré la montée du sentiment anti-européens au Royaume-Uni, tant auprès du grand public qu'auprès de la classe politique, qui fait du retrait britannique de l'UE une possibilité réelle même si encore éloignée.

Ces temps-ci, la politique intérieure et internationale s'intéresse principalement aux questions nationales et aux conflits d'intérêt. « Les relations économiques asymétriques réelles ne ressemblent pas aux marchés parfaits des manuels, ajoute Montbrial : les marchés financiers ne sont pas toujours rationnels et peuvent expérimenter du stress et même le chaos ; ... les cycles économiques sont peut susceptibles de disparaître bientôt... [et] l'ère de l'enthousiasme idéologique en faveur de la mondialisation est derrière nous... »

Les questions les plus importantes de la « gouvernance » politique ces temps-ci sont celles du référendum constitutionnel égyptien qui vont éventuellement impacter sur la gouvernance de l'Égypte ; l'insurrection civile en Syrie ; et l'évolution du conflit israélo-palestinien. Autant de dimensions géopolitiques dont à la fois les États-Unis et l'Union européenne restent des observateurs impuissants ou indécis.

La vision de Condoleezza Rice en 2003 d'une hégémonie démocratique internationale dominée par les États-Unis ne peut plus être prise au sérieux. Le public américain tient de moins en moins à soutenir le type d'intervention militaire de grande échelle dont Barack Obama a hérité de George W. Bush. Le gouvernement Obama est susceptible de considérer qu'une domination du monde par le biais d'attaques de drones et de bases militaires « nénuphars » qui régiraient le Moyen-Orient et l'Afrique est infaisable de même qu'inacceptable sur le plan international.

La souveraineté des États au sein de l'Union européenne a de fait été affaiblie mais est loin d'être remplacée par une fédération européenne, et ce au sein d'une société riche de deux mille ans d'intégration religieuse et culturelle. Les sociétés moyen-orientales – malgré treize siècles d'unité religieuse, les grands califats arabes et l'expérience ottomane – sont fragiles mêmes là où la souveraineté des États existe et peut être renforcée. L'idée de l'administration Bush d'un « nouveau Moyen-Orient » s'est avérée une utopie.

En Extrême-Orient, les vieux empires réaffirment leur souveraineté. La gouvernance globale doit encore prouver sa pertinence pour toute civilisation à l'exception de l'Occident post-Lumières, où on peut toutefois y questionner sa pertinence. L'identité politique reste liée à l'histoire nationale – le fondement de la souveraineté.

Espagne
LA VANGUARDIA, 08/12/2012

El comisario europeo de la Competencia, Joaquín Almunia, se mostró confiado en que la reestructuración bancaria que se está llevando en España, y que va a completarse con otras cuatro entidades antes de Navidad, sea suficiente para que vuelva a fluir el crédito de forma gradual. En una entrevista concedida a Efe en la localidad francesa de Cannes, Almunia subrayó que «espero que la reestructuración y la recapitalización de una parte del sistema bancario español (...) sea suficiente para volver a poner esas entidades en el mercado en una posición sólida que les permita financiar la economía real». [...]

États-Unis
HUFFINGTON POST, 10/12/2012

At the World Policy Conference www.worldpolicyconference.com in Cannes this past weekend, leaders of European institutions, countries, companies and their neighbors gathered to discuss, among other topics, the future of the EU, something which has been criticized in the U.S. and in Cameron's UK far too often. I would argue that the European Union is one of the most optimistic works in process or «flows.» as Mario Monti called it during his talk at WPC, for many many reasons.

États-Unis
THE WASHINGTON POST, 28/12/2012

It is stomach-churning for me to suggest that Americans should work to salvage any part of Assad's regime, which has slaughtered tens of thousands of Syrians. But the least bad option available may be for all powers to pursue two overriding, interlocking goals: Syria's descent into a total bloodbath must be stopped. And Iran must agree to live up to its nuclear Non-Proliferation Treaty obligations by forswearing atomic weapons.

Portugal
LUSA, AGENCIA DE NOTICIAS DE PORTUGAL, 08/12/2012

O comissário europeu da Concorrência, Joaquín Almunia, considerou hoje que os grandes responsáveis da crise bancária em Espanha são os gestores das entidades que foram alvo de resgate. «Os responsáveis principais são os que geriram mal estes bancos ou estas 'cajas'», sublinhou Almunia numa entrevista à Efe em Cannes, onde participa no World Policy Conference, fórum onde se debatem assuntos como a crise do euro e a situação no Médio Oriente.

France
JEUNE AFRIQUE, 08/12/2012

La cinquième édition de la World Policy Conference (WPC), club international de réflexion sur les grands enjeux politiques ou économiques mondiaux fondé par Thierry de Montbrial (Institut français des relations internationales, Ifri), débute dans la salle de conférence de l'hôtel Martinez. En présence de près de 300 invités, décideurs politiques et économiques ou leaders d'opinion, c'est Alassane Ouattara, le chef de l'État ivoirien, qui ouvre les débats, axés cette année sur le thème général de la gouvernance mondiale.

France
LES ECHOS, 09/12/2012

Mario Monti, déjà projeté au delà de son mandat actuel, s'est exprimé longuement sur sa vision de l'Europe: «L'Europe est un flux pas un État. Plus on proclame que nous voulons les États-Unis d'Europe moins on a des chances de les faire». Et ce ; avant d'inciter les Britanniques à s'exprimer par référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne. «J'espère que la question qui leur sera posée ne concernera pas tel ou tel aspect particulier de l'adhésion à l'Union mais abordera la question de fond». «Nous quittons lentement la situation de crise»... et ce grâce à «la solidarité sans précédent qui s'est manifestée au sein de l'Union européenne», a-t-il dit.

Liban
L'ORIENT LE JOUR, 11/12/2012

L'ambassadeur palestinien s'est montré en outre réservé au sujet de la portée des révolutions arabes, déplorant l'absence de changement au niveau des mentalités et des réalités sociales. Un point de vue partagé par l'ancienne députée égyptienne Mona Makram Ebeid qui a relevé que « deux Égypte » se font face aujourd'hui du fait que le président Morsi s'est « arrogé des prérogatives que même son prédécesseur n'avait pas ».

Israël
GUYSEN NEWS INTERNATIONAL, 11/12/2012

L'une des dernières sessions a porté sur la situation au Moyen-Orient. Israël était représenté à cette réunion par le député Méir Shétrit, ancien ministre de l'Intérieur. L'ex-ambassadeur américain en Syrie Edward Djerejian a notamment mis en garde contre des attentats terroristes du Hezbollah en cas d'attaque israélienne contre l'Iran.

Côte d'Ivoire
L'INTELLIGENT D'ABIDJAN, 10/12/2012

Selon le Président Alassane Ouattara, le monde fait aujourd'hui face à des turbulences. Il estime que la baisse du taux de croissance économique, la dégradation de notre écosystème, la mauvaise gestion des ressources publiques qui frappent plusieurs régions et le décollage économique de l'Afrique nous interpellent à plus d'un titre. Il est donc nécessaire, selon lui, de renforcer la gouvernance mondiale, qui doit non seulement refléter la réalité du nouveau monde qui se dessine mais aussi répondre aux aspirations des peuples.

Emirats Arabes
UNISAL ARABIYA NEWS CHANNEL, 11/12/2012

The Syrian briefing was given by Edward Djerejian, who served as the U.S. ambassador in Damascus until a short while ago. He is a diplomat who has spoken to Bashar Assad numerous times and written special reports to Washington. He believes it would not be easy to topple Assad. "He sits on such an ossified state structure, handed over to him from his father, the interests are so much intertwined with each other that [Assad] will not collapse so easily. ... He will not stay in power forever, but his fall will take a long time," he said.

Royaume-Uni
THE ECONOMIST, 08/12/2012

CASSANDRA is in Cannes attending the World Policy Conference (a Davos-style gathering organised each year by IFRI, the leading French think-tank on international affairs). Listening to the great and the good, from President Alassane Ouattara of Côte d'Ivoire to Jean-Claude Trichet, former president of the European Central Bank, my thoughts turned—naturally enough in such esteemed company—to the rise of China and the prospects of a «G2» with the United States.

Malaisie
NTV7, 08/12/2012

第 5 届世界政策会议法国揭幕 重点讨论欧元危机 世界政策会议主席蒙布里亚尔: “我们相信,我相信,欧元课题是个重要课题。欧元课题很重要,因为如果欧元区瓦解,这是欧盟瓦解的开始,相信我,如果欧盟瓦解,这不会只是欧洲的悲剧,而是整个世界的悲剧。”

Pologne
GAZETA PRAWNA, 09/12/2012

«Podstawowe pytanie o przyszłość Unii Europejskiej pozostaje bez zmian. Moim zdaniem pożądanym rezultatem jest unia polityczna, składająca się z państw członkowskich, jednak bez złudzeń co do tworzenia jednego europejskiego superpaństwa» - powiedział Sikorski. Minister zaproponował też konkretne działania, takie jak wspólna ochrona granicy zewnętrznej UE; wskazał również na celowość podkreślania sukcesów UE - np. walki z piratami u wybrzeży Somalii.

Corée
매일경제, 12/12/2012

지난 10 일 프랑스 칸에서 나흘간의 일정을 마무리하고 폐막한 세계정책컨퍼런스(WPC)에서 마리오 몬티 이탈리아 총리는 「눈에 보이는 유럽 재정위기는 사실상 끝난 것으로 보이지만 같은 문제가 되풀이되지 않도록 하기 위한 종합적인 거버넌스 시스템 구축은 여전히 현재 진행형」이라며 「위기를 거치면서 유로존의 정치적 통합은 강해졌지만, 하나의 시스템이 되기 위해 (법) 집행권과 입법권 사이에 섬세한 균형 맞추기가 필요하다」고 말했다.

Chine
XINHUA NEWS AGENCY, 09/12/2012

Les discussions dans les huit sessions plénières de cette édition portent aussi sur les relations sino-américaines, la finance internationale, l'énergie et l'environnement ainsi que sur la gestion des risques majeurs de la planète. Lancée par l'Institut français des relations internationales (IFRI) en 2008 à l'initiative de Thierry de Montbrial, directeur général de l'IFRI, et devenue depuis un rendez-vous incontournable de la scène politique internationale.

Roumanie
Q MAGAZINE, 09/01/2013

Am luat-o ca pe o reușită „diplomatică” personală faptul că l-am adus la masa românească din barul Martinezelui pe Christoph de Margerie, președintele Total, autorul unui fulminant discurs despre „cercul vicios al ignoranței: media, votanți, politicieni”, în timp ce ministrul V. și președintele H. admiteau, cu iPad-urile în față, că cifra de afaceri a Totalului este un pic mai mare decât bugetul nostru de stat.

Italie
AGI, 08/12/2012

«L'Europa trova la sua forza in se' stessa, ma non bisogna dimenticare che le tensioni e i conflitti possono sempre risorgere. Per questo e' necessario essere molto vigili contro ogni nazionalismo e ogni populismo che sono molto visibili oggi anche in Europa».

Turquie
HURRIYET DAILY NEWS, 11/12/2012

Everybody agrees that Washington does not want to be engaged in a military intervention. There are two reasons for this stance: The United States burned its fingers in Iraq and Afghanistan; it wants to get away from those places. Even though Syria is small, it does not want another military initiative. Neither the public nor U.S. President Barack Obama has such an intention.

Accès à la revue de presse



**Alassane Ouattara**

Ces 10 dernières années, la croissance en Afrique a oscillé entre 5 et 6 %, ce qui place ce continent à la 2e place mondiale, juste après l'Asie en termes de croissance. Le potentiel est très élevé, et de nombreux pays d'Asie investissent désormais en Afrique car ils y voient des opportunités. De toute évidence, avec la réduction du taux de croissance en Asie, l'Afrique va prendre le dessus. Je pense par conséquent qu'il s'agit du continent qui va le plus contribuer à la croissance au XXI^e siècle.

Thierry de Montbrial

Ce qui m'a le plus frappé, c'est peut-être l'ambiance positive, c'est que, face aux difficultés si considérables du monde dans lequel nous vivons et face à une atmosphère qui est souvent un peu sombre, particulièrement dans les pays occidentaux et peut-être plus encore en Europe, les gens cherchaient à souligner les aspects positifs. Il y avait une tonalité positive qui m'a frappé et c'est important, puisque cela donne de l'espoir, et l'espoir, c'est ce qui fait marcher les hommes.

Meir Sheerit

Et le plus gros problème que nous avons avec l'Iran, n'est pas seulement la prolifération mais que cette arme tombera entre les mains de terroristes, ce qui signifie qu'ils pourront l'utiliser partout, le problème est là. Demain, vous allez vous retrouver à lutter contre un groupe de terroristes qui utilisera l'arme nucléaire aux États-Unis ou en Europe. Cela va changer le monde.

Jean-Claude Trichet

Le citoyen lambda dans les pays mal gérés n'était pas directement responsable de la piètre gestion de son gouvernement ou de son parlement. Cependant, dans le monde actuel, et c'est vrai aussi pour les économies avancées, on ne peut pas dépenser constamment plus que ce que l'on gagne ; -c'est le problème.

Narendra Taneja

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une sorte de Conseil mondial pour la sécurité de l'énergie, sous l'égide des Nations Unies ou de la communauté internationale, afin que des pays comme l'Inde et la Chine puissent se réunir, et la communauté internationale dans son ensemble se réunir également, pour trouver une solution qui d'un côté garantisse la croissance et de l'autre assure la protection de l'environnement.

Lionel Zinsou

Il est évident que la gouvernance politique progresse, qu'elle s'améliore, même si elle reste très complexe, même si elle doit traverser les révolutions arabes... probablement que les avancées ont été les plus significatives, dans tous les continents, pendant les 10-15 dernières années... mais nous avons échoué sur les systèmes publics, les services publics, et on ne peut pas dire « j'ai une bonne gouvernance mais je n'ai pas de système de santé public qui fonctionne ».

Mario Monti

De mon point de vue, la crise de l'euro est terminée, du moins en ce qui concerne ses manifestations financières les plus visibles. J'espère et je pense qu'elle est derrière nous, mais il ne sera réellement possible de déclarer que la crise de la zone euro est terminée que lorsque nous aurons mis en place un système de gouvernance renforcé pour une gestion irréprochable de la zone euro. Nous sommes engagés sur cette voie.

Karl Kaiser

Il est vrai également que nous ne sommes pas suffisamment conscients des avancées réalisées, et cela à voir avec la structure des médias et avec la nature du débat public qui se concentre toujours sur ce qui va mal. Mais beaucoup d'évolutions sont aussi très positives, et je pense qu'il s'agit là d'un message important qui est ressorti de cette conférence.

Manuel Hassassian

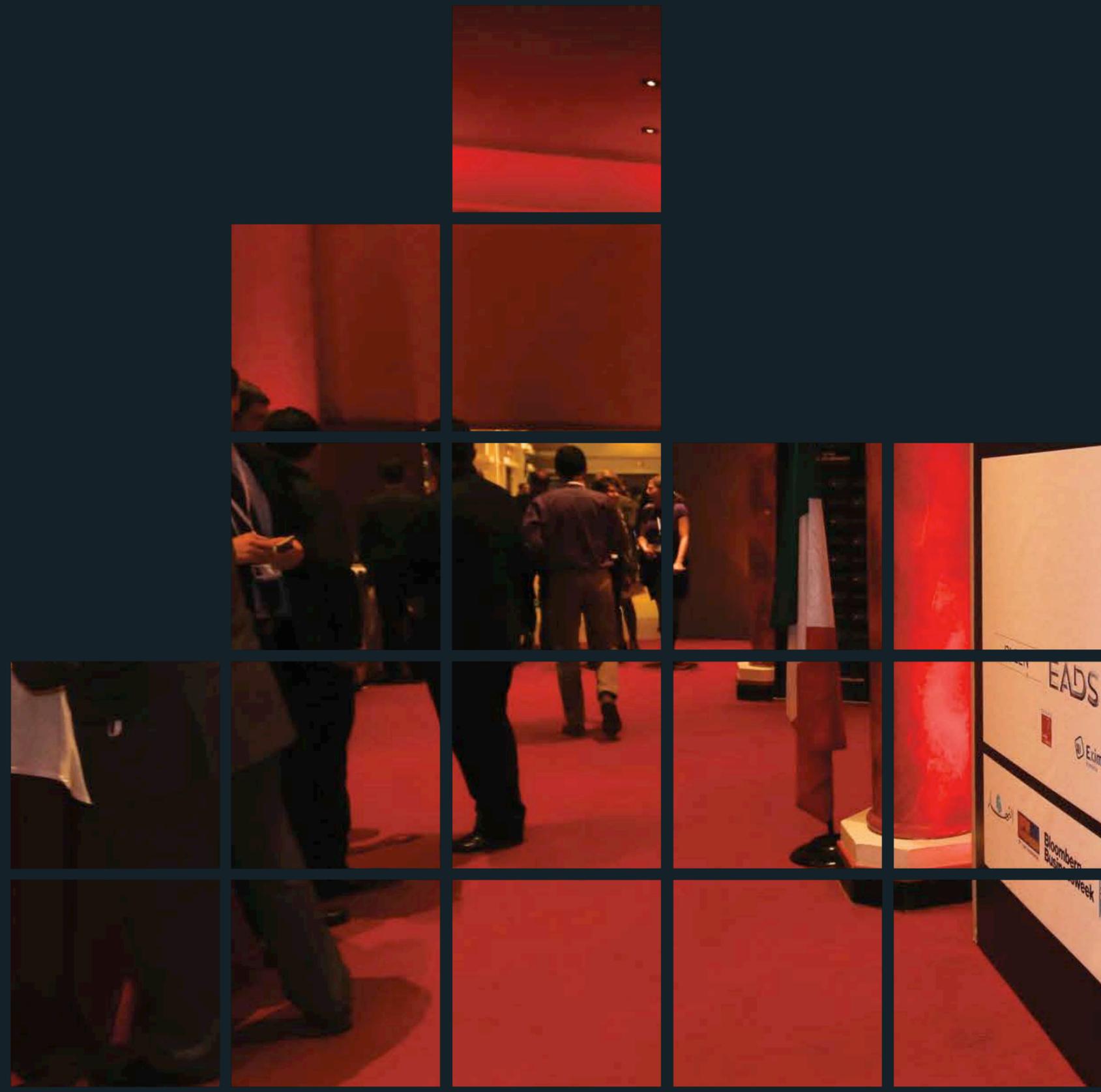
L'Europe nous a été d'une grande aide, en termes d'économie, d'infrastructures, de développement, d'aide financière, etc. mais nous avons besoin d'un bras politique, d'un bras politique qui fasse le poids dans le processus de paix, avec les États-Unis en arbitre, je pense qu'alors nous avancerons dans la bonne direction.

António Vitorino

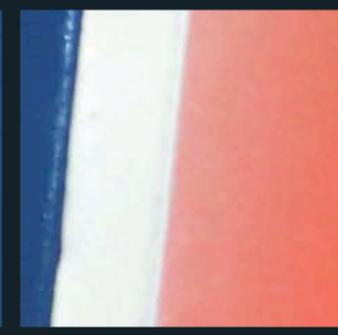
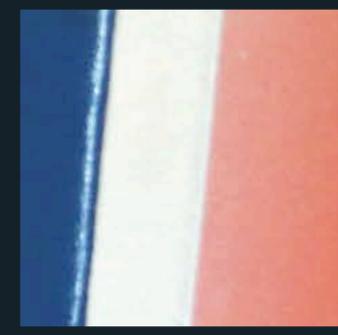
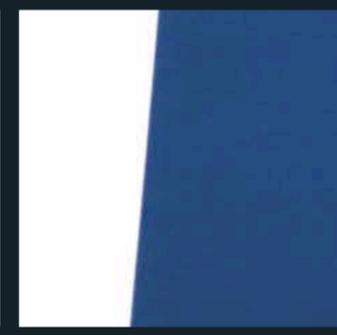
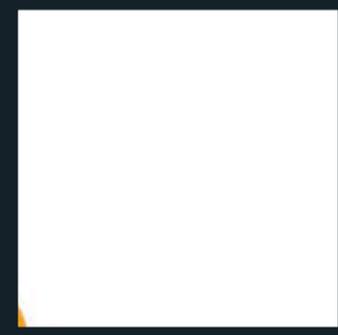
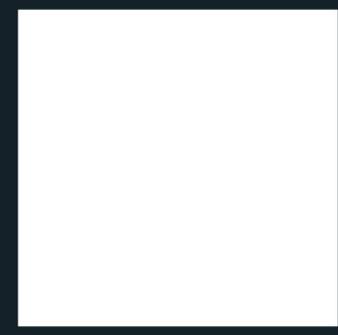
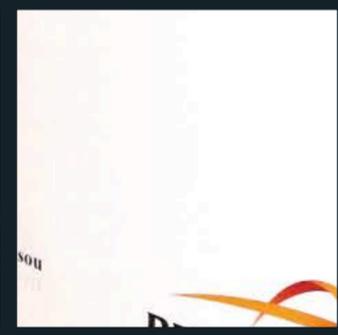
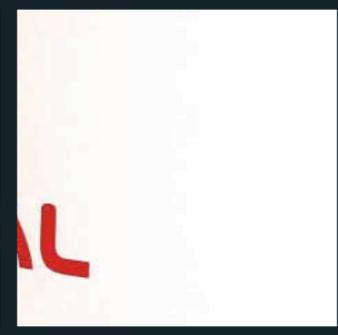
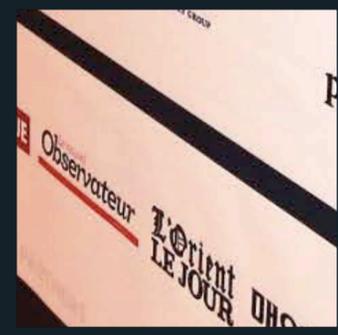
Je pense que la contribution du Royaume-Uni au projet européen reste essentielle non seulement pour le marché intérieur mais pour la région dans son ensemble, l'élargissement par exemple, a toujours reçu un fort soutien de la part du Royaume-Uni. Si le Royaume-Uni est tenté de jouer profil bas ou de se détacher du projet européen, l'Europe en sera affaiblie par certains côtés, et je ne m'en réjouirai pas.



PARTENAIRES
& ORGANISATION



WORLD
POLICY
CONFERENCE
GLOBAL GOVERNANCE
December, 7-10 • Cannes •





Créé en 1920, le groupe OCP est un leader mondial de la production et de l'exportation de la roche de phosphate, d'engrais phosphatés et de produits dérivés. Ces produits sont une pièce maîtresse de la sécurité alimentaire et de la productivité agricole à l'échelle globale, non seulement en raison des nutriments vitaux qu'ils apportent aux cultures agricoles, mais aussi du fait qu'ils contribuent à reconstituer les sols dégradés. L'OCP, compagnie Marocaine d'envergure mondiale, est au service de plus de 130 clients, au travers desquels elle soutient les agriculteurs aux quatre coins du monde. Grâce à ses réserves de phosphate, les plus importantes au monde (essentiellement situées dans le bassin de Khouribga, au centre du Maroc), mais aussi grâce à ses unités de production industrielles et chimiques, et enfin grâce à ses capacités de recherche et développement de pointe, l'OCP est en mesure de répondre de façon innovante et compétitive à la demande mondiale en constante croissance, en proposant une gamme toujours plus complète d'engrais phosphatés adaptés aux spécificités des sols, à la diversité des cultures ainsi qu'aux différentes pratiques agricoles de par le monde. L'OCP s'engage aussi dans des partenariats de plus en plus nombreux sous forme de joint-ventures – aussi bien dans le secteur des engrais à proprement dit, que dans des secteurs tels l'ingénierie et le Project-Management – et ce, avec des partenaires Indiens, Pakistanaï, Brésilien, américain, allemands et Belges. La contribution substantielle de l'OCP au développement économique et social du Maroc fait écho à son engagement au niveau régional et international en tant qu'entreprise citoyenne. Ceci est particulièrement vrai sur le continent africain où, hormis le fait de renforcer significativement sa présence commerciale, l'OCP promeut activement le développement de l'agriculture, en mettant l'accent sur l'accompagnement des petits exploitants agricoles. Cet engagement est au centre de la global Food security Initiative, projet OCP, articulé autour de la promotion de l'innovation et de l'investissement dans le secteur agricole en Afrique et au-delà. En parallèle, la Fondation OCP appuie les projets visant à adapter et à diffuser les meilleures pratiques agricoles, pour le bénéfice de tous.



Agir de manière responsable pour l'accès à l'énergie du plus grand nombre dans un monde où la demande ne cesse de croître.

C'est la mission que s'est fixée Total.

Notre ambition est d'être une Energy Company, l'une des premières compagnies pétrolières internationales, acteur mondial du gaz, de la pétrochimie et demain, de la biomasse et de l'énergie solaire.

Notre stratégie :

Pour accomplir notre ambition, nous nous appuyons sur notre modèle intégré, tirant ainsi parti des synergies qui existent entre nos différentes activités.

L'éthique, la sécurité, la responsabilité sociétale et environnementale forment le socle commun de nos quatre axes stratégiques :

- Assurer une croissance rentable et durable dans nos activités d'exploration-production.
- Développer des plateformes de raffinage et de pétrochimie compétitives de premier niveau.
- Répondre aux besoins de nos clients en leur apportant des solutions innovantes notamment en termes d'efficacité énergétique.
- Miser sur le solaire et la biomasse pour préparer l'avenir énergétique.



Alcen est un groupe industriel actif dans les secteurs de la Défense et Sécurité, l'Énergie, les Machines Médicales et l'Aéronautique. Il y apporte des solutions de rupture fondées sur des innovations technologiques.



Leader mondial des matériaux de construction, Lafarge occupe une position de premier plan dans chacune de ses activités : Ciment, granulats & Béton et Plâtre. Avec 76 000 collaborateurs dans 78 pays, le groupe a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 16,2 milliards d'euros. Lafarge a été classé 6e au sein du « Carbon Disclosure Project » et a rejoint l'indice mondial du « Dow Jones Sustainability Index » en 2010 pour ses actions en matière de développement durable. Doté du premier centre de recherche au monde sur les matériaux de construction, Lafarge place l'innovation au cœur de ses préoccupations, au service de la construction durable et de la créativité architecturale. Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet www.lafarge.com



EADS est un leader mondial de l'aéronautique, de l'espace, de la défense et des services associés. En 2011, le groupe – qui comprend Airbus, Astrium, Cassidian et Eurocopter – a dégagé un chiffre d'affaires de 49,1 milliards d'euros avec un effectif de près de 133 000 personnes.



Ouverte à Cotonou en juin 2005, la Fondation Zinsou a tout d'abord été un lieu d'exposition pour les artistes contemporains africains et/ou des artistes travaillant sur des thématiques liées à l'Afrique. Forte de ses expériences sur le terrain, cette première vocation artistique et culturelle, s'est étendue pour devenir pédagogique et sociale. Le développement, la réduction de la pauvreté et l'éducation sont au cœur de son projet, au même titre que la valorisation du patrimoine artistique et culturel de l'Afrique. Consciente des réalités socio-culturelles du Bénin, la Fondation Zinsou a à cœur de rendre l'accès à toutes ses activités, libres et gratuits. En décembre 2012, la Fondation Zinsou peut se résumer en 10 chiffres ; 7 ans d'existence, 20 expositions fixes et 11 expositions itinérantes dans le sud du Bénin, plus de 3 500 000 visiteurs, 12 livres d'art publiés, 260 écoles en partenariat, 400 professeurs formés aux expositions d'art par notre équipe de médiation culturelle, 120 emplois créés en équivalent plein temps, 4 minibibliothèques et 1 évènement de danse contemporaine. Initiative familiale et privée, ce qui rend unique son fonctionnement, la Fondation Zinsou n'a pour vocation ni de supplanter ni de répliquer les organismes existants. Ce projet résolument « afrooptimiste », est enrichi chaque jour par la constitution d'une équipe mixte tant dans le genre que dans les provenances géographiques.



La Fondation Latsis Internationale, institution non lucrative d'intérêt public, créée en 1975, a instauré les Prix Latsis en Suisse dès 1983. Elle attribue annuellement quatre Prix Latsis Universitaires, un Prix Latsis National et un Prix Latsis Européen. Ces prix ont pour but principal d'apporter aux chercheurs un encouragement et une récompense en reconnaissance de contributions scientifiques et technologiques exceptionnellement importantes et prometteuses effectuées en Suisse et en Europe. La Fondation Latsis Internationale est associée avec la John S. Latsis Public Benefit Foundation qui est principalement active en Grèce dans les domaines de la recherche scientifique, l'éducation, la protection de l'environnement et de l'assistance sociale.



L'alliance Renault Nissan est un partenariat stratégique entre le Groupe Renault, basé à Paris et le Groupe Nissan, basé à Yokohama au Japon et ce depuis 1999. Ensemble, ces deux groupes vendent une voiture sur 10 dans le monde sous 5 marques (Renault, Nissan, Renault Samsung Motors, Dacia, Lada et Infiniti) et emploient 285 000 personnes. En 2011, le Groupe Renault et le Groupe Nissan ont vendu 8,03 millions de véhicules, faisant de l'alliance le 3e plus grand constructeur mondial. Depuis sa création, il y a maintenant 13 ans, cette alliance multi-culturelle s'est étendue géographiquement et en particulier dans les pays émergents. L'alliance est le leader de l'industrie automobile en ce qui concerne la mobilité durable et le seul groupe à avoir mis sur le marché des véhicules zéro émission abordables pour tous.



Acteur mondial, GDF SUEZ inscrit la croissance responsable au cœur de ses métiers (électricité, gaz naturel, services) pour relever les grands enjeux énergétiques et environnementaux : répondre aux besoins en énergie, assurer la sécurité d'approvisionnement, lutter contre les changements climatiques et optimiser l'utilisation des ressources. Le groupe propose des solutions performantes et innovantes aux particuliers, aux villes et aux entreprises en s'appuyant sur un portefeuille d'approvisionnement gazier diversifié, un parc de production électrique flexible et peu émetteur de CO₂ et une expertise unique dans quatre secteurs clés : le gaz naturel liquéfié, les services à l'efficacité énergétique, la production indépendante d'électricité et les services à l'environnement.



Banca de Import export a României - EximBank SA est une banque unique en son genre dans le secteur financier roumain. Elle déploie son activité sur trois cœurs de métier : le financement, les garanties et l'assurance. Les clients de la banque sont les petites et moyennes entreprises avec un fort potentiel de développement, les entreprises exportatrices, les collectivités territoriales ainsi que les grandes entreprises. EximBank s.a. a fait son entrée en Bourse en 1992 avec comme actionnaire principal l'État roumain. La banque est très fortement impliquée dans le développement de l'économie roumaine.



SPONSORS



Grampet Group est le plus grand groupe ferroviaire privé en Roumanie et dans le sud-est de l'Europe. Fondé en 1999, Grampet Group comprend différentes sociétés avec des activités dans tous les métiers du ferroviaire : du transport de marchandises, à la construction ferroviaire en passant par la gestion logistique. Ces dernières années, le groupe a élargi son activité et travaille désormais en Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Allemagne, Autriche, Serbie, au Monténégro, en Ukraine et en République de Moldavie.



PwC développe en France des missions d'audit, d'expertise comptable et de conseil créatrices de valeur pour ses clients, en privilégiant des approches sectorielles. Plus de 180 000 personnes dans 158 pays à travers le réseau PwC partagent idées, expertises et perspectives innovantes au bénéfice de nos clients et partenaires. Les entités françaises membres de PwC rassemblent 4000 personnes dans 25 bureaux.



Créé en 2008, le Fonds AXA pour la Recherche soutient, via le mécénat, les travaux orientés vers la compréhension et la prévention des risques pesant sur l'environnement, la vie humaine et nos sociétés. Au 1er novembre 2012, ces dons totalisaient 92 millions d'euros répartis entre 334 projets de recherche menés dans 26 pays par des chercheurs de 49 nationalités. En France, le Fonds AXA pour la Recherche a octroyé au total 36,2 millions d'euros à 164 projets. Les dons sont accordés sur décision du Conseil scientifique. En soutenant les chercheurs de rang international qui étudient les risques partout dans le monde et en les aidant à partager leurs découvertes, le Fonds AXA pour la Recherche essaie de ressourcer le débat public et sa propre expertise avec des connaissances académiques. Ce mécénat embrassant des champs multidisciplinaires répond au souhait d'AXA de promouvoir une société plus sûre et plus forte à long terme. Plus d'informations sur le Fonds AXA pour la Recherche, notamment la présentation des chercheurs soutenus, des programmes de financement, des lignes directrices et la biographie des membres du Conseil scientifique sont disponibles sur notre site www.axa-research.org

PARTENAIRES MÉDIAS



An-Nahar est un quotidien libanais politique indépendant et libéral. Fondé en 1933 par Gebran Tuéni, An-Nahar est centré sur la défense des libertés : liberté d'expression, recherche absolue de la vérité, défense des droits du citoyen et de la communauté.



FRANCE 24 est la première chaîne d'information en continu qui rend compte de l'actualité internationale avec une sensibilité et un regard français. Elle émet 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 sur 3 canaux, en français, en anglais et en arabe, partout dans le monde. FRANCE 24 est distribuée par câble, par satellite, par les plateformes adsl et sur le mobile. Le site internet est disponible en 3 langues (anglais, français, arabe).



Lauréat de deux prix national Magazine for global excellence et d'un prix Webby pour la Meilleure application Media (Best news app), Bloomberg Businessweek apporte les idées, les analyses et les faits dont les décideurs économiques et financiers internationaux ont besoin pour aller de l'avant. Au-delà des gros titres, les journalistes apportent aux lecteurs des perspectives nouvelles et une compréhension approfondie sur les actualités économiques et financières internationales, les entreprises innovantes, l'économie mondiale, les tendances technologiques et de l'industrie, la politique gouvernementale et plus encore. S'appuyant sur plus de 2 300 professionnels de l'information dans 146 bureaux à travers 72 pays, Bloomberg Businessweek couvre le monde des affaires comme aucun autre média – sur papier, sur Businessweek.com et sur le leader Bloomberg Businessweek + app.



Maeil Business est le premier journal économique coréen, lu par les principaux acteurs économiques et politiques du pays. Fort d'un tirage de 1,2 million d'exemplaires en Corée du Sud, Maeil Business est un fleuron du groupe media Maekyung, aux côtés de la chaîne de télévision généraliste MBN. Le groupe, présent dans 22 pays, est aussi connu pour son World Knowledge Forum, l'un des forums économiques les plus prestigieux d'Asie, qui se tient chaque année à Séoul.



À la radio, TV et sur le web, BFM Business est un média unique, numéro 1 sur l'information économique et financière. Avec 3,3 millions de téléspectateurs, BFM Business a la plus forte affinité du marché avec les décideurs et les professionnels de l'économie.



Distribué dans plus de 80 pays et lu chaque semaine par près de 800 000 personnes, l'hebdomadaire Jeune Afrique propose une couverture objective de l'actualité africaine et internationale ainsi que des pistes de réflexion originales sur les enjeux politiques et économiques du continent. Jeune Afrique est édité par Le Groupe Jeune Afrique. Premier groupe de presse spécialisé sur le continent africain, il réalise un chiffre d'affaires de 25 millions d'euros, avec 130 collaborateurs répartis dans 15 pays.



Monte Carlo Doualiya diffuse ses journaux et ses émissions au Proche et au Moyen-Orient sur ondes moyennes depuis Chypre et sur 28 FM dans 12 pays. Le dernier relais a été installé en 2011 à Benghazi. Les programmes de la radio assurent un traitement équilibré et diversifié de l'information. Une grille des programmes totalement renouvelée privilégie le direct, la convivialité et l'interactivité.



RFI est la première radio française d'information internationale en continu. Elle émet 24 heures sur 24 dans le monde entier, en français et en 12 langues étrangères, en FM, sur le câble, le satellite, sur internet et les réseaux téléphoniques. Grâce à ses rédactions basées à Paris et à son réseau unique de 600 correspondants, RFI offre à ses auditeurs de grands rendez-vous d'information et des magazines en proposant une véritable ouverture sur le monde. Tout au long de la journée, un journal de 10 minutes à heure fixe et un flash de 3 minutes à la demi-heure tiennent les auditeurs informés des derniers développements de l'actualité.



Premier magazine français d'actualité, Le Nouvel Observateur, présente chaque semaine, avec une liberté de ton qui n'appartient qu'à lui, les mutations de l'environnement économique, politique et social. Offrant un regard résolument contemporain, il se présente comme un hebdomadaire engagé qui écoute, qui voit, qui analyse avec sa propre sensibilité propre, ses coups de cœur et ses convictions tous les champs de l'actualité pour en délivrer une analyse originale et profonde.



WanSquare est un média numérique français, filiale du Figaro, consacré aux coulisses de l'économie et des finances. Il propose le décryptage de l'actualité économique sur un ton non conformiste, à contre-courant d'un modèle de pensée unique. WanSquare fournit par ailleurs à ses abonnés des informations exclusives sur les sociétés et institutions françaises et leurs dirigeants, afin d'apporter une vision pointue de l'environnement de marché aux décideurs.



L'Orient-Le Jour est un quotidien indépendant, né le 1er septembre 1970 de la fusion de deux journaux L'Orient (fondé à Beyrouth en 1923 à l'époque du mandat français, par Gabriel Khabbaz et Georges Naccache) et Le Jour (fondé en 1935, par Michel Chiha, le rédacteur de la Constitution libanaise). Il est présidé par Michel Eddé, l'homme de grande culture. L'Orient-Le Jour a ouvert ses colonnes aux plus prestigieux penseurs, chroniqueurs, écrivains et journalistes du Liban moderne. Étendard de la francophonie, il a comme mission principale, être le relais d'une information indépendante et de qualité pour tous les francophones ayant un lien avec le Liban et le Moyen-Orient. L'Orient-Le Jour, offre également à ses lecteurs un panorama de l'actualité en continu et en direct sur son site internet www.lorient-lejour.com.lb/



Institut français des relations internationales

L'Institut français des relations internationales (Ifri), créé en 1979 par Thierry de Montbrial, est indépendant de toute tutelle administrative ou politique. C'est un centre de recherche et de débats traitant des questions internationales majeures. En 2012, pour la sixième année consécutive, l'Ifri est classé par l'Université de Pennsylvanie parmi les *think tanks* les plus influents au monde.

L'Ifri réunit une trentaine de chercheurs à temps plein et de nombreux chercheurs associés, français et étrangers. Ses travaux, orientés vers l'action (*policy-oriented*), se poursuivent dans différents groupes de recherche, régionaux et transversaux. L'Ifri suscite des échanges de tous niveaux entre chercheurs, experts et décideurs des secteurs privé et public. L'Ifri organise quotidiennement des conférences, colloques internationaux et rencontres avec des chefs d'État ou de gouvernement ou de hautes personnalités françaises et étrangères.

Les travaux et les débats de l'Ifri sont publiés dans la presse et notamment dans sa revue trimestrielle *Politique étrangère*, ainsi que dans son rapport annuel *RAMSES*. Son site Internet www.ifri.org est une riche banque de données et le premier outil de diffusion de ses activités.

L'Ifri affirme sa dimension européenne avec son antenne de Bruxelles, Ifri Bruxelles, ouverte en mars 2005. Fort de son expérience, avec son équipe venant de tous les horizons, couvrant une large palette de thèmes et lié à de nombreux réseaux internationaux, l'Ifri est aujourd'hui un *think tank* européen majeur résolument tourné vers la prospective et vers l'action.

W P C

Thierry de Montbrial
Président

Nicolas de Germay
Délégué général

Song-Nim Kwon
Directeur des programmes

Press/Média
FTI Consulting

Contact :

Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81

E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

Pour plus d'informations :

www.worldpolicyconference.com

www.worldpolicyconferencetv.com



Crédits

Direction éditoriale

Song-Nim Kwon

Crédits photos

CLASH VISUEL © Bahi et © Christophe Peus

Dernière de couverture

USA : © **Official White House Photo by Pete Souza**

Chine : © **Agence de Presse Xinhua**

France : © **Présidence de la République – Laurent Blevennec**

Mexique : © **Présidence de la République du Mexique**

Inde : © **India's Ministry of External Affairs**

Japon : © **Cabinet Public Relations Office of Japan**

Réalisation

World Policy Conference, Paris

Imprimé en France – Mars 2013

Tous droits réservés

ISBN 978-2-36567-134-7



WORLD
POLICY
CONFERENCE

GLOBAL
CONFERENCE



27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15 - France

Tel.: 33 (0) 1 40 61 60 00 - Fax: 33 (0) 1 40 61 60 60

www.ifri.org